

**La hausse du dollar
continue
malgré une légère baisse
des taux d'intérêt**

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4 F

Abonnement 1984 : 120 F (France) ; 130 F (Étranger) ; 140 F (Suisse) ; 150 F (Autres pays).
Circulation : 110 000 exemplaires (France) ; 120 000 (Étranger) ; 130 000 (Suisse) ; 140 000 (Autres pays).
Prix de vente : 10 F (France) ; 11 F (Étranger) ; 12 F (Suisse) ; 13 F (Autres pays).

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS-CEDEX 09
Tél. : 246 22 23
C.C.P. : 246 22 23

L'Argentine redécouvre ses disparus

Au nom de la défense de l'Occident et des valeurs chrétiennes, des officiers argentins ont donné des ordres, au milieu des années 70, pour ouvrir des centres de détention, de torture et d'élimination des opposants politiques et de leurs sympathisants, ou supposés tels. Au nom du « réalisme », des officiers généraux argentins ont planifié une méthode de lutte contre la subversion, ou toute attitude réputée telle, qui est en train de faire boomerang.

Tirant la leçon de la réprobation internationale soulevée par le « bain de sang » ordonné en septembre 1973 à Santiago par le « maladroite » général Pinochet, le haut état-major de Buenos Aires avait mis au point, en 1975, une méthode plus subtile : infiltrer les groupes extrémistes et tout connaître de leurs contacts ou relations. Ce qui allait permettre, dès le jour du coup d'État, le 24 mars 1976, de procéder à l'enlèvement systématique des suspects - au sens le plus large.

Pour ce faire, des « groupes spéciaux » avaient été constitués dans les trois armées, à commencer par la marine. Des officiers et sous-officiers en civil, circulant dans des voitures sans plaque, enlevaient à leur domicile, sur leur lieu de travail, dans la rue, des hommes et des femmes figurant sur des listes secrètes, et les conduisaient dans des lieux de détention non moins secrets, au rendez-vous d'atrocités psychopathiques comme le capitaine Astiz ou le docteur « Alberto », dit « Mengele », du nom du sinistre médecin nazi. Ils n'en ressortaient que pour être inhumés dans le secteur des « tombes sans nom » de cimetières de banlieue - d'où on les exhume aujourd'hui par centaines - ou pour être jetés en mer depuis des hélicoptères.

Les amiraux, généraux, chefs de l'État gaulois qui avaient pensé ces méthodes et qui sont à présent traînés devant la justice de leur pays avaient simplement négligé un « détail » : le « travail de deuil » auquel se livre toute conscience humaine face à la disparition d'un être proche ne commence vraiment qu'en présence du cadavre. Ainsi l'ombre de ces 6 000, 15 000, 30 000 - on ne sait pas encore - « morts-vivants » que sont les « disparus » argentins a-t-elle continué de hanter la scène publique longtemps après que la subversion eut été vaincue et annihilée. Quelques mères et grands-mères « courage », y ont contribué, au milieu de l'abandon général. Elles ont préparé la chute des militaires de Buenos Aires précipitée par la pitoyable équipée des Malouines.

Symbole : le jour où l'on apprendait l'inculpation de l'amiral Massera, responsable de l'ouverture - sous la présidence d'Isabel Peron - des premiers camps de l'horreur argentins, deux « disparus » miraculés faisaient parler d'eux. M. Timerman, ancien directeur de « La Opinion », rentrait à Buenos Aires pour reprendre possession de son journal et confondre ses tortionnaires. M. Irigoyen, personnalité radicale éminente aujourd'hui ambassadeur itinérant du président Alfonsín, rendait visite à M. Mauroy pour remercier la France d'avoir accueilli les proscrits des « années noires ».

Le triomphe de la terreur n'est toujours que temporaire. Il n'y a pas en politique de « solution finale » !

M. Bourguiba ajourne les mesures qui ont provoqué les émeutes

Le chef de l'Etat tunisien a annoncé qu'il reportait de trois mois les augmentations des produits céréaliers

Tunis. - C'est avec un visage grave et d'un ton ferme que le président Bourguiba s'est adressé ce vendredi 6 janvier au peuple tunisien pour annoncer qu'il avait décidé de surseoir pour trois mois à toutes les mesures d'augmentation des prix des produits céréaliers, qui avaient provoqué une vague d'émeutes en Tunisie. « J'ai demandé au gouvernement, a dit le chef de l'Etat, de me présenter dans les trois mois un nouveau budget qui tiendra compte des intérêts des pauvres et qui diminuera les charges qui les affectent. »

« Je n'ai pu prendre cette décision qu'après l'établissement de l'ordre grâce à l'armée, à la police et à la garde nationale (gendarmes), à qui je rends hommage », a poursuivi le chef de l'Etat dans un discours télévisé qui a duré cinq minutes.

Le président a d'autre part précisé qu'il avait demandé au gouvernement que les augmentations qui interviendraient après cette période de trois mois soient modérées. Après cinq jours de grave agitation, la Tunisie revient donc au point de départ. Cette spectaculaire marche arrière, qui n'est pas dans les habitudes du « Combattant suprême », a été favorablement accueillie, tout au moins à Tunis où, quelques instants

De nos envoyés spéciaux

après la fin du discours du chef de l'Etat, des voitures scandaient avec les avertisseurs « yaya Bourguiba ».

Nous recevons jeudi soir chez lui, à La Soukra, au milieu des vergers de la banlieue nord de Tunis, le premier ministre, M. Mzali, nous a déclaré : « Tant que Bourguiba est là, le peuple tunisien ne craint rien et toutes les tentatives de déstabilisation sont vouées à l'échec. (...) C'est parce que la démocratie est en danger qu'il faut la renforcer en jouant le jeu. »

Dans le salon tapissé de livres, de tableaux d'artistes tunisiens et de portraits de famille, le premier ministre, visiblement fatigué par les nuits de veille, se montre déterminé : « Les événements que le pays vient de connaître ne m'ébranlent pas dans mes convictions sur le bien-fondé de la démocratisation de la vie politique. C'est la peur qui sécrète la dictature. La démocratie a besoin d'ordre et le peuple de sécurité. Quand il quitte son travail, le Tunisien veut le retrouver le lendemain. Quand il rentre chez lui, il veut retrouver sa maison et sa famille. Les opposants sérieux doivent nous aider. » (1)

La conversation est sans cesse interrompue par le téléphone. C'est avec un sourire que M. Mzali nous fait part de l'appel qu'il vient de recevoir du ministre de l'Intérieur, M. Driss Guiga. Le calme règne ce jeudi soir dans tout le pays et tout à l'heure, à Tunis, il n'y a eu ni morts ni blessés. Pourtant la capitale venait de vivre deux heures absolument folles en milieu de journée. (Nos dernières éditions datées du 6 janvier).

Vers midi, en effet, plusieurs groupes de jeunes ont tenté, au même moment et de différents endroits, de pénétrer dans le centre. L'armée qui avait pris position, a dû faire usage de ses armes, tirant en l'air pour les disperser. Dans l'atmosphère de psychose que vit la capitale, le crépitements des armes individuelles et des mitrailleuses a provoqué une panique inouïe.

PAUL BALTA

et MICHEL DEURÉ

(Lire la suite page 4.)

(1) Dans une lettre adressée à M. Mzali, le parti communiste tunisien demande que les consultations soient entreprises entre toutes les forces nationales pour trouver une solution à la situation actuelle. Dans un communiqué, le P.C.T. a également dénoncé les violences.

Première visite à Washington d'un chef de gouvernement chinois

Pékin considère toujours les Etats-Unis comme l'interlocuteur le plus utile à la défense de ses intérêts

De notre correspondant

Pékin. - Un moment menacé, puis maintenu, mais sans grand enthousiasme, semble-t-il, le prochain voyage (du 10 au 16 janvier) de M. Zhao Ziyang aux Etats-Unis - le premier d'un chef de gouvernement chinois - a-t-il quelque chance de déboucher sur des résultats substantiels, qui permettraient d'assainir les relations sino-américaines ? Beaucoup d'observateurs, ici, en doutent, estimant que la meilleure tactique de la part de la Chine serait encore, en cette occasion, d'adopter un profil bas afin de ne pas s'autodétruire ou créer de faux espoirs.

Le premier ministre chinois paraît avoir fort bien compris la situation, et la modeste des propos qu'il a tenus, le mardi 3 janvier, devant les journalistes nord-américains accrédités à Pékin, indique clairement qu'il ne s'est pas fixé, à la veille de son départ pour Washington via Hawaï et San-Francisco - il se rendra ensuite au Canada du 17 au 23 janvier - d'objectifs trop ambitieux. On nous admettent que les Etats-Unis aient « avec le peuple de Taiwan des relations d'amitié et d'amour », mais « les relations entre amis sont une chose et celles entre Etats en sont une autre ». Non, la Chine n'adoptera pas une attitude « radi-

cale » sur la question des ventes d'armes américaines à Taïpeh. « Je ne réclamerai pas des Etats-Unis un arrêt immédiat et complet de ces ventes d'armes », a même précisé M. Zhao Ziyang.

Tout cela est logique et conforme, au demeurant, aux différents communiqués conjoints - depuis celui concluant la visite du président Nixon en 1972 à l'accord de 17 août 1982 sur les ventes d'armes américaines à Taiwan signés entre les deux pays depuis une dizaine d'années. Mais cela semble dit avec une certaine lassitude et comme si l'on savait, par avance, à Pékin, que les possibilités d'infléchir la situation dans un sens favorable sont très limitées.

Les relations sino-américaines sont-elles donc devenues si médiocres ? Non, certes, mais il est clair qu'elles ont perdu l'allant qu'elles avaient il y a encore trois ans et que, dans la subtile alchimie qui préside à Zhongnanhai - le comité central chinois - à l'élaboration de la politique étrangère, les dosages sont aujourd'hui un peu différents.

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 6.)

APRÈS LES VIOLENCES A L'USINE TALBOT

Le contre-exemple

Les événements de Poissy montrent que les mutations industrielles doivent s'accompagner de négociations à la base

par BRUNO DETHOMAS

Haine, violence, racisme. La restructuration industrielle à visage humain prônée par le premier ministre il y a moins de quinze jours a dégénéré, montrant par la puissance de l'image, ce qu'on d'impossible à briser les mutations sociales.

La responsabilité des événements est largement partagée : une direction d'abord mal inspirée lors du rachat de Chrysler, puis imprévoyante, enfin intraitable. Un gouvernement qui disposait de tous les éléments de jugement sur Poissy grâce à la mission Dupeyron, mise en place après les premières violences de 1982, et qui semble n'en avoir tenu aucun compte. Des syndicats qui savaient qu'ils maîtrisaient mal une base immigrée souvent récemment affilée, qui connaissaient le désir de revanche du syndicat maison C.S.I. et qui n'ont pourtant pas hésité à jouer, par vaine concurrence, du désespoir des travailleurs immigrés.

La situation est telle que Talbot pourrait bien être entrée dans un cercle impossible. Il y a une sureffectivité parce que la production automobile de la marque a fortement baissé. Or, chaque conflit - et ils ne sont pas

rare depuis deux ans - entraîne une désaffection supplémentaire de la clientèle, peu en mal de trouver sur le marché de bons véhicules, construits par des sociétés dont les dirigeants ne menacent pas de déserter leur bilan et dont les syndicats ne clament pas que l'on veut « casser la marque ». Voilà qui ne rassure pas sur l'après-vente. Et cette désaffection accroît le sureffectif.

Que peut-il alors advenir à Poissy ? A ne s'en tenir qu'à la stratégie de la direction, apparemment maîtresse du jeu, celle-ci avait quatre obstacles à franchir pour réduire les effectifs et tenter d'améliorer la compétitivité de Talbot : le gouvernement, la C.G.T., la C.F.D.T. et les « irrédutibles ».

Le gouvernement a donné son accord aux mille neuf cent cinq licenciements et « ne reviendra pas sur cette décision », a réaffirmé M. Max Gallo. La C.G.T. a suivi, bon gré mal gré, le ministre chargé de l'emploi. La C.F.D.T., isolée, a cédé jeudi en faisant appel aux forces de l'ordre.

(Lire la suite page 20.)

La blessure syndicale

Les graves affrontements laisseront des traces dans l'opinion et dans les relations entre les confédérations

par MICHEL NOBLECOURT

Maintenant que la violence l'a emporté, la blessure de Talbot-Poissy sera longue à cicatriser. S'inquiétant de la dégradation de ce conflit, la C.F.I.C. a estimé que « Talbot avec ses bouillons et la police, ce n'est plus du syndicalisme, ce n'est plus de l'opinion s'y trompe ». A sa manière, la centrale de M. Borneau pose bien le problème. Pour une bonne part, ce qui est arrivé s'explique par la longue dégradation des relations sociales dans cette entreprise. Le passé et le présent se confondent et pèsent lourdement.

Mais ce déferlement de haine, ces heurts entre syndicalistes, entre grévistes et non-grévistes, ces règlements de compte entre travailleurs français et immigrés et parfois entre immigrés eux-mêmes, ce déchaînement qui bloque tout dialogue, sont pour le syndicalisme autant de blessures qui laisseront leur marque, tant du point de vue de l'image des syndicats que de l'opinion publique que dans les rapports interconfédéraux et les relations avec le gouvernement.

Lors des élections du 19 octobre à la Sécurité sociale, et même si le débat avait été, hélas, singulièrement occulté, les syndicats avaient tenté de se donner une image d'organisations responsables pouvant, si on

leur en donnait la possibilité, être de bons gestionnaires. Divers sondages, comme le niveau de participation au scrutin, pouvaient laisser penser qu'ils avaient à cet égard marqué quelques points.

Ce qui avait été alors fragilisé par l'acquisition de Talbot par ce qui vient de se passer à l'usine Talbot de Poissy. Certes, la C.G.T. a fait preuve de modération et d'un certain sens des responsabilités en voyant dans l'accord gouvernement-P.S.A., qui évitait que 1 905 licenciés ne soient « jetés à la rue », un échec, un « acquis important ». Mais, dévouée par une partie de sa base immigrée, elle a ensuite donné l'impression de flotter dans ses prises de position, de chercher désespérément une inoubliable bouée de sauvetage, pour « en sortir » honnêtement.

La C.F.D.T., pour sa part, a certes mis l'accent à juste titre, sur la nécessité d'éviter de faire d'un accord conclu en dehors des syndicats un précédent, voire un modèle pour les restructurations à venir. Mais le jusqu'au-boutisme de sa section de Talbot, incapable, par insuffisance militante, de maîtriser la grève qu'elle attendait, ne peut que

surprendre une opinion qui commençait à s'habituer à l'image d'une C.F.D.T. revenue de ses errements de la politisation à outrance et campant dans le réalisme.

Aujourd'hui, nul doute que la vision d'une C.F.D.T. qui, tout en cherchant effectivement à s'opposer à toute violence, a entrepris un mouvement dur de refus de tout licenciement, attirant ainsi les tensions, et qui, pour finir, a appelé elle-même les forces de l'ordre à la rescousse, ne peut avoir auprès de l'opinion que des effets négatifs.

Les syndicats sont évidemment dans leur rôle quand ils commencent par s'opposer, légitimement aux licenciements, mais le glissement qui s'est produit dans la confusion et la violence est préjudiciable. L'opinion ne cherchera pas à savoir, dans un système social pourtant marqué historiquement par l'action du syndicat maison, qui a tort, de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. mais retiendra l'image d'un « syndicalisme pagaille ».

Dans un pays où le syndicalisme est minoritaire en adhérents, où il suscite encore la défiance, quand ce n'est pas l'hostilité, d'une partie non négligeable des Français, voilà qui ne va pas relever son prestige. Cette première blessure est d'autant plus profonde qu'il ne faut pas sous-estimer les réactions racistes qu'un conflit dans une entreprise où il y a une forte présence d'immigrés peut provoquer. Ce danger est réel et on en a bien vu les racines le 5 janvier à Poissy.

L'échec des élections à la Sécurité sociale passée, on pouvait espérer un meilleur climat interconfédéral. La C.G.T. et la C.F.D.T., plus que jamais antagonistes depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, n'avaient certes pas renoué le dialogue au niveau confédéral, mais elles étaient de poignées. Un front interconfédéral des cinq confédérations, fragile mais réel, s'était même esquissé face au patronat dans les négociations sur l'assurance-chômage. La centrale de M. Edmond Maire ayant ajusté son discours sur la défense du pouvoir d'achat, elle apparaissait ainsi, sur un sujet important, moins isolée par rapport à ses concurrents.

(Lire la suite page 20.)

M. HENRI KRASUCKI invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde »

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L.-le Monde », dimanche 8 janvier de 18 h 15 à 19 h 30.

Le secrétaire général de la C.G.T., qui est également membre du bureau politique du parti communiste, répondra aux questions d'André Passeron et de Guy Herzlich, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Jeanine Perrin, de R.T.L. Le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

Le sort des travailleurs étrangers

La grande migration

Lire page 2 l'article d'ALFRED SAUVY

L'affaire des « avions renifleurs »

La carrière d'alchimiste
du « professeur Aldo Bonassoli »

Lire page 8 l'article de GUY PORTE

Le tabagisme chez les 12-18 ans

Les jeunes Français
fument de moins en moins

Lire page 9 l'article de PHILIPPE BERNARD

AU JOUR LE JOUR

Terrorisme

A l'occasion du prochain renforcement des contrôles des véhicules d'occasion, on apprend que près de 10 % du parc automobile sont constitués d'épaves, et que la France accueille celles refusées, rejetées, mises au rebut par les autres pays de la Communauté.

Ainsi, circulent certains jours près de deux millions de guimbardeuses, presque aussi dangereuses que des camions suicides ou des voitures piégées.

Comme une forme de terrorisme par négligence.

M.-J. BRÉHON.

مكتبة الأصيل

Le Monde

idées

La grande migration

Immigrés

L'affaire Talbot met une fois de plus en lumière l'importance, dans la France d'aujourd'hui, du problème des travailleurs étrangers. Problème mal posé, écrit Alfred Sauvy, qui voit se développer la grande migration du Sud surpeuplé vers le Nord sous-peuplé. Il demande une action positive d'apaisement, et non plus une défense génératrice de tensions croissantes. Daniel Alaphilippe voudrait que l'on analyse de plus près le phénomène raciste, qui relève beaucoup plus, d'après lui, du heurt quasi naturel des groupes que d'une hostilité à une race déterminée, à l'existence de toute façon fantomatique. Plusieurs lecteurs font part de leurs observations, et Jean-Pierre Péroncel-Hugoz attire l'attention sur un ouvrage consacré au droit musulman, dont une meilleure connaissance aiderait à comprendre... bien des incompréhensions.

EST-IL problème aussi mal posé que celui des travailleurs étrangers ? Faux départ déjà, dans la terminologie : un Réunionnais venu en France est un immigré, mais il est français ; à l'inverse, un enfant né en France de parents étrangers est un étranger, mais non un immigré.

Confusion plus grave encore sur les termes *racisme* et *antiracisme*, chargés d'affectivité. L'attitude vis-à-vis d'un étranger peut aller de la xénophobie à la xénophilie. En fait, il s'agit non de race ni de descendance, mais de différences culturelles et aussi d'opportunités.

L'antiracisme déclaré ne fait qu'envenimer une plaie qu'il convient, au contraire, de fermer. Les résultats électoraux sont d'une douloureuse logique (« Donnez-nous aujourd'hui notre ennemi quotidien »).

Quant à la politique du gouvernement : accueilli de ceux qui sont à et refusé des autres, bien défendable, elle n'a pas les moyens de ses fins. L'accueil n'entraîne qu'un peu de bousculade sur les comptes, mais le refus, lui, n'est que juridique.

Si l'expulsion reste soumise aux dispositions actuelles, pétries de bonnes intentions, les entrées clandestines vont se multiplier. La France restant largement sous-peuplée, cette situation appelle une action positive et non une défense pied à pied, génératrice de tensions de plus en plus fortes. La maîtrise de notre destin doit rester absolue, et l'on se demande quel sentiment ou quelle ignorance a inspiré les évènements pour recommander d'accueillir des étrangers le pouvoir électoral. Bien différente est la situation de la Suède devant les immigrants finlandais et danois.

A l'inflammation permanente actuelle, entretenue par un « antiracisme » militant, il faut préférer une attitude positive d'apaisement et de compréhension réciproques. Prenons, par exemple, une ville moyenne. Pourquoi la municipalité ou des initiatives privées s'organisent-elles pas des soirées récréatives toutes populations, où alternent, sur la scène, chants et danses de divers pays, Provence et Maghreb par exemple, suivis d'une farandole et d'un bal sans réserves ? Sait-on qu'une farandole provençale s'appelle « la mauresque » ?

par ALFRED SAUVY

« cisme » militant, il faut préférer une attitude positive d'apaisement et de compréhension réciproques. Prenons, par exemple, une ville moyenne. Pourquoi la municipalité ou des initiatives privées s'organisent-elles pas des soirées récréatives toutes populations, où alternent, sur la scène, chants et danses de divers pays, Provence et Maghreb par exemple, suivis d'une farandole et d'un bal sans réserves ? Sait-on qu'une farandole provençale s'appelle « la mauresque » ?

Une funeste arithmétique

Bien en vue la question de l'emploi : pourquoi, disent les opposants, admettre des étrangers dans un pays où l'on compte deux millions de chômeurs ? Toujours cette funeste arithmétique, inspiratrice de la politique nationale de qui perd gagne, suivie depuis dix ans, et qui, précisément, a conduit à ce chiffre démesuré dans un pays à moitié vide où tout est à faire. Contrairement à une opinion de gruit, même en très haut lieu, ce n'est pas le travail qui manque, disons les tâches. Significatif est le refus, opposé naguère par le ministre du Plan, à la grande enquête sur les besoins publics et privés et la population professionnelle propre à les satisfaire. Le but de l'économie n'est pas le travail réparti, mais la satisfaction des besoins, lesquels sont immenses. Tant que la politique visera à « créer des emplois », elle créera de nouveaux chômeurs.

Si étendu est le consensus usuel, et notamment en haut lieu, que pour la régularisation, un « sans papier » doit faire preuve d'un « emploi stable » dans une entreprise. Dans aucune économie, même socialiste,

les emplois ne sont tous stables. La vie économique, c'est, au contraire, le mouvement. La recherche de la stabilité, c'est la recette spécifique du chômage... stable.

Une fois le mouvement inverse enclenché, le nombre des emplois augmentera par sa propre force : le travail crée le travail ; le travailleur étranger aura besoin de médecins, de logements, de transports, de journaux, de cinéma...

Mais la réussite exige une large dispersion géographique et non la concentration dans les bas quartiers de grandes villes, créatrice de ghettos. C'est dans toute la France, même dans les trente-sept mille communes, que des travailleurs manquent, pour un grand nombre de tâches.

Il faut aller plus loin, beaucoup plus loin encore dans l'action positive.

Quiconque regarde un peu au-delà de 1984 voit, dans un avenir certes confus, poindre une certitude : la grande migration du Sud vers le Nord, amorcée avec une telle sûreté par Boumediène qu'aucun écho n'a suivi en France, est écrite dans les registres de l'état civil. D'ores et déjà, il naît un million d'Algériens par an, en face de sept cent cinquante mille naissances en France. La différence s'accroît rapidement. Personne ne peut annoncer comment se fera la grande migration, à peine amorcée ; organisation, accords internationaux, invasion, infiltration, concession de terres ? Seule est certaine l'existence du mouvement. Il convient donc de commander les faits, au lieu de les subir, de rester maître de notre destin. Dans la confusion du moment, en proie aux querelles sur 0,25 % du pouvoir d'achat ou du niveau de vie, nous risquons bien d'oublier seulement la vie.

Ethnocentrisme plutôt que racisme

par DANIEL ALAPHILIPPE (*)

Le racisme est à l'ordre du jour, il fait ces temps derniers les gros titres des journaux et nourrit les campagnes électorales. Mais sait-on bien de quoi on parle ? Il est frappant de voir à ce propos combien sont ignorés les travaux scientifiques et ceux, en particulier, des psychosociologues qui, depuis plus d'un demi-siècle, se sont penchés sur ce problème. Ce n'est pourtant pas faute de résultats et d'avancées théoriques.

C'est ainsi que l'on sait, depuis les travaux de Theodor W. Adorno dans les années 40, que le racisme, rejet d'autrui en raison de la couleur de sa peau ou de son origine ethnique, n'est qu'une des manifestations d'une attitude plus profondément ancrée dans la psychologie de l'individu : l'ethnocentrisme. On peut définir rapidement ce dernier comme la croyance manifestée, de façon plus ou moins aiguë, par chaque individu humain, selon laquelle lui-même et les membres de son groupe d'appartenance présentent des qualités supérieures à celles dont font preuve tous ceux qui se trouvent hors de ce groupe. En d'autres termes, c'est l'attitude qui consiste à se considérer soi-même et son entourage social comme le centre du monde, et à juger de tout à l'aune exclusive de son seul système normatif.

L'ethnocentrisme conduit très directement au rejet et à la peur de l'autre, que l'on observe dans les situations décrites par les médias sous l'étiquette de racisme. En fait de racisme véritable, il n'en est guère question, en raison notamment de la quasi-impossibilité à distinguer des races humaines sur des bases sérieuses. Et lorsque ce racisme véritable existe, il est l'apanage d'une poignée d'illuminés nostalgiques du nazisme, ou de quelque Gobineau attardé, et en fait sans réelle influence.

Le groupe avant la personne

Il n'en est pas de même de l'ethnocentrisme qui, s'il prend parfois la forme de discriminations raciales, est beaucoup plus répandu et se manifeste chaque fois que sont confrontés des collectifs.

On le retrouve, bien sûr, dans l'attitude manifestée à l'encontre des populations de travailleurs immigrés, mais aussi dans le chauvinisme qui s'exprime sur les terrains de sport, à travers les querelles de clocher, ou même de blocs d'immeubles opposant des bandes rivales. Il apparaît également dans le rejet de tout ce qui est différent : homosexualité, handicapés, vieux, jeunes, etc. Celui qui se distingue est toujours une menace pour la tranquillité du groupe et donc de chacun de ses membres.

Les études menées sur ce sujet ont montré que cet ethnocentrisme

variait selon les individus, en fonction, notamment, de critères de personnalité. Il serait plus fort chez les personnes enclines au repliement sur elles-mêmes, refusant l'ouverture, s'adaptant difficilement au changement. Mais bien que variable en intensité, il est une des composantes de base du caractère de chacun et de sa façon d'appréhender autrui.

En outre, les psychosociologues nous ont appris que les rapports entre individus se ramènent le plus souvent à des relations entre groupes. Dans la rencontre de l'autre, ce n'est pas tant la personne, et son particularisme, qui est mise en avant, mais plutôt son appartenance à un sous-ensemble social repérable. Les caractéristiques les plus prégnantes de ce dernier se trouvent projetées sur chacun de ses membres. Et quand nous nous trouvons confrontés à M. X. ou à M. Y, c'est avant tout à son groupe que nous nous adressons, c'est-à-dire à l'étranger, au voisin, au plombier, au professeur, etc.

Les oppositions, voire les affrontements, peuvent naître de la seule coexistence de deux groupes distincts, comme l'ont montré deux psychologues américains, C. Sherif et M. Sherif, en observant des groupes d'enfants. Il s'agissait de jeunes issus d'une population homogène (Blancs, Anglo-Saxons, protestants) qui participaient à des camps de vacances. Après une période de vie en commun, ces enfants étaient arbitrairement répartis en deux groupes mis en compétition sous forme de jeux et d'épreuves sportives. Cette simple coexistence compétitive conduisit à l'émergence de deux groupes bien distincts, avec leurs règles, leurs hiérarchies, leurs habitudes collectives. Victimes d'une frustration organisée par les observateurs, ils ne tardèrent pas à s'affronter violemment sous des formes qui rappellent tout à fait ce que l'on désigne généralement sous le terme de racisme : dévalorisation du groupe opposé et de ses membres, agressions, destruction du matériel de l'« ennemi », etc. Alors même qu'il s'agissait d'enfants de mêmes race, âge, sexe, religion, origine sociale. Les différents sous-ensembles ne donnaient prise à aucun caractère distinctif particulier.

C'est dire si, lorsque les différences existent (couleur de la peau, origine géographique, langue, position sociale), de tels affrontements se trouvent facilités et amplifiés. Toutefois, ce ne sont pas là les causes, mais des facteurs facilitant ces affrontements intergroupes. Lorsque l'on parle simplement de

(*) Psychosociologue, maître-assistant à l'université François-Rabelais.

racisme dans de tels cas, on en masque l'origine réelle au profit des effets.

Le racisme tel qu'on le parle dans les médias est qu'une construction idéologique plus ou moins savante qui vise à justifier, à nos propres yeux et à ceux d'autrui, la peur profonde de l'autre qui se trouve inscrite dans la psychologie de chacun d'entre nous, et à la renforcer. Inutile d'ajouter qu'il est vain de lutter contre de tels sentiments par des appels moralisateurs. Il nous semblerait plus profitable de proposer des recherches dans ce domaine et de sensibiliser les agents sociaux à ces fonctionnements non conscients, masqués par des représentations trompeuses.

LU

« INTRODUCTION AU DROIT MUSULMAN », de Joseph Schacht

Les délices du cadi

A l'heure où un nombre grandissant de pays musulmans (Arabie, Yémen du Nord, Pakistan, Iran, Émirats arabes, Mauritanie, Soudan, etc.), dont certains sont de proches partenaires de la France, appliquent à la lettre la loi islamique, issue du Coran et de la Sunna (Tradition de Mahomet), il est nécessaire que ce droit suscite à nouveau de l'intérêt parmi les Français.

Naguère la France, puissance musulmane à travers ses possessions, protectorats ou mandats d'outre-mer, avait formé une solide école de juristes « islamiques », notamment autour de l'université d'Alger. On citera au moins les travaux de G. H. Bousquet sur l'authenticité traditionnelle musulmane ; consignée jadis par le cheikh El-Bokhari. La décolonisation a entraîné un désintérêt pour cette discipline, d'autant moins justifié que se constituait alors dans l'Hexagone même une communauté musulmane, qui regroupe aujourd'hui quelque trois millions de personnes (le Monde du 24 août 1983) : Maghrébines et Africaines, mais aussi Turcs, Libanais, Yougoslaves, Iranais, Comoriens, Pakistanais et, depuis peu, Européens convertis, etc.

Certes, parmi ces musulmans, la seule petite minorité réchappe qu'on lui applique le *fas* coran, et s'oppose d'ailleurs à ce que le droit civil français, rigoureusement incompatible sur plusieurs points capitaux avec le *charia* — la « loi sacrée » de l'islam —, notamment en matière de mariage, répudiation, succession, témoignage, adoption, etc. Mais, des concepts juridiques musulmans découlent aussi us et

TÉMOIGNAGES

Bienvenue aux étrangers du XVIII^e arrondissement...

Il est 6 h 30 du matin ; seuls les poubelles et les étrangers frissonnent sur les trottoirs. Cinquante personnes font déjà la queue devant le commissariat du XVIII^e arrondissement. Le premier « numéro » est arrivé à 2 h 40, du matin bien sûr ! A l'accueil, quand vous vous renseignez, on vous dit de venir de bonne heure... Évidemment, il n'est pas question de reconnaître explicitement cet état de fait proprement scandaleux.

La porte du commissariat s'ouvre à 9 heures ; un employé distribue soigneusement, parfois cent, Pour ceux qui sont venus d'assez bonne heure, mais pas en pleine nuit, il est temps de repartir ; deux cents personnes reviendront le lendemain entre minuit et 6 heures. La petite centaine de gens qui ont eu la chance de recevoir un numéro, dossier de carte de séjour sous le bras, vont attendre toute la journée dans des conditions inhumaines ; pas de chaises — juste les marches d'escalier pour se reposer, — un couloir sombre où s'entassent des gens de toutes les nationalités (C.E.E. comprise), de tous âges, des travailleurs et des étudiants, des femmes enceintes... dont certains ratraquent, le dimanche, cette journée de travail perdue, et parfois pour la troisième ou quatrième fois.

Quand un employé finit par vous recevoir, vous apprenez qu'il vous manque toujours l'un ou l'autre papier et vous êtes pris de tout recommencer... de toute façon, il vous manquera, par principe, toujours un papier ! Et il est impossible de savoir exactement ce qu'il faut apporter ; on finit par vous donner un papier officiel indiquant les conditions à remplir pour faire une demande de carte de séjour, mais, suite à la main l'exigence de tel ou tel nouveau document ; par exemple, pour les étudiants, il faut la copie de la carte d'étudiant de l'année en cours ; puis, c'est celle de l'année précédente qu'il faut, alors que cette

dernière était indispensable pour l'obtention de la carte de séjour de l'année précédente !

Cette dernière exigence est, comme par hasard, rajoutée à la main par l'employé. Une jeune Tunisienne, vivant en France depuis dix ans, avait rempli toutes les formalités dans le XVIII^e arrondissement, où elle est domiciliée. Après avoir été finalement convoquée pour retirer sa carte, on lui annonce que les deux arrondissements ont été réunis pour ce « service », et qu'il lui faut tout recommencer dans le XVII^e. Une autre voulait retirer sa carte (un jour prêtée) ; on la renvoie en lui disant que c'était la veille, après que l'employé est changé la date discrètement derrière dans le bureau. Et si vous n'avez pas fait de photocopies de votre convocation, comment porter plainte puisque finalement vous n'avez pas de preuve ?

Plus mal que des ordres

Si vous avez le malheur, ou plutôt le courage, d'exiger quelques renseignements précis ou même de déplorer, calmement, cette situation intolérable, on vous aboie à la figure, on vous menace (« vous allez voir le rapport saisi qu'on va vous faire », alors que, en principe, ces employés n'ont pas le droit de regard sur l'intervention dans les districts pour examen à la préfecture de police). Je tiens à préciser que telle n'est pas la situation dans tous les arrondissements de Paris, ni dans les villes de province. Et vous voudriez être dans la légalité que vous n'y arriveriez pas : où sont LES DROITS DE L'HOMME ? Il faut que les Français sachent que dans un centre d'accueil administratif, au cœur de Paris, des Allemands, des Belges, des Tunisiens et d'autres sont traités plus mal que des ordres...

B. R. (Paris.)

Pakistanaï : assez !

De nouveau chômeur, je viens constituer mon dossier auprès de l'ASSEDIC de mon département. Derrière moi, dans la file, un étranger (avec femme et enfant), ne parlant pas un mot de français, vient déposer le sien. En anglais, je fais l'interprète : il est pakistanaï et... réfugié !

Il y a quelques jours, à l'A.N.P.E., c'était un autre Pakistanaï, de vingt ans celui-là, qui pointait devant moi ! Et je ne parle pas

de tous ces groupes en chemise, que chacun pouvait voir cet hiver, cherchant à s'orienter dans Paris.

MM. Badinter, Defferre et Mauroy, prenez le métro au moins une fois et vous verrez... N'attendez pas que les événements vous obligent à ouvrir les yeux, comme cela a été le cas pour les immigrés de Ceylan. Il sera fallu que Tamouls et Cinghalais commencent à « rentrer » en plein Paris pour que vous réalisiez qu'ils étaient déjà dix mille !

Fermez les portes

Bien entendu, les Tamouls sont réfugiés parce que persécutés par les Cinghalais, et ces derniers ont ce statut parce que terroristes par les premiers : tout Ceylanaï peut donc prétendre être réfugié et venir s'inscrire au chômage en France. Pour les Pakistanaï, les Indiens et les originaires du Bangladesh, les bonnes raisons ne manquent pas : hindouistes martyrisés par les musulmans, Bengalis torturés par les Assamais, Biharis par les Bengalis, pourquoi le flot de « réfugiés », s'arrêterait-il ?

Mais il ne suffit même plus de prétendre au statut de réfugié, car vouloir apprendre le français suffit : étudiant (illettré) dans un premier temps, puis chômeur dans un second ! Fermez les portes, MM. Badinter, Defferre et Mauroy, vous ne pouvez dire qu'à vingt ans, ces nouveaux chômeurs ont participé à l'expansion industrielle de l'ère gaulliste : ils venaient de naître !

De grâce, prenez le métro, et vous saurez !

JEAN ARMARD. (La Vézère.)

RECTIFICATIF. — Le Père R.L. Bruckberger nous signale une coquille dans le compte rendu de son livre publié dans le Monde du 24 décembre : il fallait lire : « L'ethnocentrisme est un rite anthropologique » et non un « rite anthropologique ».

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Directeur : André Laurens, directeur de la publication. Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1959) ; Jacques Fauvet (1959-1982).

Imprimé en France par la S.A.R.L. le Monde, 3, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0393 - 2037.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue de la Harpe
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
341 F 605 F 899 F 1 088 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 369 F

ÉTRANGER
(par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1 248 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 836 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) versent leur chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LE MONDE

diplomatique

de janvier

EST PARU

Au sommaire :

- Nouvelles chasses, vieilles sorcières (CLAUDE JULIEN).
- Maroc : l'heure de tous les risques.

مقدون الاصل

هتدأ من الاموال

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Liban

LE NOUVEAU « PLAN DE SÉCURITÉ »

M. Joumblatt est hostile au déploiement de l'armée nationale dans le Chouf

M. Walid Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste (P.S.P.) à prédominance druze, a posé jeudi 5 janvier des conditions au déploiement de l'armée libanaise dans certaines régions du Chouf, ce qui pourrait retarder l'application du nouveau plan de sécurité.

« L'armée est devenue une milice aux mains du gouvernement (1) et de la famille Gemayel, et nous refusons son entrée dans notre région avant la mise en application de certaines réformes », a-t-il dit. M. Joumblatt a une délégation druze venue lui rendre visite à Moukhtara, son fief ancestral dans le Chouf.

La déclaration de M. Joumblatt fait suite à l'annonce par le gouvernement d'un nouveau plan de sécurité destiné à mettre fin aux affrontements entre factions rivales et à étendre le contrôle du gouvernement libanais sur des zones non occupées par des troupes israéliennes ou syriennes. Ce plan prévoit le déploiement d'unités de l'armée libanaise ou des forces internes de sécurité dans les zones tenues actuellement par le P.S.P., par les milices chrétiennes ou par les milices chiites Amal.

L'homme d'affaires et médiateur libano-soudanais Rafik Hariri se

trouve à Damas en même temps que M. Nabih Berr, dirigeant d'Amal, pour tenter d'arriver à un accord. On dit de source libanaise bien informée que la Syrie fait pression sur les factions libanaises soumise à son influence pour qu'elles ne s'opposent pas à l'application du plan.

Combats à Tripoli

D'autre part, de violents accrochages entre milices rivales pro et anti-syriennes ont éclaté jeudi soir à Tripoli. Ces combats, entre miliciens intégristes du Mouvement d'unification islamique (MUI, opposé à la Syrie), et du parti démocratique arabe (pro-syrien), se sont déroulés dans plusieurs quartiers de la ville, notamment à Koubek, Zahrieh, Mal-kouch, Bab-el-Mohsen et Kala. Des obus sont également tombés sur d'autres quartiers résidentiels de Tripoli.

Des accrochages similaires - les derniers depuis le départ de M. Yasser Arafat et ses partisans de Tripoli à la fin du mois de décembre dernier - s'étaient déroulés mardi pendant plusieurs heures. La reprise des accrochages est intervenue alors que les autorités locales se prépa-

raient à démanteler les barricades et autres fortifications érigées dans certains quartiers de la ville.

A Baalbek, vingt-quatre heures après le raid de l'aviation israélienne, les équipes de la défense civile s'activaient encore jeudi à dégager les victimes ensevelies sous les décombres.

Le sort

du commandant Haddad

Le commandant Saad Haddad, chef des milices alliées d'Israël au sud du Liban, a quitté jeudi 5 janvier l'hôpital de Haïfa et a regagné son domicile au Liban. Une juridiction spéciale siégeant à Beyrouth l'a relâché mercredi dans son grade et son affectation dont il avait été destitué pour avoir approuvé l'invasion des forces israéliennes, en 1976, dans le sud du pays. - (A.F.P., Reuter.)

(1) N.D.L.R. Le chef d'état-major de l'armée nationale libanaise, le général Halkim, est un musulman druze mais, selon des sources militaires libanaises, il ne peut exercer ses fonctions depuis octobre 1983, étant retenu dans son village de Ain-Kley, au Chouf, par des éléments armés du P.S.P.

UNE « PREMIÈRE »

L'armée de l'air française prend la relève des porte-avions pour la protection du contingent de Beyrouth

Le contingent français de la force multinationale de sécurité à Beyrouth sera, pendant moins de trois semaines, protégé par des avions de l'armée de l'air basés en France et non plus, comme c'était le cas à ce jour, par des appareils de l'aéronavale embarqués sur le porte-avions *Clemenceau*, croisant à proximité de la côte libanaise. C'est une « première » pour l'armée de l'air française, qui entend ainsi démontrer que, sans pouvoir garantir une sécurité permanente que la couverture procurée par l'aéronavale, elle reste capable d'apporter un soutien à distance non négligeable en cas d'une brutale nécessité au Proche-Orient.

Après être demeuré cent jours consécutifs, sans escale ni facilités de détente, en Méditerranée orientale, le porte-avions *Clemenceau* regagnera, le 8 janvier prochain, son port d'attache de Toulon pour subir, à l'arsenal, une visite d'entretien de trois semaines, soit moitié moins de temps que ne l'exigerait normalement une telle opération. En cent jours, le porte-avions a parcouru l'équivalent d'un tour du monde, sans relâcher dans un port où il aurait pu réduire ou mettre bas ses feux et reposer son équipage. Depuis le 30 septembre dernier, au large de Beyrouth, il a catapulté ses avions un millier de fois, et sa flotte embarquée - avions de tous types et hélicoptères - a parcouru, au total, l'équivalent de 1 500 000 kilomètres.

Le 25 janvier prochain, le *Clemenceau* repartira en direction de Beyrouth pour participer à la relève des éléments de la 11^e division parachutiste, actuellement présents dans la capitale libanaise, par des détachements de la 9^e division d'infanterie de marine. Il emportera des hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT), notamment des Puma, qui accompliront, à moindres frais, les missions précédemment dévolues aux hélicoptères lourds Super-Frelon de la marine nationale.

Durant les trois semaines d'absence du *Clemenceau* au large de Beyrouth, c'est l'armée de l'air, avec ses avions stationnés en France, qui assurera la sécurité du contingent français. Le second porte-avions, le *Foch*, qui est déjà demeuré trente-sept jours d'affilée à la mer devant Beyrouth en 1983, est en effet immobilisé, depuis la mi-octobre dernier et jusqu'en avril prochain, à Toulon, pour une visite périodique d'entretien.

L'armée de l'air française espère beaucoup - si le besoin devait s'en faire sentir - de ses capacités à projeter, à des milliers de kilomètres de distance, un force de Jaguar et de Mirage F-1 ravitaillables en vol. Elle a démontré cette aptitude tout au long de l'année dernière, par exemple en organisant des raids de Jaguar - dont l'un a duré sept heures et quarante minutes et le second dix

heures et vingt minutes sans interruption, - ou en faisant traverser l'Atlantique et les États-Unis à d'autres Jaguar pour participer à la manœuvre « Red Flag », commune avec les avions alliés, à Nellis, dans le Nevada.

Le raid du 29 décembre

Beyrouth est à moins de cinq heures de vol de Jaguar, et les pilotes français sont, aujourd'hui, entraînés à mener à bien de tels raids lointains, y compris avec des avions transportant la moitié du poids de leur armement normal (soit de l'ordre de 2,5 tonnes). Ne dit-on pas, du reste, que l'armée de l'air française a déjà expérimenté en vraie grandeur un tel vol vers Beyrouth lors d'un raid, demeuré secret à ce jour, en date du 29 décembre dernier et au cours duquel des avions alors non identifiés, mais qui sont des Jaguar, ont survolé le sol libanais ?

Il n'est pas sûr, néanmoins, que le soutien apporté dans de telles conditions au contingent français de Beyrouth ait le même effet psychologi-

que ou le même impact politique que le fait, sans doute plus rassurant, d'une présence permanente de l'aéronavale embarquée à distance des postes occupés par la force multinationale. Même s'il est inconcevable que la France puisse utiliser ses avions en appui direct à ses soldats engagés, d'ailleurs, dans de durs combats de rues à Beyrouth, la proximité d'un porte-avions est probablement jugée plus sécurisante que la perspective de devoir attendre un raid venu de France.

Pour garantir cette sécurité en toutes circonstances, la France a installé un dispositif puissant d'artillerie au sol et en mer, avec des batteries de 155 mm de l'armée de terre et avec les canons des bateaux de la marine nationale qui composent la force Orléant. Les pièces d'artillerie sol-out ont été déployées avec l'infanterie qui les accompagne, en temps normal, pour calculer avec précision l'emplacement de leurs cibles éventuelles grâce à la reconstitution par ordinateur des trajectoires de tir.

JACQUES ISNARD.

ASSURÉ D'UNE MAJORITÉ AU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

M. Arafat ne paraît pas craindre les manœuvres de ses adversaires

Tunis. - Les pourparlers engagés mercredi 4 janvier entre le comité central du Fath et les délégués des trois mouvements membres de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) qui contestent M. Yasser Arafat n'avaient abouti, vendredi 6 janvier au matin, à aucun résultat. On ne voyait d'ailleurs pas comment les positions des deux parties pourraient être conciliées.

MM. Yasser Abd Rabbo, Abdel Halim Mallouh et Soliman Najib, représentants respectifs du Front démocratique, du Front populaire et du parti communiste, ont refusé tout net de s'entretenir avec le président de l'O.L.P., Ce dernier, à leurs yeux, a perdu sa légitimité en rencontrant le 22 décembre le président égyptien et en s'engageant, selon leur dire, sur « la voie de la capitulation », incarnée par les accords de Camp David, auxquels ont souscrit l'Égypte, Israël et les États-Unis.

Contrairement à la thèse officielle du comité central du Fath, ils soutiennent que M. Arafat n'a pas seulement commis un acte d'indiscipline en se rendant au Caire sans consulter ses pairs, mais qu'il a aussi « violé le programme de l'O.L.P. et les résolutions adoptées par le Conseil national palestinien, trahissant ainsi la confiance du peuple palestinien ».

Le plus étrange est que certains membres du comité central du Fath ne sont pas loin de partager l'appréhension des trois représentants de l'opposition. Ils ont le sentiment que M. Yasser Arafat ne croit plus, en son for intérieur, à la possibilité d'atteindre l'objectif de la résistance, à savoir la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza. Compte tenu de la puissance d'Israël, de son alliance stratégique avec Washington, de l'influence dominante des États-Unis au Proche-Orient et de la « complicité » de la quasi-totalité des régimes arabes, le président de l'O.L.P., selon eux, serait parvenu à la conclusion qu'il fallait changer de cap, s'adapter aux exigences de la pax americana. Dès lors, plusieurs membres du comité central du Fath estiment, tout autant que les dirigeants des sept autres organisations de l'O.L.P., que la rencontre Arafat-Moubarak n'était ni fortuite ni innocente.

À la question de savoir s'ils étaient en mesure de garantir que le président de l'O.L.P. ne commettrait pas à l'avenir d'autres écarts analogues, certains d'entre eux répondent, navrés, par la négative. « Personne, ajoutent-ils, n'est capable de dicter sa conduite à Yasser Arafat ». Ce dernier agit à sa guise, expliquent-ils, parce qu'il est conscient de sa puissance. Outre son passé prestigieux de militant nationaliste et sa stature charismatique au sein du peuple palestinien, il contrôle la trésorerie de l'O.L.P. ainsi que l'appareil politico-militaire

De notre envoyé spécial

du Fath, sa propre organisation, qui rassemble près de 80 % des fedayin. Son rayonnement international et les relations personnelles qu'il a tissées au fil des années avec nombre de dirigeants arabes lui donneraient les moyens de pratiquer une politique contraire à celle définie par la centrale de la résistance. Disposant d'une majorité quasi automatique au sein du Conseil national palestinien (« Parlement »), il serait en mesure de conférer un caractère parfaitement légal à la ligne de conduite qu'il se serait tracée. Ses pairs sont contraints dès lors de le ménager bon gré mal gré.

Le front « anticapitulation »

Les représentants des trois organisations de « gauche » venus de Damas ont suggéré à leurs interlocuteurs qu'ils pourraient écarter aisément M. Yasser Arafat de la direction si seulement ils acceptaient de se joindre aux autres organisations de l'O.L.P. pour créer un « front commun contre la capitulation ». La nouvelle coalition serait soutenue par la Syrie, qui serait toute disposée à passer l'éponge sur les divergences et les affrontements qui ont opposé ces derniers mois le Fath et la République baasiste.

Le projet a été rejeté d'emblée : après les événements sanglants de Tripoli, aucun dirigeant du Fath n'est disposé, pour le moment du moins, à se réconcilier avec le président Assad, et encore moins à s'installer à Damas, où ils redoutent de perdre leur autonomie. A tout prendre, ils préfèrent encore demeurer à Tunis, bien qu'ils se sentent marginalisés dans une ville située à des milliers de kilomètres du théâtre des opérations.

Les délégués des trois mouvements contestataires ont alors proposé que le conseil central de l'O.L.P. - l'instance intermédiaire entre le Conseil national et le comité exécutif - soit convoqué pour examiner les conséquences politiques de la rencontre Arafat-Moubarak. La proposition ne manque pas d'habileté puisque ses auteurs sont persuadés, à tort ou à raison, qu'ils peuvent compter sur la majorité du conseil central pour condamner l'initiative du président de l'O.L.P. Un tel verdict, calculent-ils, contribuerait à modifier le climat au sein du Conseil national palestinien, qui à son tour serait amené à confirmer son hostilité au projet de paix américain avant de destituer Yasser Arafat de ses fonctions présidentielles.

Les membres du comité central du Fath ne s'opposent pas au principe de la procédure, mais ils font valoir que les règles institutionnelles ne permettent pas d'exclure d'office M. Arafat de la réunion du conseil central, comme l'exigent les trois délégués de la « gauche » palestinienne. Si l'accusé n'est pas autorisé à se défendre, soutiennent-ils, le jugement de l'assemblée n'aurait pas de valeur aux yeux de l'opinion palestinienne.

M. Yasser Arafat, pour sa part, ne paraît pas se préoccuper outre mesure des aspects légalistes de l'affrontement. Malgré l'absence du quorum réglementaire - dû au boycottage des organisations dissidentes - il a présidé, jeudi, une séance du comité exécutif de l'O.L.P., qui s'est livrée, selon un communiqué, à un « large tour d'horizon de la situation régionale et internationale ».

Si le quorum devait être atteint dans les prochains jours, ce qui n'est pas exclu, la plus haute instance de la centrale des fedayin aurait le pouvoir de convoquer, sans attendre, une réunion du Conseil national palestinien, favorable, dans sa majorité, à la diplomatie de Yasser Arafat. Dans ce cas, estime-t-on généralement, l'éclatement de l'O.L.P. deviendrait inéluctable.

ERIC ROULEAU.

Libye

« NOUS POUVONS NOUS PASSER DES ARMEMENTS FRANÇAIS » affirme le colonel Kadhafi

La dernière canonnière lance-missiles commandée à la France par la Libye a appareillé, jeudi 5 janvier, du port de Lorient (Morbihan), où elle se trouvait amarrée depuis le mois d'août. Selon certaines indiscrétions récentes de membres de l'équipage libyen, le navire a pris directement le chemin de la Libye.

Cette unité, de type combattant et baptisée *Laheeb*, fait partie d'une commande de dix bâtiments identiques réalisés par les Constructions mécaniques de Normandie à Cherbourg, dont les neuf premiers avaient été livrés en 1981. Cette canonnière est la dernière qui devait être livrée à Tripoli.

L'exécution de ce contrat n'a pas empêché le colonel Mouammar Kadhafi, « guide » de la révolution libyenne, de menacer, jeudi 5 janvier, de « boycotter les produits français » et d'« empêcher les Français d'investir en Libye » si Paris ne changeait pas de politique à l'égard de la Libye. « Nous pouvons nous passer des armements et des produits français », a-t-il déclaré, qui a précisé que toute décision en ce domaine « dépendait du peuple » et des résolutions qui sortiraient des « congrès populaires de base », dont les propositions seront soumises au « congrès général du peuple » en février.

La menace d'un boycottage des produits et des entreprises françaises par le colonel Kadhafi est prise au sérieux, mais sans « dramatisation excessive » dans les milieux français à Tripoli. On souligne dans ces milieux que rien de tel n'a été évoqué lors de la rencontre, à Tripoli, le 4 janvier, de M. Marc Bonafous, directeur du département Afrique du Nord - Proche-Orient au ministère français des relations extérieures, avec M. Abdel Atti El-Obeida, ministre libyen des affaires étrangères. - (A.F.P., Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

Bénin

• VISITE DE M. NUCCI. - Le ministre français de la coopération et du développement, M. Christian Nucci, se rendra en visite officielle au Bénin du 7 au 9 janvier. Au cours de son séjour, M. Nucci aura des entretiens avec le chef de l'État, M. Kérékou, inaugurera l'école française Montaigne à Cotonou et participera à la cérémonie d'installation de la télévision nationale.

Haute-Volta

• L'ANCIEN PRÉSIDENT LA-MIZANA ACQUITTE. - Le général Sangoué Lamizana, ancien chef de l'État voltaïque de 1966 à 1980, a été acquitté, jeudi 5 janvier, par le tribunal populaire de la révolution de Ouagadougou devant lequel il comparait pour détournement de fonds (le Monde du 6 janvier). Après le verdict, le ministère de l'information a publié une liste de cent quarante-neuf personnes qui comparaitront devant le tribunal. Parmi elles figurent tous les anciens ministres du général Lamizana, ainsi que ceux du colonel Zayé Zerbo, qui lui a succédé, de 1980 à 1982. - (Reuter.)

Israël

• ARRESTATION ET ÉVASION DU RABBIN KAHANE.

- Le rabbin Meir Kahane, chef religieux nationaliste extrémiste, arrêté jeudi 5 janvier à Jérusalem, est parvenu à s'enfuir du poste de police. Le rabbin Kahane avait été arrêté pendant une manifestation qu'il avait organisée avec une quinzaine de ses sympathisants pour exprimer son soutien au groupe juif intitulé Terreur contre terreur (I.N.T.), qui a revendiqué une dizaine d'attentats à la grenade contre des établissements religieux chrétiens et musulmans. - (Reuter.)

Tanzanie

• ARRIVÉE DE VINGT MILLE RÉFUGIÉS RWANDAIS. - Près de vingt mille Rwandais vivant dans le sud de l'Ouganda se sont réfugiés en Tanzanie, à la suite d'incidents ethniques avec la population locale. Cet exode a commencé à la fin de l'an dernier, après le refus du gouvernement de Kigali, pays surpeuplé, de les accueillir. Le représentant local du haut commissariat pour les réfugiés, M. Abdalla Said, s'est rendu sur place dans la région de Bukoba, sur les rives du lac Victoria, pour organiser l'accueil. La Tanzanie abrite déjà deux cent mille réfugiés, dont cent cinquante-cinq mille originaires du Burundi, les autres venant surtout du Zaïre et du Malawi. - (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

LA VIE FRANÇAISE

ETRANGER

- URSS : l'année Andropov.
- Afrique : le Nigeria victime du FMI.

FRANCE

- Krasucki : la violence s'installe en entreprise. - De l'Etat de droit à l'Etat de force -
- La Chapelle Darblay : 950 emplois, 3 milliards et demi.

ENTREPRISES

La métamorphose des Postes. Un demi-siècle de déficits, c'est trop !

BOURSE

Epéda Bertrand Faure, Procter and Gamble, Roussel-Uclaf.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

PROCHE-ORIENT

Jordanie

Le roi Hussein a convoqué le Parlement suspendu depuis 1974

Amman. — En convoquant en session extraordinaire, à partir du lundi 9 janvier, le Parlement jordanien (Sénat et Chambre des députés), suspendu depuis 1974, le roi Hussein vient d'ouvrir la voie à la restauration de la vie parlementaire en Jordanie. Le Conseil national consultatif (C.N.C.), assemblée de notables créée en 1978 pour suppléer l'absence de Parlement, sera dissous samedi 7 janvier.

« La Constitution du pays exige que nous revenions à la vie parlementaire et que soient restaurés les pouvoirs des institutions législatives », affirme le roi Hussein dans une lettre adressée au président du C.N.C., M. Soleiman Arar. Ces dernières années, et plus particulièrement depuis l'invasion israélienne du Liban en 1982, de nombreuses voix s'élevaient en Jordanie pour demander la normalisation de la vie politique et une plus grande participation des citoyens aux décisions gouvernementales et à la gestion du pays. Selon la Constitution de 1952, la Chambre des députés est renouvelée tous les quatre ans. Elle compte soixante membres, dont trente représentants de Cisjordanie, territoire formellement rattaché au Royaume hachémite en 1950. Les dernières élections générales remontent à avril 1967, peu avant la guerre de Six jours. L'occupation de la Cisjordanie par Israël à partir de juin 1967 ayant rendu impossible l'organisation d'élections parlementaires dans ce territoire, le roi Hussein décida en 1971 de prolonger le mandat de cette Assemblée.

Le facteur décisif ayant amené les dirigeants jordaniens à suspendre le Parlement en 1974 est l'adoption, la même année par le sommet arabe de Rabat, de la résolution stipulant que l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) est « le seul représentant légitime du peuple palestinien ». Depuis lors, la Chambre des députés n'a été convoquée qu'une seule fois en session extraordinaire, en 1976, afin de voter un amendement constitutionnel qui donne au roi Hussein le pouvoir

De notre correspondant

d'ajourner indéfiniment de nouvelles élections et de rappeler l'Assemblée chaque fois que les circonstances exigent une nouvelle modification de la Constitution. Un exercice de haute voltige grâce auquel le souverain jordanien s'est, en fait, réservé la possibilité de rétablir le Parlement dans sa composition et ses fonctions de 1967, dès que la situation politique à l'intérieur et à l'extérieur du pays le permettrait.

Outre l'impossibilité d'organiser des élections générales en Cisjordanie, les dirigeants jordaniens invoquaient essentiellement deux arguments pour justifier le maintien du statu quo ces dernières années : d'une part, une Assemblée élue en partie par la communauté palestinienne de Jordanie et comprenant des représentants palestiniens des deux rives du Jourdain serait en contradiction avec les résolutions du sommet de Rabat ; d'autre part, la mise en place d'un Parlement dont la juridiction s'étendrait à la seule rive est du Jourdain consacrerait en Cisjordanie un vide institutionnel dont les Israéliens pourraient tirer partie pour annexer formellement les territoires occupés.

Négociations avec l'O.L.P.

Les responsables jordaniens estiment aujourd'hui avoir interprété les résolutions de Rabat de façon trop restrictive. « Il n'y a aucune raison pour que la vie politique du pays soit indéfiniment paralysée », fait-on valoir à Amman, où l'on considère que la représentativité de l'O.L.P. ne doit être comprise que dans le cadre de la recherche d'une solution au problème palestinien. La première tâche des quarante-cinq députés encore vivants, soit cinq de plus que le quorum requis (une vingtaine de députés cisjordaniens ont été autorisés par les autorités israéliennes à venir à Amman), va donc être de débattre cet imbroglio juridico-politique, en amendement l'ar-

ticle 73 de la Constitution afin de pouvoir assumer désormais normalement leurs fonctions. Ils devront également choisir le moyen de remplacer les députés disparus depuis 1967 (huit pour la Transjordanie et sept pour la Cisjordanie). Soit en désignant eux-mêmes les nouveaux représentants des deux rives du Jourdain, ainsi que l'article 88 de la Constitution leur en donne le droit, soit en décidant l'organisation d'élections partielles sur la rive orientale, les nouveaux députés cisjordaniens devant, de toute façon, être désignés, en raison de l'occupation israélienne.

Dans une récente déclaration à la télévision jordanienne, le roi Hussein a souligné la nécessité d'« établir de nouvelles relations jordano-palestiniennes ». Ainsi, en dehors de considérations de politique intérieure, la décision du souverain jordanien de convoquer le Parlement paraît liée à la prochaine reprise des négociations avec le chef de l'O.L.P., M. Arafat. Mais elle constitue également une réponse aux mesures d'extension de la législation israélienne dans les territoires occupés, mesures adoptées il y a quelques jours par la Knesset.

EMMANUEL JARRY.

● M. Boutros Ghali à Paris. — Le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères est arrivé jeudi 5 janvier, à Orly, venant du Caire pour une visite de quarante-huit heures à Paris, durant laquelle il remettra un message du président égyptien Hosni Moubarak à M. Mitterrand, qu'il devait rencontrer ce vendredi. M. Boutros Ghali a souligné à son arrivée que sa visite à Paris était notamment motivée par « la récente visite au Caire de Yasser Arafat, qui marque un rapprochement politique entre l'Égypte et les Palestiniens ». « Mes conversations seront l'occasion d'une meilleure coopération diplomatique franco-égyptienne, notamment sur le problème palestinien », a-t-il ajouté.

AFRIQUE

Tunisie

M. Bourguiba ajourne les mesures qui ont provoqué les émeutes

(Suite de la première page.) Les passants couraient en tous sens, les commerçants se hâtaient de baisser leurs rideaux, les voitures, klaxon hurlant, fuyaient en un indescriptible carrousel, tandis que se répandaient les rumeurs les plus insensées. Le conseil des ministres qui siégeait alors, crut même, en un moment, que le Magasin général, grande surface proche de l'ambassade de France, était en train de brûler.

Des slogans « troublants »

M. Mzali note à ce propos la coordination des mouvements de jeunes, qui s'étaient produits et l'ampleur de l'« insoumission ». Pour lui, c'est une nouvelle preuve que les événements que vit le pays font partie d'un plan de déstabilisation. Il évite, en attendant la fin des enquêtes, de porter des accusations précises. Alors, les extrémistes ? Le premier ministre admet que les slogans entendus ces derniers jours sont « troublants », mais il n'en dira pas plus. L'allibi ? Soucieux sans doute de préserver au moins une façade de bon voisinage, il se mure dans le silence lorsque nous lui faisons remarquer que, dans le Sud, des manifestants arrêtés ont reconnu avoir été entraînés dans des camps libyens. Il ne dément pas et se borne à répondre que la justice se prononcera.

M. Mzali reconnaît aussi que le colonel Kadhafi lui a téléphoné en début de semaine pour lui proposer son aide et qu'il a reçu, macrodite, une délégation venue lui affirmer que la Libye était étrangère aux événements. Et, très vite, il enchaîne avec une évidente satisfaction : « M. Abdelghani, premier ministre algérien, m'a téléphoné deux fois

pour me dire avec force et sincérité : « Nous sommes avec vous. Nous surveillons les frontières. Nous sommes pour la stabilité de la Tunisie. »

Pour le premier ministre, il est évident que, par ces manifestations, les manifestants ont été manipulés. « Nous nous sommes trouvés devant de véritables commandos insurrectionnels bien organisés et coordonnés ». Les troubles, depuis le 29 décembre, dont M. Driss Guiga devait dresser le bilan ce vendredi, ont fait plus de cinquante morts dont plusieurs parmi les forces de l'ordre. Il y a eu des centaines de blessés et de très nombreuses arrestations (un millier, croit-on savoir). Les pillards et les incendiaires pris en flagrant délit avant mardi seront traduits devant les juridictions normales, ceux qui ont été arrêtés sous l'état d'urgence comparaitront devant le tribunal militaire. Quant à ceux qui auront comploté pour le renversement du régime, ils relèveront de la Cour de sûreté de l'Etat.

« Dire la vérité »

M. Mzali s'inscrit en faux contre les deux principales critiques qui sont faites à son gouvernement dans diverses couches de l'opinion : l'insuffisance des effectifs policiers lors des émeutes de Tunis et l'imprévoyance du pouvoir central et régional quant aux réactions que risquait de provoquer l'augmentation du prix des produits de première nécessité. « Il y avait plus de mille policiers dans la capitale, où nous nous attendions certes à quelques remous mais pas à de véritables opérations de commando », explique le premier ministre. « Et puis, ne l'oubliez pas, malheureusement ou heureusement, notre police n'est pas formée pour la répression, quel qu'en disent certains. Comment contenir, dans ces conditions, une ville de deux millions d'habitants ? Dans la plupart des cas où il y a eu des morts, les policiers étaient en état de légitime défense. N'oubliez pas, non plus, que de nombreuses victimes ont eu le crâne fracassé par des pierres et ce ne sont pas les forces de l'ordre qui ont soulevé des pierres. Hélas ! il y a eu

aussi plusieurs enfants poussés aux premiers rangs des émeutiers, selon la technique des martyrs. »

Quant aux structures du parti socialiste destituées qui ont su, pendant si longtemps, encadrer la population, M. Mzali, qui admet qu'il y a peut-être eu « quelques défaillances », tient à rappeler que, depuis trois ans, « le régime de la milice est révoqué ». Il affirme que beaucoup de militants ont fait, auprès des masses, un grand travail d'explication. Lui-même plaide vigoureusement son dossier en soulignant que la hausse du prix du pain était annoncée depuis longtemps, que le gouvernement avait maintes fois proclamé que les catégories sociales les plus déshéritées recevraient des compensations et que des discussions étaient en cours avec les syndicats pour en fixer la répartition.

Il souligne que l'économie réalisée par le doublement du prix des produits de première nécessité a été de 140 millions de dinars. En revanche, si de nouvelles taxes avaient été instaurées sur les voitures, l'alcool, le tabac, l'essence, etc., tous les prix auraient flambé, comme en 1967, et le gouvernement n'aurait pas dégagé la cinquième de cette somme. En outre, de telles taxes auraient accentué l'inflation qui a été maintenue à 4,5 % en 1983, contre 14 % en 1982. Enfin, 30 millions ont été dégagés sur les économies réalisées pour venir en aide aux plus démunis. « Certes, il fallait s'attendre au fait que je l'ai fait. Il faut avoir le courage de dire la vérité au peuple. Nous l'avons eu. Mais il y a eu cette exploitation politique. »

PAUL BALTA et MICHEL DEURÉ.

VOS SANITAIRES REMIS À NEUF

en totalité, blancs ou vous colorés en chère. A domicile, en un jour, sans démontage.

SAMOTEC

NICE 93/07.33.11
PARIS 1/803.62.90
108 r. de la Reine Blanche

TEST-VÉRITÉ

ÊTES-VOUS HOMME OU FEMME ?

LE NOUVEL
observateur

Ils exagèrent au Nouvel Observateur ! Tout avait commencé par « Êtes-vous de droite ou de gauche ? » (Quoi, le camembert serait de droite et le gruyère de gauche ?) Et puis, ils nous avaient fait mourir d'angoisse avec « Calculez vos névroses ». Et voilà que cette semaine, dans la torpeur des lendemains de fête, l'Obs nous pose la question fatale : Êtes-vous homme ou femme ?

Un test redoutable qui vous permettra de mesurer si vous êtes véritablement femme ou homme dans votre tête, dans votre corps, dans votre cœur, dans votre comportement social. Mais où vont-ils chercher tout ça ? En plus du test-vérité, le Nouvel Observateur a enquêté sur l'androgynie, la misogynie, la bi-sexualité, le transsexualisme. Non mais je vous le demande un peu, quelle époque vivons-nous !

قناة من الامم

هنا من الامم

EUROPE

Turquie

Les partis exclus des élections législatives pourront participer aux consultations locales

De notre correspondant

Ankara. - Le Parti de la mère patrie, du premier ministre M. Özal, majoritaire au Parlement, a voté le jeudi 5 janvier en faveur de l'ouverture des élections locales à tous les partis, y compris à ceux qui n'avaient pas été autorisés à participer aux élections législatives, du 6 novembre dernier. Le Parti de la justice, le Parti de la social-démocratie et le Parti du bien-être pourront donc présenter des candidats aux élections locales, dont la date a été fixée au 25 mars prochain, aux côtés du Parti de la mère patrie, et des deux formations de l'opposition représentées au Parlement : le Parti populiste et le parti de la démocratie nationale.

Les dirigeants des trois partis qui n'ont pas été autorisés par les généraux à participer aux élections législatives ont fait connaître leur satisfaction, tout en remarquant que la décision du Parlement ne constituait

pas une « victoire », mais était une suite logique de la Constitution.

Bien que favorable à la participation de tous les partis aux élections municipales, l'opposition parlementaire avait quitté la séance avant le vote pour protester contre la date retenue pour le scrutin. Elle estime qu'en choisissant le mois de mars M. Özal a voulu profiter de sa popularité avant que les effets de sa politique économique ultra-libérale ne se soient fait sentir sur les couches les plus défavorisées.

Dans l'entourage du général Evren, président de la République, on était également partisan d'un scrutin municipal ouvert à tous « pour éviter les malentendus » à un moment où la Turquie tente de normaliser ses relations avec le Conseil de l'Europe.

A. U.

Tchécoslovaquie

L'Académie des sciences a établi un rapport alarmant sur la situation écologique

A la demande du gouvernement, l'Académie des sciences tchécoslovaque a préparé un rapport intitulé *Analyse de la situation écologique de la République socialiste tchécoslovaque*. Or ce rapport est tellement alarmant que les autorités ont décidé de ne pas le rendre public. La « Charte 77 », mouvement pour les droits civiques, a refusé d'obtenir une copie de ce document dont elle a envoyé le texte intégral... au président du conseil tchécoslovaque, M. Lubomír Štrougal (1).

« La quantité de déchets de toute sorte atteints en Tchécoslovaquie dix fois la moyenne mondiale. L'extraction des minéraux produit à elle seule chaque année environ trente-cinq tonnes de déchets solides de toute sorte par habitant, indique le rapport.

« Nous sommes un des Etats du monde ayant les plus grosses émissions d'anhydride sulfureux. Le volume des émissions produites ne cesse de croître à la suite de l'augmentation de la teneur en soufre et de la baisse de la puissance calorifique de la lignite brûlée.

« Les interventions effectuées et les substances introduites par l'homme dans l'environnement se cumulent de façon à entraîner l'extinction de certaines espèces d'animaux ou de plantes, et le bouleversement de certains écosystèmes représente un grave danger pour l'homme lui-même.

« La situation dans notre pays permet réellement de prévoir la disparition non seulement d'espèces animales isolées, mais de classes dans leur totalité. Même les réserves et les parcs nationaux sont victimes de la pollution. La situation dans le domaine de l'économie forestière nous paraît être particulièrement grave... Vers la fin du siècle, de 45 à 60 % de nos forêts seront très probablement dégradées par la présence de polluants.

« En ce qui concerne l'eau, on voit apparaître des maintenant les situations-limites du développement

de certaines régions (celle d'Ostrava par exemple) en raison de la pénurie d'eau. Les négligences dans l'entretien du réseau de distribution d'eau potable et industrielle exigent dans l'avenir immédiat des investissements énormes, alors qu'on déplore une pollution grandissante...

Situation critique dans l'agriculture

« Du point de vue écologique, nous considérons comme particulièrement critique la situation dans le domaine de l'agriculture... La dévastation des campagnes, la concentration des déchets de l'industrie, les exigences énergétiques élevées, la forte pollution des eaux, autant de limites auxquelles se heurteront les tendances à la concentration et à l'intensification qui ont, jusqu'à présent, dirigé la production agricole. En maintenant le style actuel d'exploitation des terres, on peut prévoir une baisse du rendement à l'hectare.

« La grande culture actuellement pratiquée a aussi entraîné une altération radicale de la structure de nos campagnes. Une enquête par région montre que l'érosion a nettement progressé par rapport à la situation existant au dix-neuvième siècle et que, dans de nombreux districts, plus de 50 % de la surface est actuellement menacée.

« L'état hygiénique est illustré d'autre part par le fait que, parmi les animaux de boucherie, abattus pour cause de maladie, plus de 60 % sont atteints de divers empoisonnements et perturbations diététiques. La chaîne d'alimentation est contaminée par des métaux lourds (le mercure, le plomb, le cadmium et d'autres) qui, depuis quelque temps, s'avèrent particulièrement délétères.

« Du fait de la forme actuelle de culture intensive des légumes, une partie considérable de la production est hygiéniquement défectueuse. L'adaptabilité de l'homme aux dégradations de l'environnement est relativement limitée, mais de nombreux effets peuvent demeurer longtemps latents. Les chercheurs des Etats capitalistes ont étudié ces phénomènes durant une longue période de temps, tandis que nous ne disposons, pour notre part, que d'enquêtes isolées qui n'ont aucun caractère systématique », concluent les auteurs des rapports.

(1) Le texte du document tchèque nous a été remis par Entraine et Action, organisation internationale des Droits de l'homme.

Pologne

Le général Jaruzelski et Mgr Glemp ont eu un long entretien

Le général Jaruzelski et le cardinal Glemp, primat de Pologne, ont eu un entretien de plus de quatre heures, jeudi 5 décembre, à Varsovie : leur précédente rencontre remontait au mois de juin dernier, à la veille de la visite du pape en Pologne.

Comme d'habitude, l'épiscopat s'est abstenu de publier un communiqué ou de commenter l'entretien, laissant ce soin à l'agence officielle PAP, dont le texte est évidemment en tous points conforme à l'image que le pouvoir veut donner de ses relations avec l'Eglise : les deux interlocuteurs, écrit PAP, « ont discuté de certains problèmes importants, touchant aux relations entre l'Eglise et l'Etat, et procédé à un échange d'opinions sur la situation dans le pays, dans le contexte des tensions internationales actuelles. (...) Le premier ministre et le primat ont exprimé leur inquiétude face à l'escalade des armements et ont estimé que la Pologne, pays particulièrement éprouvé par la deuxième guerre mondiale, a des raisons particulières d'œuvrer pour sauver la paix mondiale. (...) Une telle action peut être favorisée par le développement ultérieur des contacts entre les autorités de la République populaire de Pologne et la capitale apostolique ». Ainsi, au-delà des phrases rituelles sur la paix et les tensions internationales, est évoquée, à demi-mot, la possibilité d'une évolution conduisant, à terme, à l'établissement

ment de relations diplomatiques entre Varsovie et le Vatican.

Par ailleurs, selon PAP, le général et le primat ont « exprimé leur satisfaction à propos du déroulement favorable, pour la Pologne, de la deuxième visite du pape Jean-Paul II ».

Rien n'est donc dit sur les trois sujets sensibles, qui ont, selon toute vraisemblance, été évoqués, la libération des prisonniers politiques, les pressions exercées par le pouvoir sur l'épiscopat pour qu'il fasse « taire » les prêtres les plus engagés aux côtés de Solidarité et les négociations concernant la création d'un fonds d'aide à l'agriculture privée, géré par l'Eglise à partir de sommes reçues de pays occidentaux.

Le cardinal Glemp devait prononcer ce vendredi une homélie qui lui donnerait l'occasion d'en dire un peu plus que sur les résultats de cette entrevue. Dans la dernière période, le primat avait fait preuve d'une attitude remarquablement conciliante à l'égard des autorités, notamment dans son message de Noël, ce qui l'avait d'ailleurs placé dans une position embarrassante. Après avoir « apprécié » ostensiblement cette attitude, le pouvoir avait cherché à pousser son avantage en accentuant ses attaques contre certains prêtres, et même en s'en prenant, sous la plume du vice-premier ministre, M. Mieczysław Rakowski, à Mgr Glemp lui-même.

J. K.

AMÉRIQUES

Cuba

Les autorités françaises s'efforcent d'obtenir la libération de M. Ricardo Bofill

Les autorités françaises ont engagé des négociations discrètes avec les dirigeants cubains pour tenter d'obtenir la libération de M. Ricardo Bofill, détenu à La Havane, et en très mauvaise santé, selon ses proches. Mais ces démarches n'ont pas abouti, jusqu'à présent, et il semble que le gouvernement de La Havane, qui estime que ses adversaires ont déclenché une campagne antipolitique à la suite de la libération de M. Armando Valladares - libération déjà obtenue par la France - ne soit pas très réceptif.

Le gouvernement français a une responsabilité particulière dans le cas de M. Ricardo Bofill. Cet ancien vice-doyen de la faculté des sciences humaines de La Havane, déjà détenu pendant plusieurs années pour avoir, selon les autorités, appartenu à un groupe « dissident » au sein du parti communiste cubain, s'était, en effet, réfugié à l'ambassade de France de La Havane le 19 avril 1983 (le Monde du 29 septembre 1983). L'ambassadeur de France ayant obtenu des autorités cubaines - très concrètement de M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-président du gouvernement et numéro trois du régime - l'assurance que M. Bofill ne serait pas inquiété et qu'il pourrait librement partir de Cuba, ce dernier avait quitté les locaux de l'ambassade.

Le 21 septembre, M. Bofill recevait, à son domicile de La Havane, deux journalistes français venus exprès pour l'interviewer. Brève rencontre. La police, alertée, appréhende les deux Français, les interroge, les maintient neuf jours en détention, puis les expulse. Ils étaient munis de visas de tourisme. M. Bofill est arrêté, à son tour, le 24 septembre. Depuis sa sortie de l'ambassade de France, il n'a pas réussi à obtenir le visa nécessaire pour rejoindre sa femme qui se trouvait, à cette époque, à Miami.

En octobre, M. Bofill fait savoir à l'Organisation internationale de la résistance (le Monde du 8 octobre 1983) que son mari a été interné

dans la section des politiques d'un hôpital psychiatrique de La Havane. En novembre, elle adresse un nouvel appel à la même organisation pour préciser que Ricardo Bofill a été condamné à douze ans de prison (il avait précédemment purgé cinq ans d'une peine de dix ans, et qu'il est dans un très mauvais état de santé). Un certain nombre de personnalités françaises, entre autres MM. Pierre Emmanuel, Laurent Schwartz et le R. P. Riquet, ont signé un appel en faveur de sa libération, et le Quai d'Orsay a été interpellé à plusieurs reprises sur cette affaire.

On rappelle, dans les milieux autorisés français, que M. Armando Valladares avait été libéré après une longue et difficile négociation, et après un entretien particulier entre M. Régis Debray, conseiller de M. Mitterrand, et M. Fidel Castro.

Nicaragua

LE PORT DE POTOSI A NOUVEAU BOMBARDÉ

Managua (A.F.P., A.P., Reuters). - M. Richard Stone, envoyé spécial du président Reagan en Amérique centrale, a terminé le jeudi 5 janvier sa nouvelle et brève tournée dans la région par une rencontre, à Managua, avec le chef de la junte sandiniste, M. Daniel Ortega, et le ministre nicaraguayen des affaires étrangères, le Père Miguel d'Escoto. M. Stone avait également eu des entretiens avec des représentants de l'Eglise catholique, du patronat et de l'Alliance démocratique, l'union des partis d'opposition.

Cependant, alors que l'ambassadeur américain se trouvait à Managua, le port de Potosi, dans le nord du pays, était bombardé à la roquette et au mortier par deux avions et deux navires probablement venus du Honduras tout proche, ont annoncé les autorités sandinistes. Cette attaque a fait un mort et huit blessés. Néanmoins, une attaque avait été lancée contre le port de Potosi.

Ph. P.

Italie

LE JOURNALISTE GIUSEPPE FAVA SPÉCIALISTE DE LA MAFIA A ÉTÉ ASSASSINÉ

(De notre correspondant.)

Rome. - Journaliste et écrivain, Giuseppe Fava, auteur de plusieurs livres sur la Mafia, a été assassiné, jeudi 5 janvier, à Catane, où il résidait. Il a été tué à bout portant de plusieurs balles dans la tête ; son corps a été retrouvé dans sa voiture en plein centre de la ville.

Très connu à Catane et dans les milieux journalistiques pour ses enquêtes sur la Mafia, mais aussi pour ses écrits sur les couches les plus défavorisées de la population sicilienne, notamment les immigrés, publiés dans plusieurs quotidiens et hebdomadaires, M. Fava était aussi l'auteur d'un roman à succès, *Genie di rispetto*, dont a été tiré un film. Il dirigeait la revue mensuelle *I Siciliani*, qui publiait depuis plusieurs mois des informations sur les liens entre les clans de la Mafia de Palermo et ceux de Catane.

Au cours d'une récente émission télévisée, Giuseppe Fava avait insisté sur la présence parmi les membres de la Mafia « de personnages importants et de dirigeants politiques ». Dans son dernier livre, il mettait en cause le pouvoir démocrate-chrétien en Sicile. Giuseppe Fava est le quatrième journaliste tué en Sicile par la Mafia depuis le début des années 70.

Ph. P.

Finlande

Le président Koivisto ne répond plus...

De notre correspondant

Helsinki. - Rien ne va plus entre le président Koivisto et la presse finlandaise. Dans une interview, le mardi 3 janvier, le président traitait les journalistes de moutons de Panurge et déclarait qu'il n'entendait plus fournir d'explications sur sa politique. Motif de cette mauvaise humeur : l'insistance avec laquelle les journalistes s'étaient permis de demander des explications sur l'attitude de la Finlande lors de deux votes de l'ONU, un vote condamnant l'intervention américaine à la Grenade et une abstention à propos de la présence des Soviétiques en Afghanistan.

La climat s'était déjà dégradé en novembre dernier lorsque le président, renouant avec les méthodes de son prédécesseur, avait fait parvenir à une trentaine de journaux une lettre « confidentielle », les mettant en garde contre la publication d'articles « irresponsables » ayant trait à la politique étrangère et les appelant à la discrétion. Craignait-il que la presse, qui s'était quelque peu dégoûtée des jambes depuis son accession au pouvoir, ne prit un nouveau pli et ne cherchât peu à peu à entrer dans le vif du sujet, à savoir les relations de la Finlande avec l'Union soviétique ?

La liberté de la presse lui paraît-elle incompatible avec la poursuite des relations d'amitié

finno-soviétiques, officiellement au beau fixe, comme en témoignent le succès du récent voyage du ministre des affaires étrangères à Moscou et la signature d'un important contrat sur la construction du port céréalier de Taini ?

La Finlande n'a, certes, pas la tradition d'autres pays dont le président est tenu de justifier régulièrement sa politique devant les médias. Mais, avec l'élection de M. Koivisto et les espoirs de libéralisme qu'elle avait fait naître, un lien nouveau d'ordre effectif s'était créé entre la nation et le chef de l'Etat, qui obligeait moralement le président à entretenir un contact régulier avec son peuple par voie de presse. C'est justement ce qu'il n'entend plus faire.

Ces frictions montrent que la presse n'est pas vraiment « finlandisée ». En toute justice, il faut rappeler certains « gestes » du pouvoir : le communiqué officiel publié à l'issue de la visite du président Koivisto à Moscou, en juin, ne comportait plus le passage tristement célèbre où était évoquée, dans les occasions précédentes, « l'importance de la responsabilité des journaux », expression digne d'Orwell pour désigner ce qu'ailleurs se nomme la censure ou l'autocensure.

P. P.

6 7 9 10 Janvier

4 DERNIERS JOURS DE PRIX FANTASTIQUES SUR TOUTE LA HI-FI

CHEZ CIBOT

MINI-CHAINES à partir de 1200 F

CIBOT HI-FI: 136, bd Diderot et 12, rue de Reuilly PARIS 12^e Tél.: 348.63.76 Ouvert de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

VOIR TOUS LES HALOGENES

DES LAMPADAIRES QUI ÉCLAIRENT TOUTE UNE PIÈCE. INTENSITÉ VARIABLE.

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE 38-40 RUE JACOB 75006 PARIS TEL.: 260.28.01

ARMAND THIERY SOLDE LES GRANDES MARQUES.

PIERRE CARDIN. MARCEL LASSANCE. MCGREGOR. YVES SAINT-LAURENT*. LANVIN*. FACONNABLE*. ARROW*. DORMEUIL*.

ARMAND THIERY

CERGY-VELIZY JUSQU'AU 14 JANVIER 84. MASSY JUSQU'AU 15 JANVIER 84. PARIS JUSQU'AU 21 JANVIER 84.

ARMAND THIERY

15/17, RUE AUBER - 75009 PARIS. PLACE DE FRANCE - CENTRE COMMERCIAL - 91300 MASSY. CENTRE COMMERCIAL LES 3 FONTAINES - 95003 CERGY-PONTOISE. CENTRE COMMERCIAL DE VELIZY II - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

DIPLOMATIE

A PARIS ET A WASHINGTON

Le président Kyprianou va proposer un plan de règlement de la question chypriote

Nicosie. — Le président de la République de Chypre, M. Spyros Kyprianou, prend une nouvelle initiative visant à promouvoir un règlement du problème de l'île. Il rencontrera, ce vendredi à Paris, le président Mitterrand, qui se rendra aux États-Unis, où il s'entretiendra avec le secrétaire général des Nations unies, M. Pérez de Cuellar, ainsi qu'avec le secrétaire d'État américain, M. George Shultz. Le double objectif de ce voyage est, d'une part, d'obtenir le retrait de la proclamation unilatérale d'indépendance dans la zone nord de l'île occupée par l'armée turque et, d'autre part, de chercher à promouvoir un règlement global. Le gouvernement chypriote est convaincu, en effet, que, paradoxalement, depuis la proclamation unilatérale d'un État indépendant par le leader chypriote turc, M. Denktaş, le 15 novembre

De notre correspondant

dernier, un climat favorable a été créé pour une solution globale sur la base des résolutions votées par les Nations unies.

« Avec le président Mitterrand, déclare le président Kyprianou, nous discuterons non seulement du problème politique de Chypre, mais aussi de celui de l'adhésion au Marché commun. Je suis persuadé que la France peut jouer un rôle essentiel dans ces deux questions, parce que c'est un grand pays, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et aussi parce qu'elle préside actuellement la Communauté ».

A propos de États-Unis, le président Kyprianou a souligné que, « mieux que quiconque, Washington est en mesure de persuader la Turquie de mettre un terme à sa po-

litique d'expansion et de partage de Chypre, afin que soit trouvée une solution pacifique, viable et raisonnable au problème. Cela ne signifie pas que nous changeons de politique et que nous sortons du cadre des Nations unies. Mais j'estime que le rôle de l'ONU et les efforts personnels du secrétaire général seront bien plus efficaces s'ils sont renforcés par les États-Unis ».

Selon une source gouvernementale à Nicosie, M. Kyprianou présentera à M. George Shultz un plan concret. Ces efforts aboutiront-ils ? Le président Kyprianou estime en tout cas que « le climat est tel qu'une initiative de ce genre est justifiée », même si, selon lui, la Turquie n'a encore donné aucun signe d'un changement d'attitude.

DIMITRI ANDREOU.

Première visite à Washington d'un chef de gouvernement chinois

(Suite de la première page.)

Deux exemples permettent de mieux cerner la réalité. Dans le domaine du commerce, les échanges bilatéraux, sur les dix premiers mois de 1983, ont baissé de près d'un quart par rapport à la même période de 1982, les exportations américaines de produits agricoles diminuant, quant à elles, de près des trois quarts. On estimait fin décembre que, sur l'ensemble de l'année 1983, le volume du commerce entre Pékin et Washington serait à peine au niveau de 1980 (4,8 milliards de dollars contre 5,2 milliards de dollars en 1982 et 5,5 milliards en 1981).

Sur le plan de l'analyse stratégique de l'évolution des rapports de force entre les puissances dans le monde, la position chinoise, là aussi, s'est sensiblement modifiée. Jusqu'à une date récente, Pékin considérait

que, des deux superpuissances, celle qui se trouvait en offensive était l'Union soviétique, tandis que les États-Unis paraissaient condamnés à la défensive, voire au déclin. Un rapprochement avec le plus faible des deux impérialismes était donc dans la logique de la politique chinoise. Or, à l'évidence, ce n'est plus tout à fait ainsi que l'on voit les choses à Pékin. La fermeté du président Reagan envers Moscou, en particulier dans la querelle sur les missiles, et la politique de présence armée, voire d'intervention de Washington en divers points du globe (Liban, la Grèce) ont convaincu la Chine que les États-Unis avaient adopté « une attitude plus offensive ». « Washington est apparu agressif tandis que Moscou était passif », écrit l'agence Chine nouvelle, le 1^{er} janvier, dans un bilan de la situation internationale en 1983.

Une telle évolution, si elle se confirmait sur une longue durée, rendrait évidemment plus facile, à terme du point de vue de Pékin, non pas nécessairement un rapprochement, mais une normalisation des relations avec l'Union soviétique. Encore que l'on ne se fasse ici aucune illusion, la Chine considère toujours, ainsi que M. Zhao l'a déclaré mardi, que « sa sécurité est sujette à une menace le long de ses frontières ». Et, en ce sens, il ne lui est pas possible de placer l'U.R.S.S. et les États-Unis sur le même plan. Il n'empêche que, tout en s'opposant à l'hégémonie soviétique, la Chine, M. Zhao Ziyang l'a répété, est « désireuse d'engager un dialogue » avec Moscou. Plus largement, la Chine ne souhaite « ni guerre chaude ni guerre froide » et elle va même jusqu'à « espérer une amélioration des relations américano-soviétiques ». Après avoir pendant des années pourfendu la détente sur tous les tons, Pékin parle comme s'il en était devenu aujourd'hui l'unique héritier.

La question de Taïwan

C'est évidemment encore et toujours la question de Taïwan qui est au cœur du malaise sino-américain. Les dernières semaines ont apporté une nouvelle illustration du genre d'accueil que les deux gouvernements devaient sans cesse éviter à ce propos. L'appui donné en novembre par les deux Chambres du Congrès américain à l'appartenance de Taïwan à la Banque asiatique de développement et l'adoption par le comité des affaires étrangères du Sénat d'une résolution sur l'avenir

de Taïwan, faisant de l'accord de la population de l'île une condition à la réunification, ont été interprétés à Pékin comme une relance par Washington de la politique des « deux Chines ».

Il a fallu deux « vigoureuses protestations » de Pékin et une « gaffe » — peut-être calculée — de M. Hu Yaobang, le secrétaire général du parti communiste chinois, lors de son voyage au Japon, faisant planer une menace sur le voyage à venir de M. Zhao Ziyang pour que le président Reagan se décide, le 30 novembre, à réaffirmer que les États-Unis considéraient la République populaire — comme le seul gouvernement légal de la Chine —.

Ainsi, l'année 1983, qui avait commencé, entre Pékin et Washington, par une brouille à propos des ventes de textiles chinois aux États-Unis se terminait-elle par une dispute sur Taïwan. Dans l'intervalle, d'autres querelles, dans les domaines commercial, culturel et politique, avaient émaillé les rapports entre les deux pays. Il n'empêche que ceux-ci — et ce n'est pas la moindre paradoxe — ont continué de se situer à un niveau très élevé. Au cours des douze derniers mois, quelques-uns des plus hauts responsables de l'administration américaine — M. Shultz, secrétaire d'État, M. Baldrige, secrétaire au commerce, M. Weinberger, secrétaire à la défense — ne se sont-ils pas rendus à Pékin, tandis que M. Wu Xueqian, le ministre chinois des affaires étrangères, effectuait, de son côté, une longue visite aux États-Unis, en octobre, où il était reçu, entre autres, par le chef de la C.I.A. (1).

La prochaine visite de M. Zhao Ziyang aux États-Unis, qui sera suivie, en avril, par celle de M. Reagan en Chine, démontre, en tout cas, que l'existence de frictions en divers domaines n'entraîne finalement pas la poursuite entre les deux pays d'un dialogue au niveau le plus haut. Tant il est vrai que, fondamentalement, tant pour sa sécurité que pour l'objectif lointain de la réunification, Pékin voit toujours dans Washington l'interlocuteur le plus utile à la défense de ses propres intérêts.

MANUEL LUCBERT.

(1) A Washington, la Maison Blanche a indiqué, mercredi 4 janvier, qu'il était « très probable » que la Chine et les États-Unis signent, lors de la visite de M. Zhao Ziyang, un accord-cadre de coopération industrielle et technologique intéressant les domaines pétrolier, minier, hydroélectrique et des métaux non-ferreux.

ASIE

Timor

SELON DES SOURCES CATHOLIQUES

La disette sévit en diverses régions de l'île

Djakarta (A.F.P.). — La situation alimentaire, déjà précaire dans la partie orientale de l'île de Timor, s'est fortement détériorée à la suite des récentes opérations militaires contre les guérilleros indépendantistes de Fretilin, et une forte disette sévit dans plusieurs régions, a-t-on appris de sources catholiques et diplomatiques à Djakarta.

Depuis août dernier, l'armée indonésienne a lancé de vastes opérations de rattrapage dans l'ancienne colonie portugaise annexée par la force à l'Indonésie, en décembre 1975. Les troupes indonésiennes sont estimées entre dix mille et douze mille hommes. Les combattants du Fretilin (Front révolutionnaire de libération de Timor-Est) ne sont que quelques centaines, mais bénéficient d'un soutien plus ou moins actif dans la population, notent les observateurs.

Les opérations militaires ont complètement désorganisé l'approvisionnement, déjà précaire, du territoire. Beaucoup de récoltes ont été détruites et les paysans ne peuvent plus se déplacer pour aller travailler ou faire la cueillette dans les forêts, indique-t-on de sources catholiques à Djakarta. Trois mille réfugiés sont regroupés actuellement aux alentours de la ville de Viqueque.

Dans une lettre confidentielle datée de fin décembre, parvenue à Djakarta, l'administrateur apostolique de Dili, capitale de Timor-Orient, Mgr Carlos Filipe Ximenes Belo, paraît très inquiet et fait état de « la disette » qui sévit en différents endroits.

Agé de trente-cinq ans, Mgr Belo est généralement considéré comme un modéré. Il a remplacé, en mai 1983, Mgr Da Costa Lopes, un prêtre populaire à Timor-Est et connu pour son hostilité à l'indonésien de l'ancienne colonie portugaise. Après un sermon prononcé en octobre dernier dans lequel, il protestait contre les « arrestations et la violence à Timor-Est », Mgr Belo avait cependant reçu « un avertissement » écrit du bureau local des affaires religieuses, révélant-on de sources sûres à Djakarta.

Le 17 novembre dernier, la conférence des évêques indonésiens n'en a pas moins envoyé une lettre de six pages au clergé timorais l'assurant de sa solidarité et réclamant le respect des droits de l'homme à Timor-Est. C'est la première fois que l'assemblée des évêques indonésiens (MARDI) exprimait ainsi son inquiétude à propos de la situation à Timor-Est et réclamait de la part des dirigeants un meilleur « esprit d'équité ».

Afghanistan

« Un officier afghan exécuté par la résistance... ». Des résistants ont passé par les armes, la semaine dernière, un capitaine de l'armée afghane après l'avoir traduit devant un « tribunal islamique », qui a « établi ses liens avec l'U.R.S.S. », a-t-on appris, jeudi 5 janvier, à Islamabad, de sources proches de la résistance. Le capitaine Mohammed Naim Had, avait suivi un entraînement de tir au mortier en U.R.S.S. et on indiquait de mêmes sources. Il avait été capturé au mois de décembre dernier. (A.F.P.)

du vendredi 6 janvier
au 28 janvier

SOLDES

FOURRURES

DU NORD

Que des affaires
extraordinaires!

SERVICE APRES-VENTE

LES PLUS LARGES FACILITES DE PAIEMENT

2 ADRESSES

115,117,119, rue La Fayette
PARIS 10^e
PRES GARE du NORD.

100, Av. Paul Doumer
PARIS 16^e
ANGLE RUE de la POMPE

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

مكتبة من الامم

Aux Trois
on f...
ELLE
Aux Trois
VIVEZ
DIA
8

سقا من الام

Le Monde

politique

LES TRAVAUX DU COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

Pouvoir d'achat, emploi, mutations industrielles

Le comité directeur du parti socialiste qui se réunira le samedi 7 janvier à Paris sera consacré à la politique économique et sociale. Le débat s'engagera à partir de deux rapports sur l'emploi et le pouvoir d'achat, présentés respectivement par M. Jean-Paul Bédier, membre du secrétariat national chargé du secteur entreprises, et Dominique Strauss-Kahn, membre adjoint du secrétariat (secteur études et plus particulièrement économique).

Cette réunion devrait être consacrée, à l'origine, à la constitution de la liste que présentera le parti

socialiste aux élections européennes de juin 1984. Elle devrait précéder la réunion, fin janvier, d'une convention consacrée à l'adoption d'un « manifeste européen ». Dans la mesure où le P.S. avait déjà décidé de repousser cette convention pour prendre en compte, dans ce manifeste, l'évolution de la situation européenne, notamment après l'échec du sommet d'Athènes, il lui a semblé préférable de repousser aussi la constitution de la liste et le choix de son chef de file.

M. François Mitterrand affirmait mardi, lors de la cérémonie des vœux à l'Élysée (le Monde du 5 janvier), que le pouvoir, en matière de politique industrielle, est soumis à deux tentations contradictoires : « Ralentir les mutations afin d'en atténuer la brutalité ; les accélérer pour forcer le destin, pour réduire la période transitoire ». Le chef de l'État soulignait aussi le « profond désarroi » qu'entraînent ces mutations chez ceux qui en subissent les conséquences.

D'où la nécessité pour les socialistes de ne pas « restaurer pour le plaisir » mais de « restaurer pour la nécessité ». M. Pierre Mauroy a conduit en 1982 et en 1983, et celle du « traitement économique », dont les résultats ne seront perceptibles qu'à long terme. Ils estiment nécessaire de souligner le caractère positif de la première phase sans laquelle, selon eux, la France compterait cinq cent mille à sept cent mille chômeurs de plus, mais aussi d'analyser ses limites. Les contrats de solidarité de préretraite ne sont, par nature, pas renouvelables ; et il n'est plus question de créations importantes d'emplois publics comme en 1981 et 1982. Le comité directeur débattait donc de la marge de manœuvre dont dispose la gauche d'ici aux élections législatives de 1986 (réduction du temps de travail, cumul emploi-retraite, aide au retour pour les tra-

vailleurs immigrés, utilisation sélective des aides publiques aux entreprises notamment).

Quant au pouvoir d'achat, les socialistes sont liés par le texte de leur motion du congrès de Bourg-en-Bresse, selon laquelle « il serait difficile de renforcer notre appareil productif sans maintenir un certain niveau du pouvoir d'achat moyen des salariés et, à terme, son amélioration ». Le débat, sur ce point, sera un test de la solidité de l'accord intervenu à Bourg-en-Bresse entre la majorité du P.S. et le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement.

Il existe en effet deux visions de la motion de Bourg-en-Bresse sur ce point, l'une majoritaire, l'autre émise au sein de la direction du CERES. La première s'en tient à la lettre de l'amendement obtenu par le CERES : « maintien du pouvoir d'achat moyen des salariés » et se fonde sur le fait que le gouvernement ne peut pas changer de politique économique tous les neuf mois, qu'il doit rester fidèle au plan de rigueur mis en œuvre le 25 mars 1983.

L'autre se fonde sur le fait que les transferts sociaux vont être freinés en 1984 et que, de ce fait, les salariés bénéficieront moins encore qu'en 1983 du « coup de pouce » des prestations sociales. Selon la direction du CERES, le gouvernement ne pourra pas tenir ses objectifs (rétablissement des grands équilibres, diminution de l'inflation, investissements) avec une croissance nulle, sans perspective d'une demande intérieure accrue, et il devra donc « lâcher du lest ». Les amis de M. Chevènement émettent à nouveau l'hypothèse d'une sortie provisoire, pour le franc, du système monétaire européen.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

● Au comité central du P.C.F. — M. Georges Marchais présentera au comité central du P.C.F., réuni les 17 et 18 janvier, un rapport sur « les conditions de l'action pour le changement en 1984 » et M. Maxime Grametz, membre du secrétariat du comité central, un rapport sur la situation internationale.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DU NORD-PAS-DE-CALAIS REÇU PAR M. MITTERRAND

La situation économique du Nord-Pas-de-Calais, et particulièrement les problèmes de l'emploi dans le bassin minier, ont été largement évoqués lors de l'entretien qu'a eu jeudi 5 janvier M. Noël Joseph, député socialiste et président du conseil régional, avec M. François Mitterrand, au palais de l'Élysée.

M. Joseph a souhaité que chaque fois qu'un emploi disparaît soit créé un emploi de substitution, d'autant que la suppression de 8 000 emplois est prévue dans les houillères. Il a demandé que l'exploitation des puits charbonniers soit poursuivie « le plus longtemps possible ». M. Joseph s'est aussi montré soucieux de voir engager le programme informatique et électronique prévu, et il a demandé que la région soit dotée des équipements administratifs qui lui font défaut.

M. LÉOTARD (P.R.) : la gauche crée un climat de guerre civile

M. François Léotard, secrétaire général du P.R., qui présentait, jeudi 5 janvier, ses vœux à la presse, s'est livré à de sombres prédictions : « L'année commence mal, elle finira mal », a-t-il annoncé, avant d'indiquer les raisons de son pessimisme. Sur le plan des relations internationales, il a souligné qu'il « souhaite le succès des armes de la France au Tchad et au Liban » mais, qu'il doit bien constater que « les orages qui s'accumulent sont bien réels ».

Sur la politique intérieure, le secrétaire général du P.R. s'est montré plus loquace. Selon lui, « la démocratie est malade ». De cette maladie, il a décrit quelques symptômes : « Nous nous éloignons de plus en plus d'un régime de séparation des pouvoirs (...). Un climat d'affrontement et de haine se développe dont l'opposition ne saurait être tenue pour responsable ». La dernière intervention télévisée de M. Pierre Mauroy à propos de « l'affaire » des avions renifleurs a montré, selon lui, « le spectacle désole d'un premier ministre engagé dans une opération de vengeance politique ».

Un premier ministre qui, aux yeux du secrétaire général du P.R., s'est « discrédité » et a « discrédité

UNE OU DEUX LISTES ?

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devait être connu au milieu de la semaine prochaine. Les responsables des différentes formations de l'U.D.F. en auront ainsi connaissance avant la réunion du bureau politique de la confédération le 12 janvier.

Lors du petit déjeuner qui les a réunis, jeudi matin 5 janvier, MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, Pierre Méhaignerie, président du C.D.S. et François Léotard, ont réaffirmé leur conviction que deux listes de l'opposition aux élections européennes seraient préférables, et se sont promis d'essayer de faire prévaloir cette thèse lors de la réunion du 12 janvier. On peut toutefois se demander, au vu de la confusion qui semble régner au sein de l'U.D.F. s'ils ne sont pas déjà persuadés que la solution d'une liste unique prévaudra.

C. F.-M.

LA PRÉPARATION DE LA LOI SUR LA PRESS

Les communistes demandent des garanties précises pour les journaux des partis politiques

Le parti communiste continue de négocier avec le gouvernement les conditions de l'application de la loi sur la presse aux publications des partis politiques. Et c'est parce qu'ils ne sont pas satisfaits des solutions qui leur sont proposées que les députés du P.C. se sont abstenus sur le vote de l'article 2 du projet gouvernemental, le jeudi 5 janvier, en commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale.

Porte-parole des communistes sur ce dossier, M. Jacques Brunhes, élu des Hauts-de-Seine, a expliqué qu'il ne s'agit pas d'une remise en cause de la rédaction de cet article 2 (lequel définit les propriétaires de journaux auxquels s'appliquera la loi, y inclut de fait les partis politiques) mais, en quelque sorte, d'une mesure conservatoire.

Le P.C., après avoir annoncé s'accorder de principe avec les grandes lignes du projet de loi de M. Pie Mauroy, avait demandé que la presse des partis politiques ne soit pas concernée ; pour justifier ce souhait, il s'appuyait sur l'article 4 de la Constitution, en vertu duquel partis et groupements politiques « forment et exercent leur activité librement » ; il estime donc que la liberté d'expression ne peut être ni liée ni contrôlée, et il craint que pouvoirs de la commission pour transparence et le pluralisme prévus de créer le projet de loi ne permettent de s'immiscer dans la gestion — y compris financière — des partis. M. Brunhes avait exprimé clairement les réserves son groupe lors de la discussion générale sur ce projet, le 17 décembre. Mais lors de l'entretien du 2 janvier avec le premier ministre, les députés du P.C. avaient accepté le principe de l'article 2, à condition que des limites précises fussent posées aux pouvoirs d'investigation de la commission. Le gouvernement et les socialistes l'avaient admis, prévoyant d'amender l'article 20 du projet (le Monde du 6 janvier). Mais les communistes ne sont pas entièrement satisfaits de la formule qui est actuellement proposée ; c'est donc « faute d'assurances précises », a expliqué M. Brunhes, qu'ils se sont abstenus sur l'article 2.

« En acceptant la rédaction primitive de l'article 2, nous avons fait une concession très importante, commenté le député des Hauts-de-Seine, mais il nous faut à présent des garanties précises et concrètes pour le reste ». Aussi, le P.C. veut continuer de négocier avec le gouvernement la rédaction d'amendements garantissant la liberté d'action des partis politiques. « C'est l'adoption de cet article 2 conditionnera le vote des députés communistes sur l'ensemble du texte », a annoncé M. Brunhes.

Après avoir voté l'article 2, commission des affaires culturelles adoptée, jeudi 5 janvier, l'article 7 du projet (les articles 3, 4, 5, et avaient été examinés lors des réunions de décembre). Les socialistes ont apporté quelques précisions la place où doivent figurer les renseignements que chaque publication est tenue de fournir à ses lecteurs n'est plus fixée ; l'indication du tirage devra distinguer celui du quotidien et de ses suppléments ; la liste des principaux actionnaires, devra être publiée une fois par an ; la liste de tous les premiers aux listes de vingt premiers ; la liste de toutes les publications du groupe de presse devra figurer dans tous les numéros de celles-ci, mais simplement une fois par an.

● La réponse de M. Gallo à M. Léotard. — Répondant aux propos tenus par le secrétaire général du P.R., le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, secrétaire d'État, a déclaré, jeudi après-midi 5 janvier : « A propos d'un rapport déchiré, de rapports emportés ou distordus, d'inventions », parler de guerre civile n'est qu'un éclair de ruse. Ce qui prête moins à rire, c'est l'emploi de la vulgarité pour masquer un refus de transparence en matière de gestion et de continuité de l'État ».

THIERRY BRÉHIER.

3850 cadeaux
à tous les prix et de toutes sortes aussi bien anciens que récents, en bois, porcelaine ou faïence, utiles ou décoratifs sont à vendre au «Dépôt Vente de Paris». Véritable casse d'Art Baba dont l'adresse, hier chuchotée, devient bien connue des amateurs d'ancien et de nouveautés mais surtout des initiés à l'art de la vente de Paris. 81, rue de Lagny (20) 372.13.91

Aux Trois Quartiers on fête le BLANC 84
jusqu'au 21 janvier
DRAP imprimé 240cm x 300cm. 100% coton. 95F 71,25F
SERVIETTE éponge Jacquard 50cm x 100cm, 100% coton. 26F 19,50F
SERVICE de TABLE imprimé, 65% polyester, 35% coton. 130F 97,50F
Ø 170 cm - 6 couverts.
Aux Trois Quartiers
17 Bd de la Madeleine, Paris. Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?
LOCATION DEPUIS 250 F/mois (trajon carrossé)
VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)
Liv. gratuite dans tte la France
26 IMPRIMERIES REPRÉSENTÉES
Garantie jusqu'à dix ans
Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h
DAUDÉ
75 Bd. Av. de Wagram, 75
227-88-54/762-34-17

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT - REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12 - ☎ 347.21.32
fouks
89, RUE REAUMUR PARIS 2^e
SOLDE
SON PRET A PORTER DE LUXE POUR FEMMES
du LUNDI au SAMEDI de 9 h. à 18 h. - Tél. 233.21.70

VIVEZ EN EUROPE ! LES GRANDS MOMENTS DE LA SEMAINE
JACQUES CHIRAC
Président du R.P.R.
CLUB DE LA PRESSE EUROPE
animé par Gérard Carreyrou et Alain Duhamel.
DIMANCHE 8 JANVIER à 19h

POLITIQUE

LES PROLONGEMENTS DE L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

Les enseignements pour l'avenir seront tirés et les mesures nécessaires prises
déclare le président d'ELF-Aquitaine

Dans une lettre adressée le 4 janvier aux cadres supérieurs d'ELF-Aquitaine, M. Michel Pecqueur, président du groupe, s'exprime sur la première fois sur l'affaire des avions renifleurs, justifiant le silence observé jusqu'ici par l'action du groupe par l'obligation de réserve liée au fait que le sport de la Cour des comptes usait à l'affaire - était entre les mains du premier ministre - la section n'ayant eu accès à ce sport que lors de la communication à la presse du livre blanc du premier ministre.

Soulignant qu'il s'agit de faits anciens (1976-1979) et que la pièce essentielle du dossier ne lui est connue que depuis quelques jours, M. Pecqueur rappelle que cette affaire concerne essentiellement ELF-Aquitaine sous son aspect technique, dont le suivi lui est confié et pose trois questions fondamentales :

- « Lorsque la procédure de détecteur a été présentée par ses promoteurs, fallait-il l'expérimenter ou le tester d'embée sans chercher à en voir plus ? » Le P.D.G. du groupe a répondu par l'affirmative, prénant que l'importance de l'enjeu était, sans aucun doute, que l'affaire soit terminée.
- « Y a-t-il eu dupe ? » Le P.D.G. du groupe, distinguant deux phases de l'opération, la mière, d'expérimentation, et qui a été des résultats parfois fragiles mais inégaux, et la seconde, a rendu possible l'accès aux renseignements. Les expériences cruciales faites alors au cours de cette mière phase ont révélé la tentation de tromper des promoteurs.
- « Pourquoi n'a-t-on pas réussi à voir clair plus tôt ? » A cette question, M. Pecqueur se contente de répondre que « le texte dans lequel se sont déroulées les expériences n'a pas permis de tirer une conclusion formelle et des délais rapides ».

Le P.D.G. du groupe, replaçant l'affaire dans « un cadre plus large : celui des aléas et des difficultés de la recherche pétrolière et de ses réalisations et des succès », détaille ensuite les suites à l'actif d'ELF - devenu la mière entreprise française et la rentable - et souligne qu'il a tiré l'attention du premier ministre sur l'importance capitale de préserver la réputation et la son image. Il précise néanmoins que, ondat à la demande de ce dernier, il entend « avec lucidité et terminaison, apporter des réponses aux questions posées, et enseignements pour l'avenir seront tirés et les mesures nécessaires prises », ajoute-t-il.

La force d'un grand groupe ne vient pas seulement de savoir tirer de ses succès, mais aussi de voir reconnaître ses échecs et en

tirer les leçons. Cette attitude est indispensable pour la bonne marche intérieure de l'entreprise. Elle l'est aussi en raison du devoir qu'a un groupe national de maintenir les garanties d'efficacité et de sérieux que les pouvoirs publics et la communauté nationale sont en droit d'attendre », conclut M. Pecqueur, qui appelle ses cadres à « poursuivre leur tâche avec calme, rigueur et confiance », bien que le groupe « traverse actuellement des moments difficiles ».

M. Jean Menu, président de la C.G.C. et membre du conseil d'administration de l'ERAP, holding public qui gère les participations de l'Etat dans ELF-Aquitaine, déclare pour sa part dans la « lettre confédérale » de la C.G.C. : « Je comprends l'inquiétude et l'irritation de nos amis d'ELF-Aquitaine qui voient planer une menace sur leur honnabilité et leur compétence », et rappelle qu'« à aucun moment, ni le conseil d'administration de l'ERAP (...) ni l'encadrement d'ELF-Aquitaine n'ont été consultés, ni même simplement tenus au courant ».

Dans un communiqué publié le 5 janvier, enfin, les cadres C.G.C. du groupe « s'indignent de la façon dont l'affaire dite des avions renifleurs » est traitée sur la place publique et du préjudice porté à l'image de marque de l'entreprise, au personnel qui n'en peut mais et à l'industrie pétrolière française ».

La carrière d'alchimiste du « professeur Aldo Bonassoli »

De notre envoyé spécial

Vitimille. - « Aldo Bonassoli, professeur de physique nucléaire » : cette carte de visite ronflante est celle que découvre le visiteur à l'entrée de la maison de l'« inventeur », enfila retrouvée, des « avions renifleurs ». Une villa cossue, entourée d'un jardin fleuri, à Grimaldi Supérieure, hameau de Vitimille (Italie), surplombant la baie de Menton-Garavan. L'ancien collaborateur du comte Alain de Villegas, un petit homme replet et chauve, âgé de quarante-neuf ans, s'y est installé en location avec sa femme et ses trois enfants. Il reçoit avec courtoisie et une visible satisfaction les journalistes qui ne cessent plus de le solliciter.

L'entretien qu'il nous accorde dans une grande salle de séjour blanche, peu meublée, et dont les baies ouvrent sur la mer, commence par une question sans réponse. D'où lui vient ce titre de professeur de physique nucléaire ? On croit comprendre qu'il se l'est attribué ad honorem pour avoir suivi, anciennement, certaines études aux Etats-Unis. Avant de rencontrer M. de Villegas, il y a quinze ans, il assure avoir obtenu des diplômes d'ingénieur électronique à l'Institut industriel, puis dans un établissement technique spécialisé de Bergame, ville près de laquelle il est né, à Lurano. Il a ensuite travaillé pendant plusieurs années, et successivement dans trois sociétés fabriquant du matériel de télévision et une filiale de l'entreprise américaine de téléphonie Bell.

Dans les années 60, M. Bonassoli serait parvenu à mettre au point un système d'écoute et d'observation des premiers satellites artificiels en utilisant un télescope monté sur le

toit de sa maison... Le comte de Villegas aurait eu vent de cet exploit, et, quelque temps après, ils auraient fait connaissance à Milan. Une collaboration scientifique de quinze ans commencerait entre les deux hommes, qui se lanceraient dans des recherches électroscopiques de dessalement de l'eau de mer, puis de récupération des sels minéraux marins et, enfin, de détection de nappes d'eau souterraines et de pétrole, voire de sous-marins nucléaires. M. Bonassoli a été « fort contrarié » par les échecs qui lui sont parvenus de France sur l'affaire des « avions renifleurs ». Contrarié mais non effrayé, parce que, enfin, « les Français ont raison de lui en vouloir ». Il fait face à la suspicion générale avec sérénité.

La « boîte à malices »

M. Bonassoli ne s'explique pas le phénomène de défilement « inversé » des images, constaté notamment lors d'une mission d'observation aérienne à Laca, en mai 1977, puis au Gabon, en février-mars 1978, et enfin au Maroc au cours de l'été suivant. « Il s'agissait d'un défaut très grave, confesse-t-il, mais nous n'avons pas eu le temps d'en étudier les raisons. » Selon lui, les techniciens d'ELF-ERAP n'ont, de toute façon, « jamais compris » comment se formaient ces images. Non pas « des photographies réelles du sous-sol, précise-t-il, mais une transposition de signaux obtenus électriquement à partir d'un décodeur ».

Fiasco, courroux et duperie

Les échecs répétés des forages ? « Les gens d'ELF-ERAP », sous beaucoup trop pressés, trahissent le « professeur ». Tout le monde savait qu'il se produisait des « déviations » importantes, de cause inconnue. Il aurait fallu tout d'abord trouver une solution à ce problème. Le dispositif aéroporté fonctionnait beaucoup mieux que celui de détection terrestre. Mon intention était de concevoir un appareillage unique, en collaboration avec les ingénieurs français. J'avais commencé à leur expliquer mon projet. Pour pouvoir leur demander. Mais ils étaient trop impatients... M. Bonassoli ne doute pas un instant qu'il y avait bien des hydrocarbures là où il l'a indiqué, notamment en Camargue. Avec un peu moins de précipitation, on les aurait certainement trouvés.

Reste le fiasco des tests des 24 mai et 28 juin 1979 : la règle codée qui apparaît droite sur l'écran et la mire de vérification « fer » restée sans avoir été pourtant mise en place pour l'expérience. L'« inventeur » italien ne songe pas à nier qu'il y a eu supercherie, mais une supercherie délibérée de sa part. Pour préserver le secret ? C'est cette hypothèse qu'examine M. François Giquel dans son rapport de la Cour des comptes, mais sans la tenir pour vraisemblable.

Après la saisie des appareils par ELF, j'ai eu une violente dispute avec M. de Villegas et j'ai décidé de déraquer volontairement le système Omega, explique M. Bonassoli. Lors de l'expérimentation du 24 mai, à l'ERAP, mon intention était de le dire au technicien du C.E.A., M. Horowitz. Mais j'y ai renoncé, parce qu'il aurait fallu que je déballe mes histoires avec M. de Villegas. C'était mieux de couper court. « Quitte à perdre la face ? M. Bonassoli est très embarrassé. « Je voulais vraiment dire que c'était du cinéma. Mais il s'est passé une chose très grave. Ils ont fermé toutes les portes, comme dans une prison. Alors, je n'ai rien dit, car j'étais très fâché ».

Ve pour ce courroux, lourd de conséquences ! Mais pourquoi cette révélation de la duperie, à Zurich un mois plus tard ? « Je vous ai dit que les appareils étaient défectueux. J'ai tenté d'effectuer des soudures électroniques très délicates sur des diodes, à Bruxelles. Malheureusement, je n'ai pas eu le temps de terminer les réparations. J'avais l'espoir que le procédé fonctionnerait au moins quelques minutes. Cela n'a pas été le cas ».

M. Bonassoli soutient qu'il avait tenté, la veille de l'expérimentation, de prévenir Philippe de Witte du non-fonctionnement probable des appareils. Le président de l'Union de banques suisses - et de la Fisalima - se serait refusé à l'écouter. Après, il était trop tard pour que le « malheureux inventeur » puisse se justifier. Les trucs qui lui ont été reprochés dans la conception même de ses appareils ? Il les nie en accusant d'incompétence ses dévoués. Ainsi se terminait dans le déclin, pour notre savant bergamasque, une aventure de trois ans, qui n'avait été riche que de promesses et de très coûteuses illusions. Rentré dépit à Bruxelles, les portes du manoir de Rivieren lui furent fermées. Impossible même de récupérer ses dossiers « scientifiques ».

Chères études

Il n'était pas dit, toutefois, que M. Bonassoli resterait payé d'ingratitude après tant d'efforts et de « géniales » manipulations. A Bruxelles, indique-t-il, sous les appareilles furent envoyés en quelques heures. Il avait eu le temps d'appréhender les deux camions français venus en prendre livraison et de relever le nom de la société parisienne destinataire du chargement : la Société commerciale d'exploitation et de gestion (Socomeg). Il prit plus tard contact avec elle et obtint, après une mystérieuse intervention, qu'elle mit à sa disposition, sans bourse déliée, une partie du matériel récupéré.

A l'appui de ses déclarations, M. Bonassoli nous montre une facture proforma de la Socomeg, en date du 30 juillet 1981. Elle

concerne un « lot de matériel électronique d'occasion avec accessoires et maintenance », d'une valeur de 700 000 F, comprenant notamment un télémètre électronique, une caméra de contrôle, plusieurs analyseurs d'images et de spectre, un microscope Nikon et « tous les périphériques adaptés à ce système ». « Prêtés par la France », résume M. Bonassoli. Par quel généreux mécène ? Il dit l'ignorer et affecte de considérer ce fait comme secondaire. M. de Villegas aurait-il interposé en sa faveur auprès de la Socomeg. « C'est bien possible... » Une condition était cependant mise au prêt : que le matériel soit installé à une distance maximale de 10 kilomètres de la frontière. D'où l'éléction de domicile de M. Bonassoli à Vitimille.

L'essentiel est qu'il a pu reprendre ses chères études dans un petit laboratoire installé au rez-de-chaussée de sa villa, où il nous entraîne plus tard. Après deux ans et demi de travaux, il touche d'ailleurs au but, puisque dans quelques jours, avant de rendre les appareils, il mettra un point final à la reconstitution d'un dossier de « deux mille à trois mille pages ». Son ambition : pouvoir faire un rapport devant l'Académie des sciences, à Paris, dans lequel il exposerait, « aux Français le principe de fonctionnement complet de son procédé ». Le dévoiler aujourd'hui serait encore prématuré.

Des noms à ne pas prononcer

Dans son laboratoire, une pièce d'une douzaine de mètres carrés, où l'on doit se faufiler entre les trois armoires d'un ordinateur et des tables de travail surchargées d'un outillage électronique, il nous montre pourtant le fameux capteur spécial qui équipait le système Omega : un tube conique qui contenait du néon et où l'on aperçoit un filament « servant à chauffer des oxydes libérant des électrons, eux-mêmes transformés en ions positifs ». Ses confidences se limitent à cette description saisi au vol. Il s'agit, nous assure-t-il, d'un principe très simple, qu'il a découvert « par hasard » en analysant un tube cathodique.

C'était il y a vingt ans, quand il travaillait dans les sociétés de télévision. Ce serait ce « hasard », en somme, qui lui aurait permis de bâtir sa carrière d'alchimiste, de subjuguer pendant trois ans nos jeunes scientifiques de Polytechnique et de Normale supérieure, de faire dépenser plus de 800 millions de francs à ELF-ERAP, et qui serait à la base d'une affaire d'Etat.

M. Bonassoli est un doux homme, en apparence. Il continue de rêver. Inutile de lui demander où sont passés les fonds d'ELF-ERAP. Il ouvre des yeux ronds quand on lui apprend ce qu'a coûté l'opération, lui qui a « tout inventé » et qui n'a même pas pu s'acheter un toit. Il n'y avait tout au plus, précise-t-il, dans le manoir de Rivieren, qui d'ailleurs « tombait en ruine », que deux ordinateurs et trois analyseurs d'images « et rien d'autre ». Ce renseignement rend plus inexplicable encore la destination de l'argent versé à la Fisalima, une société « inconnue » de M. Bonassoli.

Quant aux investisseurs du mystérieux consortium européen, l'« inventeur » italien les situe d'autant plus mal que M. de Villegas lui avait interdit de prononcer certains noms, parmi lesquels celui de M. Carlo Pescetti, puissant brasseur d'affaires, lui aussi de Bergame et lié à la Banque du Vatican. Magnanime, M. Bonassoli n'en veut à personne et se dit même redevable, moralement, à la France qui l'a aidé, « à laquelle il réservera en priorité ses prochaines révélations ». A défaut, l'Italie ne sera pas oubliée, avant de donner une troisième priorité « à l'Amérique ».

GUY PORTE.

Calendrier

La deuxième remarque vise l'actuel gouvernement. A l'évidence, le choix des moyens, pour révéler cette affaire, n'a pas été celui de la discrétion. A cet égard, la mise en scène dramatique, dirigée notamment contre M. Raymond Barre ? Cette thèse, développée par l'opposition, appelle plusieurs remarques.

La première, sans doute, est qu'il est paradoxal de reprocher en même temps au gouvernement d'une part d'avoir mis ce dossier sur la place publique, risquant ainsi de porter préjudice à l'image du groupe ELF, et d'autre part de ne l'avoir pas fait plus tôt, alors même qu'il n'avait, semble-t-il, pas en main tous les éléments lui permettant de juger du fond de l'affaire.

Il faudrait aussi, selon ce raisonnement, admettre que les responsables de l'affaire, au gouvernement de l'époque et à l'état-major d'ELF-ERAP, seraient absous de leurs fautes successives - légères, puis tentatives opiniâtres pour faire disparaître les traces de cette légèreté - simplement parce que le gouvernement actuel n'aurait pas révélé l'affaire quand il a appris son existence, mais seulement quand il a connu, au moins partiellement, son contenu.

M. MICHEL JOBERT : une révision générale s'impose

M. Michel Jobert dans sa Lettre mensuelle de janvier commente les vœux de M. Mitterrand qui indiquent : « Je ne promets rien que la poursuite sans faiblesse de l'effort de redressement national ».

L'ancien ministre écrit : « Quel chemin parcouru ! La conscience des réalités a enfin remplacé la politique idéologique ; l'humilité et la ténacité du gestionnaire ont supplanté lentement une faconde volontariste que l'Etat du pays rendait encore plus vaine. Hier, on voulait changer la vie, par des caprices imposés à l'économie. Les dirigeants ont - malgré les avertissements donnés - tardé à comprendre qu'ils se fourvoyaient, par une méconnaissance surprenante des ressources et des possibilités de la France. Optimistes sans justification, trop assurés faute de réflexion, les voilà aujourd'hui et pour de nombreux mois au pied de difficultés qu'ils ont à peine terminées de recenser. La poursuite sans faiblesse de l'effort de redressement ne suffit pas. Le président de la République ne peut nourrir pareille illusion. Cet effort tardif, donc précipité, lui a été imposé par l'urgence. Semaine après semaine, on en a vu les hésitations, les faiblesses, les erreurs, et quelques résultats limités et précaires ».

M. Jobert conclut : « Pour être un grand président, M. Mitterrand doit entreprendre cette révision générale, en y associant l'opposition, ce qui ne sera pas superflu. Sinon, il restera à la surface des choses, ne changera rien, comme son prédécesseur, M. Giscard d'Estaing. Comme pour celui-ci, l'événement sera tyrannique, et la France oubliera d'être compétitive et moderne ».

La dernière remarque a trait à cette logique fiscale, par rapport à ce fameux délai de dix-huit mois. M. Pierre Mauroy, dans sa conférence de presse du 2 janvier, puis M. Emmanuelli, dans son interview au Nouvel Observateur du 6 janvier, se sont expliqués sur ce point, découlant de l'Etat et expliqué que, mis au courant de l'existence d'anomalies dans la comptabilité d'ELF-ERAP en septembre 1982, après un banal contrôle fiscal mené pendant l'été, les pouvoirs publics avaient, cette date, déclenché le mécanisme qui devait aboutir en décembre 1983 à l'écèlement de l'affaire.

Vint alors la deuxième enquête fiscale, au cours de laquelle les responsables d'ELF-ERAP opposèrent le « secret défense » et firent connaître l'existence du rapport de la Cour des comptes. Puis il y eut, successivement, les recherches vaines pour

« Manifestation à Béziers contre le Front national. - A l'appel des partis de la majorité, de la C.G.T. et la C.F.D.T., de la Ligue des droits de l'homme et de plusieurs autres organisations, plusieurs centaines de personnes ont manifesté, jeudi, à Béziers (Hérault), pour protester contre la venue dans la région du président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, qui devait présider, vendredi soir 6 janvier, une réunion publique dans un domaine privé proche de Béziers ».

« Une délégation permanente pour les deux Pans ». Une « délégation permanente », composée de MM. Olivier Stirn, député (U.D.F.-rad.) de Calvados, François Douhin, secrétaire national et trésorier du M.R.G., qui est aussi l'un des directeurs de la région Renault, et Eric Laurent, journaliste à Radio-France, a été mise en place pour préparer la constitution de cette « école de pensée radicale » souhaitée par MM. Edgar Faure, sénateur (gauche dém.) du Doubs, et Maurice Faure, sénateur (gauche dém.) du Lot (17, boulevard Raspail, 75007 Paris, tél. 222-12-63).

JOCKEY-CLUB
240 bis, boulevard Saint-Germain
Métro : Bac. ☎ 548.28.77

SOLDE
CHEMISES
« Arrow »
260 F = 189 F
PANTALONS VELOURS
ET VESTES EN LAINE
rabais de
20 à 30%

SYDNEY DE SWANN

Canapé-lit 2 ou 3 places
couleur, se fait également
en canapé fixe.

CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
75011 PARIS ☎ M. Parmentier
TEL. 357.48.35

مكتبة الامم المتحدة

So
Pal
C
sa
le tourd

سؤال من الاميل

Le Monde

société

A Paris

UN COMMISSAIRE DE POLICE EST ÉCROUÉ POUR AVOIR PROTÉGÉ DES BOITES DE NUIT

Envoi à la préfecture de police de Paris : le commissaire de police des Champs-Élysées, et un « empereur de la nuit » parisien, faisaient équipe ! Menée par l'inspection générale des services (I.G.S.) - la « police des policiers » - une enquête a permis de confondre M. Rémy Leclair, cinquante-trois ans, commissaire divisionnaire du 3^e arrondissement, et Michel Ammel, un ancien banquier âgé de quarante-six ans, patron de plusieurs établissements nocturnes de la capitale. Ils ont été placés sous mandat de dépôt, jeudi 5 janvier, par M. Bruno Laroché, juge d'instruction à Paris, qui a inculpé le policier de corruption passive de fonctionnaire, et le financier de corruption active.

M. Leclair est accusé d'avoir touché plusieurs dizaines de milliers de francs de pots-de-vin de M. Ammel, pour la « protection » de luxueuses boîtes de nuit proches des Champs-Élysées. Les deux hommes avaient été présentés l'un à l'autre, il y a environ un an, par le propriétaire d'un établissement du 7^e arrondissement, secteur où M. Leclair était antérieurement affecté. Ce dernier demanda à l'un de ses subordonnés, le brigadier-chef André Le Bars, de se rendre avec ses hommes en civil, deux fois par nuit, à la discothèque Le garage, 41, rue de Washington, propriété de M. Ammel, et d'y exercer une mission de surveillance et de dissuasion à l'égard d'éventuels « loubards ».

En décembre 1983, M. Ammel glissa dans la poche du brigadier-chef un « petit cadeau », sous la forme d'une enveloppe contenant cinq mille francs. Mais, lassé de ces missions particulières, le destinataire le remit à la « police des policiers ». Interpellé le 4 janvier, M. Ammel a reconnu des dons fréquents à son ami commissaire. Avez semblables du commissaire Leclair : la comptabilité de M. Ammel prouve des versements d'un montant de trente mille francs pour le dernier trimestre 1983.

Le commissaire a été suspendu de ses fonctions. Son cas n'est pas sans précédent. Dans le même arrondissement, le commissaire divisionnaire Claude Pilon fut révoqué, le 21 novembre 1979, pour diverses activités immobilières troubles.

Simple fric-frac ou mission d'espionnage ? La trêve de fin d'année au Club 89, dit d'opposition, a été violée. C'est ce qu'a découvert au soir du 1^{er} janvier l'un de ses fidèles, venu y déposer un document. Un placard de bois vient d'être forcé au pied-de-biche. Ici, un carreau brisé, là une porte fracturée. Le coffre est entrouvert : il a été ouvert, mais sans effraction. Il contient toujours les fichiers des adhérents et même l'enveloppe de la caisse pour les dépenses courantes.

L'homme court au téléphone pour donner l'alerte. M. Michel Aurillac, président du Club 89, conseiller d'Etat et membre du comité central du R.P.R., est absent de son domicile. M. Maurice Robert, un des trois vice-présidents, ancien ambassadeur au Gabon, est dans sa maison de campagne. Au matin du 2 seulement, la police intervient, venue du commissariat de quartier, puis de la première section de la police judiciaire. Car l'affaire est, juge-t-on, « politique ».

Les premiers constats éliminent en effet l'hypothèse d'un fric-frac crapuleux. Magnétophone, machines à écrire, caisse, n'ont visiblement pas intéressé le ou les « visiteurs ». Mais les dossiers à sangle, les fichiers, ont tous été compulsés. La photocopieuse a même fonctionné. Pour quels documents précisément ? Nul ne le sait. Seul pour le moment M. Aurillac se plaint de la disparition des feuillets préparatoires à une réunion prévue sur la politique internationale.

Qu'est-on venu faire, entre le 30 décembre à 14 h 30 et le 1^{er} janvier à 21 h 30 ? A quelle heure et pour quel motif est liée cette opération que le club n'hésite pas à qualifier de « Watergate à la française » ? Mystère. « Les cambrioleurs acrobates » déclare un communiqué du Club, le 4 janvier, se sont introduits depuis un appartement voisin par une fenêtre mansardée. Suivent les divers constats. « Ces cambrioleurs d'un genre très

L'EFFRACTION AU CLUB 89

A qui profitera le « crime » ?

particulier ont pris soin de laisser des traces apparentes et grossières d'effraction, mais sans empreintes ».

Voilà bien le plus bizarre de la situation. Pas d'empreintes, mais des placards maladroitemment fracturés. Un coffre intact, mais ouvert. Ce dernier, un Sissl acheté il y a trois mois, dispose d'une combinaison complexe, connue de cinq permanents seulement. Vraisemblablement, dit-on au Club, « ils » disposaient de la combinaison.

Mille deux cents

adhérents

Pour qui ont bien pu agir ces spécialistes ? « Cherchez à qui profite le crime », lance un des permanents. Le Club 89 groupe depuis mai 1981 l'opposition venue du R.P.R., mais aussi de l'U.D.F., de Perspectives et Réalités et d'autres associations. 1 200 adhérents cotisant en moyenne 400 francs par an préparent une stratégie de gouvernement qui serait présentée à l'automne 1984. Sans plus attendre, certains partis de la majorité pourraient souhaiter en connaître les dessous. C'est une hypothèse.

Autre scénario : le pouvoir actuel pourrait s'intéresser aux fichiers du Club. Qui, dans la haute administration publique ou privée, participe aux travaux du Club ? Le savoir n'est pas sans valeur. Enfin, l'opération serait-elle le fait d'une officine spécialisée dans la vente et l'achat de secrets et fichiers ?

« Nous n'accusons personne », tient à souligner M. Aurillac. « Le Club a porté plainte, s'est constitué partie civile. Nous ne laisserons pas la prescription entraver la recherche de la vérité. Car nous sommes téus ».

L'opération visait-elle à discréditer le Club, ou, plus simplement, à percer ses secrets et, surtout, ses contacts ? Elle a en partie raté une de ses cibles. Le coffre ne contenait que les fichiers des adhérents les plus récents, en instance d'information. Les autres sont sur ordinateur. Celui-ci ne se trouve pas au 45 de l'avenue Montaigne. La liste des quelque cents très hauts cadres du pays adhérents est encore plus secrète. C'est ce que l'on assure au Club.

DANIELLE ROUARD.

BAISSE DU TABAGISME CHEZ LES 12-18 ANS

Au pays sans fumée

Les jeunes Français fument de moins en moins. Alors que 46 % des 12-18 ans déclaraient consommer du tabac en 1977, il n'en reste plus aujourd'hui que 32 %. Le Comité français d'éducation pour la santé, commanditaire du sondage qui révèle cette évolution (1) en juge les résultats « encourageants ».

La régression du tabagisme concerne toutes les classes d'âge correspondant à la scolarité de second degré, mais l'on fume toujours incomparablement plus en préparant le bac (un jeune sur deux parmi les 16-18 ans) qu'en entrant en sixième (15 % chez les 12-14 ans).

L'âge moyen de la première cigarette, qui n'a pas été étudié dans ce sondage, avait été fixé à 13 ans dans une étude réalisée en 1979 et n'a pas sensiblement évolué depuis lors. Cependant cette première expérience du tabac se révèle sans doute moins concluante qu'auparavant, puisque les 12-14 ans sont proportionnellement les plus nombreux à avoir abandonné le tabac durant les six dernières années.

Ces résultats assez spectaculaires sont à rapprocher des campagnes anti-tabac menées par les pouvoirs publics. « Sans tabac, prenons la vie à pleins pommons » fut le premier slogan lancé à l'assaut de la cigarette « cigarette » après la loi du 9 juillet 1976. Engagés dans une tâche ardue d'information médicale sur les dangers du tabac, les organismes spécialisés (2) cherchent

aussi à remettre en cause l'image valorisante du fumeur à l'aide de formules telles que « Une cigarette éteinte, c'est un peu de liberté gagnée ». L'Etat, qui détient le monopole de la vente du tabac, encourage ainsi paradoxalement des campagnes visant un produit dont il reconnaît l'abus dangereux. Depuis 1979, le Comité français d'éducation pour la santé (C.F.E.S.) intervient dans les campagnes anti-tabac en éditant un matériel pédagogique destiné en particulier aux élèves des cours moyens deuxième année (40 % des élèves touchés) et des classes de sixième et de cinquième des collèges. Chaque année, 500 000 enfants environ sont ainsi sensibilisés aux conséquences de l'abus des cigarettes.

Cette action est complétée, en 1984, par le lancement d'un concours réservé aux classes de sixième et de cinquième. Jusqu'au 30 avril, les élèves sont invités à imaginer « le pays où l'on ne fume pas », en enregistrant sketches, chansons ou reportages de leur cru sur bandes magnétiques. Une cassette reprenant les meilleures créations sera éditée par le C.F.E.S. et diffusée dans tous les collèges.

« Le pays sans fumée » n'est pas un thème choisi au hasard, puisque près des trois quarts des jeunes en rêvent : 72 % des fumeurs de 12 à 18 ans interrogés par l'Institut de démoscopie souhaiteraient en effet réduire ou stopper leur consommation de tabac. Comme leurs aînés, les collégiens et les lycéens semblent donc nombreux à vouloir « sortir » du tabac. Dans les cours de récréation les « comment t'as fait pour arrêter ? » seraient-ils en passe de concurrencer les « passe-moi un clop » ?

PHILIPPE BERNARD.

(1) Sondage de l'Institut français de démoscopie réalisé entre le 14 octobre et le 4 novembre 1983 auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 jeunes âgés de 12 à 18 ans.

(2) Comité national contre le tabagisme, Comité national contre les maladies respiratoires, Ligue nationale française contre le cancer, Fédération nationale de cardiologie et Comité français d'éducation pour la santé.

* Comité français d'éducation pour la santé, 9, rue Newton, 75116 Paris. Tél. 723-72-07.

Trois Français sur quatre se marient à l'église

Plus de trois Français sur quatre se marient pour la première fois optent pour un mariage religieux. Mais, si M. le maire voit de moins en moins de couples dans son bureau, M. le curé est encore plus mal loti que lui. C'est ce qui ressort d'une étude sur « les mariages catholiques en France » faite par l'Institut national d'études démographiques (INED) et publiée, en résumé, dans le bulletin mensuel Population et Sociétés de décembre 1983.

En comparant le chiffre global des unions civiles avec celui des unions religieuses, il apparaît

qu'en 1954, le rapport entre mariages religieux et mariages civils était de 79 %, chiffre qui est tombé à 64 % en 1980, soit une diminution de 14,5 points. Or, si on fait la même comparaison en faisant abstraction des mariages civils impliquant le divorce, les rapports s'élevaient à 88 % en 1954 et à 77 % en 1980, ce qui ne fait pas qu'une chute de 11 points. D'où cette précision de l'Institut : « Une part de la baisse du rapport de mariages catholiques aux mariages civils est due à la croissance concomitante du nombre de divorcés se remariant ».

La forte proportion de mariages religieux (plus de trois sur quatre des mariages n'impliquant pas un divorce) est d'autant plus significative que, depuis quelques années, l'Eglise catholique a renforcé les obligations et contraintes qui préparent la célébration religieuse du mariage. Etablissant une carte de France comparant les mariages civils aux mariages religieux, l'INED constate que le rapport le plus bas est de loin celui de Paris ; vient ensuite la Provence-Côte d'Azur. Les taux les plus élevés se situent en Normandie, dans les Pays de Loire et en Bretagne.

Soldes

Palais des Congrès
du jeudi 5 au
samedi 14 janvier

Le tour de Paris en 80 boutiques. Porte Maillot, parking 1500 places.

JUSTICE

LA RENTRÉE JUDICIAIRE

Place aux « magistrats » !

On parle peu de l'entrée en force des femmes dans la magistrature. C'est un tort, et à la cour d'appel de Paris, l'a noté judicieusement, jeudi 5 janvier, à l'occasion de l'audience solennelle de la Cour, devant le président du Sénat, M. Alain Poirier, le garde des sceaux, M. Robert Badinter, le premier président, M. Jean Vassogne, et le procureur général, M. Pierre Arpaillange. « En 1984, a-t-il dit, lorsqu'un justiciable vient s'exprimer devant son juge, c'est de plus en plus souvent devant une femme qu'il va comparaître, et nous nous rendons compte que ce sont les femmes qui vont désormais, dans une proportion considérable, donner l'image de la justice. »

C'est vrai à la base. M. Martzloff a précisé qu'environ 50 % des postes de juge, de juge d'instance, de juge des enfants et 26 % des postes de juge d'instruction sont pourvus par des femmes. Ce n'est pas faux pour ce qui concerne la hiérarchie. Dans une proportion de 37 %, « allant jusqu'à 43 % en région parisienne, elles occupent des postes de premier vice-président, de premier juge et de juge, au siège ou à l'instruction (...) ».

Elle sont donc là, et bien là, ces femmes dans la robe rouge ou noire selon leur titre. Et le justiciable attend de la femme qui est son juge, et parce qu'elle est une femme, qu'elle l'écoute d'une façon qui ne soit point méprisante, qu'elle lui parle simplement, qu'elle ait la patience de lui expliquer le problème de droit, qu'elle humanise le débat judiciaire par quelques remarques où se révèlent ses facultés d'intuition et de compréhension

de la vie... Voilà ce qu'attend le justiciable. Pourquoi pas ! Ou plutôt volontiers, dirait M. le conseiller. Mais, attention, a-t-elle ajouté : « Être juge et être femme, en 1984, ce n'est pas, si ce fut jamais, se distinguer de ses collègues masculins par l'émotivité, la fragilité ou la prétendue vocation à des postes de juge des enfants, c'est faire honneur à la justice, c'est exercer des fonctions d'autorité, affronter la violence, investir dans l'ambition. » C'est tout cela. A tel point que M. Martzloff s'est demandé en souriant : « Serait-ce alors un portrait d'homme que je suis en train de vous tracer ? »

En dissertant ainsi sur le thème « Être juge et être femme en 1984 », M. le conseiller avait le redoutable privilège d'inaugurer l'année judiciaire devant ses pairs. En tant que femme, elle était aussi le premier magistrat à assumer cet honneur.

Une heure auparavant, la Cour de cassation avait sacrifié au même rite. M. Pierre Vellieux, doyen des présidents de chambre, et M. Henri Charlier, procureur général, ont dressé un bilan assez sombre des activités de la Cour. Un nombre d'affaires toujours croissant, proliférant, engorgant notamment la chambre sociale. Ce cahier de doléances attend M. Simone Rozès, tout récemment nommée premier président de la Cour. Cette femme, désignée au plus haut poste qu'elle puisse offrir la magistrature, règle ses derniers dossiers d'avocat général à la Cour de justice des Communautés européennes en attendant d'être installée, le 8 février, dans ses nouvelles fonctions.

LAURENT GRELSAMER.

Admissions à l'Ecole nationale de la magistrature

PREMIER CONCOURS

M. et M. Thierry Verheyde, Jean-Pierre Laffitte, Thierry Lecoq, François Vassette, Charles Pinard, Francis Adam, Benoît Jollet, Gérard Joly, Franck Taïeb du Mortier, Philippe Delmotte, Claude Abanel, Eric Maillaud, François Martin, Philippe Coulanges, Yves Le Noan, Henri Genin, Annie De Fontaine, Colette Fort, Jean-Pierre Régis Lafargue, Jean-François Bohner, Bénédicte Vassallo, Corinne Sautour, Françoise Filloux, Eric Maurel, Béatrice Radas, Hugues Fournier, Catherine Le Gouvello de la Porte, Chantal Manion, Frédéric Paris, Laure Beccau, Marc Gouton, Franck Landou, Philippe Metoux, André Dutil, Laurent Rimeau, Isabelle Chillaud, Catherine Broadard, Jean Richard de la Tour, Corinne Fumier, Alain de Kermochon, Didier Blangereau, Catherine Matrat, Danièle Eochard, Eric Planchette, Anne-Marie Wolf, Isabelle Seurin, Martine Ros, Christine Guengard, Chantal Guilpart, Catherine Jacson, Michel Souvenier, Guy Pisana, Martine Mazars, Catherine Zagala, Xavier Bousaisier de Bernous, Bruno Sauton, Thierry Drack, Michel Sorey, Marie-Paule Desautels, Séverine Grignon-Dunouail, Elisabeth Le Cox, Pierre Sezeux, Paul Roubert, Catherine Clerc, Marie-Germaine Ordonneau, Pierre Lecoq, Michel Huyette, Pascale Dorion, Luc Leblanc, Bénédicte Pruvost, Françoise Gilly, Anne-Catherine Le Gall, Hélène Cazaux, Catherine Bournais, Françoise Kirry, Laurence Chastagnier, Sylvie Gérard, Pascal Bourge, Dominique Andrieux, Xavier Puel, Philippe Jean, Eric Ollat, Thierry Brunet, Lucile Laurier, Catherine Konstantinovich, Christine Fournel, Dominique Voglimacci-Stéphano, Anne Camus, Christian Lauque, Sylvie Leyrat, Isabelle Raimbaud, Paul Dubois, Marie-Pierre Gerber, Patrick Krief, François Bayle, Gérard Pons, Sylvie Blum, Nathalie Caravel, Sylvie Leroy, Albert Cantinot, Catherine-France Rechter, Isabelle Parmentier, Marie-Odile Fabre, Florence Clerc, Brigitte Pelletier, Michèle Verneau, Françoise Priot, Dominique Jehin, Hélène Giani, Anne Billow-Nubert, Anne Hissouet, Agnès Lalardrie, Marie-Christine Petit, James Juan, Corinne Ballan, Vincenzo Totaro, Dominique Dagouet, Nelly Polides, Christian Rothhut, Marie-Annick Prigent, Valérie Michel, Françoise Normant, Jacques Rousseau, Gilles Accomando, Isabelle Hubert, Nicole Pastale, Christine Kazzadar, Michèle Cusjerg, Isabelle Seynave, Georges Domergue, Christophe Rode, Marie-Antoinette Hoveyot, Isabelle Le Potier, Marie-Pierre Stines, Guillaume Roussel, Pascal Bouvier, Béatrice Claupeau, Pascal Bridley, Jean-Marc Defosse, Joëlle Marchetti, Caroline Benguigui, Jean-Michel Gentil, Ariane Raynaud, Isabelle Imbert, Virginie Renaud, Corinne Cheminat, Christine Lefebvre, Marie-Catherine Marchioni, Yves Benhamon, Anne-Marie Vollette, Isabelle Gaillard.

Sophie-Hélène Chateau, Michel Delfix, Sandra Viet, Pascale Koch, Chantal Menancier, Béatrice Thellier, Pierre Wagner, Thierry Jouve, Christian Bury, Anne Maquin, Marie-France Magnin, Olivier Poulet, Geneviève Sobacki, Florence Froissart, Yvan Aurial, Elisabeth Martin, Lucette Leblanc, Sabine Leblanc, Joëlle Ardouin, Frédérique Choveret, Anne-Véronique Bitar-Ghazem, Véronique Lebreton, Catherine Alexandre, Marguerite Lebras, Catherine Robert, Nathalie Mosnino, Françoise Pietri, Rozenn Le Goff, Pierre Fillard, Catherine Leroi, Françoise Bales, Sylvie Fournier, Michèle, Eric Luyssens-Castanet, Michèle Salvan, Hervé Lhomme, Vincent Pelletier, Marie-Christine Breda, Elisabeth Fabry, Patrick Lecomier, Christina Milon, Sandra Orus, Dominique Hayot, Françoise Lotroicq, Anne-Marie Labey, Sylvie Tournon.

SECOND CONCOURS

M. et M. Jean Chomienne, Bruno Debois, Monique Maumus, Gilbert Flann, Jean-Claude Vauvrière, Denis Sales, Patrick Arthur de la Villarmois, Yves Picot, Jean-Luc Quinon, André-Noël Seigneuret, Thierry Jean-Pierre, Emmanuel Boret, Philippe Clody, Anne Leconte, Gérard Comand, Patrick Mandroyan, Jean-Louis Mons, Marie-Thérèse Poissonnier, Françoise Dufour, Michel Autem, Marie-Thérèse Rix, Annie Ledoux, Arielle Baillet, Philippe Lecomte, Jean-Claude Clément, Pierre Goudard, Patrick Lewden, Daniel Margherit, Sylvie Lagarde, Catherine Wypart, Jacqueline Chambord, Marie-Lucie Divialle.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Le président débouté

Les cordonniers sont toujours les plus mal chaussés. M. Pierre Esquivin, président du tribunal de grande instance de Troyes, vient d'éprouver l'adage. Il a perdu, jeudi 5 janvier, devant la 17^e chambre du tribunal de Paris, un singulier procès en diffamation pour avoir mal rédigé - en dépit de sa qualité et de son juridisme supposé - une assignation contre le mari d'une de ses collègues qui l'avait dénoncé auprès de M. Yves Roudy, ministre des Droits de la femme, comme un homme « particulièrement grossier », en d'autres termes sexistes, comme on ne devrait plus en connaître.

Quelle histoire ! Le palais de justice de la capitale champenoise n'a pas fini d'en être agité. M. Pierre Esquivin, dans sa soixantième année florissante, est un homme de belle prestance, avec sa haute taille et sa moustache à la Maupassant. On ne s'ennuie pas, paraît-il, à ses audiences où il a le sens de la répartie et de ces bons mots à l'ancienne qui font les tribunaux comiques d'autant. C'est justement une de ces réparties, à une audience correctionnelle du 1^{er} mars 1983, qui fut à l'origine de l'affaire.

Ce jour-là, M. Esquivin avait à juger, par défaut, l'auteur d'un attentat à la pudeur, âgé de vingt-sept ans, dont la victime avait été une dame de soixante-cinq ans. « Eh bien ! avait dit alors M. Esquivin, vous voyez, il ne faut jamais désespérer. » Le journal local releva les propos dans son compte rendu.

Or quatre mois plus tard, le 16 juin 1983, M. Johnny Bowrie, guitariste de son état, mais surtout époux d'une collègue de M. Esquivin, vice-présidente au tribunal de Troyes, adressa ce compte rendu à M. Roudy. Il l'accompagnait d'une lettre dans laquelle il présentait M. le président comme « un homme particulièrement grossier et indélicat envers les femmes-magistrats de son tribunal (...) ». Un grossier personnage qui méprise la femme. Il concluait : « Pouvez-vous informer le ministre de la justice de la morale douteuse et honteuse de M. Esquivin ? »

Réputation

Ainsi fut fait. De la place Vendôme, la fameuse lettre devait aboutir au premier président de la cour d'appel de Reims, dans le ressort de laquelle se trouve le tribunal de Troyes et où M. Esquivin, convoqué, découvrit soudain ce coup sournois. Il répliqua aussitôt par une citation assignant, devant le tribunal de Paris, M. Bowrie pour diffamation publique.

C'est que M. Esquivin refuse hautement le portrait tracé de lui, certes, il a bien dit à la vieille dame : « Il ne faut jamais désespérer », mais ce n'était là qu'une amabilité, une galanterie, une façon de dire, qu'en dépit de son âge, cette personne - pouvait encore allumer des passions. Quant à cette réputation de magistrat frioleur qu'on voudrait lui faire, il la rejette de la même manière. A Troyes, dit-il, les collègues femmes qu'il a interrogées ne le tiennent pas du tout pour un homme grossier ou incorrect.

Alors, quelle mouche a bien pu piquer M. Bowrie ? Sa femme n'aurait-

elle pas été satisfaite des notes données par son président ? M. Esquivin suppose. Comme suppose, après lui, à la recherche des mobiles, son avocat, le bâtonnier Claude Lussan, qui demande condamnation au franc symbolique de dommages et intérêts.

Malheureusement, les choses ne sont pas aussi simples. La loi sur la presse, qui réprime la diffamation, est un texte truffé d'embûches. La diffamation suppose en effet l'imputation d'un fait précis. Or, si bien lire la lettre incriminée, les appréciations portées sur M. Esquivin ne visent pas des faits suffisamment précis. C'est ce que fit valoir le substitut, M. Jean Martin. C'est ce que répéta M. Christine Courty, avocate de M. Bowrie. Pour finir, c'est ce que jugea le tribunal, présidé par M. Emile Cabit, qui a relaxé M. Bowrie et a débouté, en le condamnant aux dépens, M. Esquivin. Un M. Esquivin visiblement fâché de constater que, décidément, on ne pouvait guère compter sur la famille judiciaire.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

ÉDUCATION

A PROPOS DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

La FEN menace de s'opposer à la décentralisation du système éducatif

Dans une lettre datée du 9 décembre et publiée par la Croix du 6 janvier, M. Jacques Pommat, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), menaçait le premier ministre d'un conflit majeur si le gouvernement ne mettait pas fin au dualisme entre l'enseignement privé et l'enseignement public. Ce texte avait, à l'évidence, pour objet d'accroître la pression du camp laïque au moment où le ministre de l'éducation nationale mettrait la dernière main à ses propositions pour rapprocher l'enseignement privé de l'enseignement public. Ces propositions ayant été officiellement, le 21 décembre, les propos de M. Pommat présentèrent seulement un intérêt anecdotique, s'il ne laissent apparaître la tactique de la FEN : pas d'école unique, pas de décentralisation.

« Je tiens à mettre dès maintenant en garde le gouvernement de manière très ferme, écrit-il. Jamais la Fédération de l'éducation nationale n'acceptera que soit laissée une autonomie aux établissements, no-

DÉFENSE

« Il faut examiner de près l'exacte utilité du service militaire » déclare M. Mitterrand aux chefs d'état-major

A l'occasion de la traditionnelle cérémonie des vœux des armées à l'Élysée, le président de la République, chef des armées, a demandé, en 1984, aux chefs d'état-major français d'examiner de près l'exacte utilité du service militaire.

Dans son discours, que le ministre de la défense a rendu public, jeudi 5 janvier, M. François Mitterrand a déclaré à l'intention des chefs d'état-major présents : « Il faudra que nous examinons de près l'exacte utilité du service militaire, il faudra que l'on sache exactement en quoi il correspond à une instruction nécessaire et aux besoins du pays. »

Cette réflexion est généralement interprétée comme une volonté du président de la République de profiter du passage, sous les drapeaux, des appelés du contingent - à l'occasion, notamment, du service long pour des volontaires - pour les sensibiliser à certaines techniques nouvelles ou formations professionnelles, comme ce fut le cas précédemment pour l'informatique et la protection civile des populations.

D'autre part, M. Mitterrand, parlant de la nécessité pour la France de disposer d'un budget de la défense conforme à la réalité économique, a convenu que tout choix, en matière d'armement, représente des sacrifices regrettables.

« Nous ne faisons pas tout ce que nous aimerions faire, a ajouté le chef de l'État. Si telle ou telle arme, ou si l'intérieur des armées tel ou tel secteur, se trouve embarrassé, inquiet même pour son avenir, il faut se rendre compte que cela résulte d'une réflexion consciente sur les sacrifices demandés, sur le sentiment d'injustice que cela peut parfois susciter (...) ». Il reste que ces choix, et donc ces sacrifices peuvent être déterminés de façon telle que nous puissions ménager les chances, pour un avenir proche, de reprendre grâce à l'activité économique du pays et à la domination des effets de crise, une marche vers un effort d'armement mieux équilibré. 1984 ne nous permettra pas de répondre favorablement à tout ce qui serait nécessaire, mais nous sommes là dans un domaine qui exige le temps. »

SPORTS

AUTOMOBILISME

Le rallye Paris-Alger-Dakar

ICKX ET BRASSEUR CASSENT RÉPARÉ ET REPARTENT

L'équipage Larigue-Djoudi (Lada), dans la catégorie auto, et le pilote Serge Brasseur (Yamaha), dans la catégorie moto, ont gagné le 5 janvier la deuxième épreuve spéciale Dakar depuis dans les gorges d'Arak (sud de l'Algérie) sur 202 km au cours de la quatrième étape. Le Salah-Tamanasset (666 km) du rallye Paris-Alger-Dakar.

Après le succès de cette étape, l'équipage Ickx-Brasseur (Porsche), qui avait gagné le rallye en 1983, a connu un grave problème d'allumage. Après avoir annoncé leur abandon, le pilote belge et le coéquipier français ont néanmoins réussi à réparer la panne pour atteindre, le terme de l'étape avec un retard de plusieurs heures mais dans les délais fixés par les organisateurs.

Pour n'avoir pas respecté ces règles, le spationaute Jean-Loup Chrétien n'avait pas pu, pour sa part, prendre le départ de la deuxième étape Alger-El Golea.

Deux camions, sept motards et vingt-deux voitures sont hors course. Le rallye est actuellement mené au classement général par l'équipage Gabreau-Gabbay (Range Rover) dans la catégorie auto et par le pilote Jacky Vinmond (Yamaha) dans la catégorie moto.

« Record d'Europe de 1500 m nage libre féminin. - L'Allemande de l'Est Astrid Strauss, âgée de quinze ans, a amélioré de 14 s 34 le record d'Europe du 1500 m nage libre détenu par sa compatriote Ines Diers, en couvrant la distance en 16 mn 13 s 55, le 5 janvier, au cours de la réunion internationale d'Austin (Texas). A Dijon, la Française Fabienne Guil a amélioré de 2 s 63 le record national de cette spécialité, que détenait Laurence Benissoum, en réalisant 16 mn 54 s 59. »

« Nathalie Herremans à Nashville (Tennessee). - Cinquante-jouneuse française, Nathalie Herremans a passé, le 5 janvier, le deuxième tour du tournoi de Nashville, en battant l'Américaine Mary Lou Piatek (6-1, 6-2).

EN BREF

Les policiers de Nantes en colère

Après la mort de Gilles Rio, trente-quatre ans, brigadier de police tué pendant la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 janvier à Nantes par un repris de justice - arrêté le lendemain matin - l'émotion reste très vive dans les rangs de la police locale. A l'appel du Syndicat national des policiers en tenue (S.N.P.T.), affilié à la FASP), une centaine de policiers ont déposé, jeudi, une gerbe sur les lieux de la fusillade. La plupart des organisations syndicales policières ont réagi par des communications, mais c'est surtout la réaction de M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, député (R.P.R.) du Maine-et-Loire, qui retient l'attention : « Je persiste à penser que la peine de mort était la seule sanction qu'un certain nombre de truands de cette espèce redoutent. Maintenant, ces malfaiteurs n'ont plus rien à redouter. » Neuf policiers ou gendarmes ont été tués en service en 1983. Le brigadier Gilles Rio est le premier de l'année 1984.

M. Gilles Rio a été cité le même jour à l'Ordre de la Nation par le premier ministre.

« Arrestation des ravisseurs des Bulgari. - Les policiers italiens ont arrêté, le 4 janvier, cinq des ravisseurs d'Anna Bulgari et de son fils Giorgio, enlevés le 19 novembre 1983 à Rome. Il s'agit de Francesco Pili, trente ans, de son frère Giovanni, trente-neuf ans, de Mario Obinu, cinquante-deux ans, et de Giuseppe Stridi, quarante-six ans, tous d'origine sarde. Deux autres complices détenant la raison d'ont pas été retrouvés.

La police italienne avait localisé l'endroit - une cabane dans une forêt de 300 hectares non loin de Rome - où M. Bulgari et son fils étaient retenus. Les enquêteurs étaient sur le point d'intervenir quand les ravisseurs ont envoyé à la famille Bulgari l'oreille coupée de Giorgio. L'intervention avait été alors annulée pour ne pas mettre en péril la vie des otages. - (A.F.P.). »

Naissance de quadruplés-éprouvettes en Australie

Une femme de trente et un ans a mis au monde par césarienne quatre garçons à Melbourne (Australie), à la suite d'une fécondation en éprouvette. Les nouveaux-nés, extraits deux semaines avant terme, ont atteint le poids remarquable de 2 kg (1,775 pour l'un d'eux).

L'intervention a été conduite au Royal Hospital for Women, dont les médecins détiennent la plus grande statistique mondiale de fécondation in vitro et qui avait déjà vu, en juin dernier, la naissance de « triplés-éprouvette ». En effet, et pour accroître les chances de réussite des implantations après fécondation in vitro, les équipes australiennes, qu'anime le docteur A. Spiers, procèdent systématiquement au placement dans la matrice de plusieurs embryons.

Faites des étincelles en anglais!

COURS TRIMESTRIELS le 2 janvier 1984 INSCRIPTION IMMEDIATE

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE 20 passage Dauphine 75008 Paris - Tél. 325.41.37

UNE ANNÉE SCOLAIRE AUX USA

Étudiez dans une HIGH SCHOOL Américaine en 1984-1985

Si vous êtes né(e) entre le 1^{er} juin 1966 et le 31 décembre 1969 vous pouvez vous inscrire pour une année de scolarité dans une HIGH SCHOOL par l'intermédiaire de l'American International Student Exchange (A.I.S.E.), une association qui n'a pas de but lucratif dont le siège social est en Californie.

100 étudiants français seulement seront acceptés dans ce programme.

Vous pouvez vous procurer notre brochure en téléphonant au 01/43.65.19 Ou en envoyant le coupon ci-contre à SFS/IFP, 99 av. Maréchal Juin, 06040 CANNES

Envoyez ce coupon à : A.I.S.E. 1001 N. 1st St. Suite 100, San Francisco, CA 94103, U.S.A.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explications en français. Documentation gratuite : ÉDITIONS DES LÉVELS 8800, 8, rue de Berni - 75008 Paris

Aux Trois Quartiers on fête le BLANC 84

Des exemples :

En 65% polyester, 35% coton, fond blanc pois roses ou bleus

La NUIT longue 95

Le DESHABILLE croisé 170

DOUILLETTE courte 220

Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

مقدون الاصل

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

DANS LA POUDREUSE DU GRAND MASSIF

Samoëns-Flaine : l'ancien et les modernes

La neige à prix coûtant

LES «fondeurs» paieront. Les adeptes du ski de fond sont, en effet, invités, avec de plus en plus d'empressement, à participer à l'entretien des pistes en achetant des cartes de «libre circulation» dont le prix a été fixé à 50 F.

Cette carte, disponible en Savoie, Haute-Savoie, Isère, Drôme et Doubs, serait également proposée, à la fin de cette année, aux skieurs du Jura, de l'Ardèche et des Hautes-Alpes. Lancée au cours de la saison dernière par l'Isère et la Drôme, elle ne coûtait alors que 30 F. Elle était facultative. Elle le reste. Mais la loi «montagne» qui viendra en discussion au Parlement donnerait aux maires la possibilité de percevoir des recettes pour «service rendu». Le ski de fond «à péage» serait alors créé.

Il est vrai qu'avec le développement de ce sport (150 000 «fondeurs» et 9000 kilomètres de pistes), les stations, bien souvent des petites communes de moyenne altitude, se sont équipées - et endettées - pour accueillir les «flânes» des randonnées dans la neige. Il a fallu acheter des engins de chantier (400 000 à 700 000 F), créer des parcs de stationnement et améliorer l'accueil. A lui seul, l'entretien des pistes coûte 3000 à 5000 F le kilomètre. Les subventions allouées par les conseils généraux demeurent insuffisantes. Bref, selon les élus locaux, la participation des usagers est désormais nécessaire si l'on veut conserver un bon domaine skiable.

Malgré l'évolution du coût de cette carte, les communes ne s'en font pas. Son prix, en effet, est passé en un an de 30 F à 50 F (voire 55 F en Haute-Savoie). Il est prévu de le porter à 60 F au début de la saison prochaine. La direction de la concurrence et de la consommation s'inquiète de «ces dérapages des prix dans le secteur associatif» alors que ceux de l'hôtellerie sont bloqués.

Les skieurs devront également mettre la main au porte-monnaie pour financer un matériel, les skis aux stations de sports d'hiver de la Tarentaise. A la suite d'un accord intervenu récemment entre le ministère des transports et le conseil général de Savoie, il est prévu de lancer d'importants travaux routiers dans cette région. L'Etat et les collectivités locales participent aux dépenses occasionnées par ces opérations de «décongestionnement». Mais il sera également fait appel à une contribution financière des sociétés de remontées mécaniques. Résultat : il faudra donner quelques sous de plus pour gagner les cimes. «Décongestionnement», estime M. Jean Sivadère, secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports. «Un skieur sur deux utilise le train pour se rendre en Tarentaise», nous écrit M. Sivadère qui précise : «Cette vallée se trouve aujourd'hui, grâce à la mise en service du T.G.V., à moins de cinq heures de Paris et la SNCF a augmenté, cet hiver, sa capacité de transport de 50 %... sans embouteillages.» Il conclut : «On s'écrit que le gouvernement ait accepté un mode de financement aussi injuste et aussi contraignant à sa loi d'orientation sur les transports.»

JEAN PERRIN.

Parties chacune à la conquête des pentes qui les surplombent, les stations de Flaine, de Samoëns, de Carroz d'Arèches et de Morillon ont, en 1981, leurs domaines pour former ensemble le Grand Massif, l'un des complexes de ski les plus originaux et les plus prestigieux des Alpes françaises.

Deux cent cinquante kilomètres de pistes, soixante-cinq remontées mécaniques, une capacité d'hébergement de trente mille lits : au fil des ans, les petits villages savoyards du massif Arve-Giffre sont devenus de puissantes stations de sports d'hiver.

Rien ne prédisposait vraiment Samoëns à se transformer en un village de skieurs. A 720 mètres d'altitude, les vallées sont ici en parfaite harmonie avec le paysage doucement vallonné et agréablement boisé. Quant aux habitants de la commune, ils s'étaient, au cours des siècles, forgé une réputation de constructeurs chevronnés. Les Fraillans, compagnons tailleurs de pierre, érigèrent chaque printemps de leur Savoie natale pour participer à la réalisation des châteaux de Saint-Quentin, de ceux du Rhin ou de la cathédrale de Vézelay. A l'exception d'un seul, les tailleurs de pierre de Samoëns ont disparu après avoir légué aux descendants des monuments remarquables de leur art. Samoëns est l'un des plus beaux villages savoyards avec ses robustes bâtisses qui s'organisent autour de la place du Gros Tillen planté en 1431.

Site classé

Grâce à sa double vocation de station hivernale et estivale, Samoëns est ainsi devenue la plus importante station du Grand Massif, avec douze mille lits, sans toutefois perdre la moindre parcelle de son charme. On y pratique un après-ski de qualité dans les petites commerces et les bars disséminés dans les rues du vieux village savoyard. Samoëns n'a toutefois pas résisté à la tentation de créer sur le plateau de Saix, à 1 300 mètres d'altitude, des immeubles chalets afin de permettre aux skieurs d'être, plus facilement, les pieds dans la neige. Mais en prenant de l'altitude, ceux-ci doivent savoir qu'ils laissent dans le bas de la vallée beaucoup du charme de Samoëns.

Plus haut, de l'autre côté de la montagne, à 1 600 mètres d'altitude, surgit dans un très vaste désert blanc, installée au-dessus de la limite de la forêt, la station de Flaine. Site classé pour ses caractéristiques géologiques et, peut-être un jour, pour son architecture, Flaine contribue aujourd'hui à la réputation mondiale du grand constructeur américain décollé en 1981 Marcel Breuer, appelé par le promoteur de Flaine, Eric Boissonnas, à réaliser, dans ce lieu étonnant, une station de sports d'hiver unique en son genre.

A Flaine, l'art et le sport sont indissociablement réunis pour proposer aux visiteurs un séjour peu ordinaire. Il n'est pas possible de rester indifférent à l'organisation minutieuse et toujours soignée de cette station, conçue avec talent par un promoteur-mécanicien, de surcroît polytechnicien et artiste, qui a pu, en dépit des multiples difficultés rencontrées au cours des quinze dernières années, maintenir son exigence par rapport à Flaine une œuvre d'art. L'ensemble de la station est imprégné de cette conception élitiste.

ECHANGE CHALET (5 lits) dans la région de l'Emmental (Berne) contre logement équivalent en Normandie/Bretagne pour trois semaines 1984. S'adresser à F. Geiser, Optingenstrasse 4, CH-3013 Bern.

Ainsi des façades des immeubles, constituées de pans obliques qui se rejoignent comme ceux d'un diamant taillé et sur lesquels jouent l'ombre et la lumière au fil des heures, aux simples corbeilles à papiers de la station, tout, ici, a été dessiné avec goût.

Rejetant le bois comme matériau de construction, ce qui aurait conduit l'architecte à édifier des chalets «à la suisse ou à l'autrichienne», Marcel Breuer a préféré, pour mieux fondre ses immeubles dans le rocher et la neige, avoir recours au béton laissé brut après son décoffrage, ce qui donne à cette cité des neiges l'apparence de l'austérité et de la rigueur.

Le développement rapide et désordonné du village de Carroz d'Arèches, station familiale,

contraste avec l'ordonnement remarquable de Flaine. Sur ce petit plateau qui domine la vallée de l'Arve, le meilleur et le pire cohabitent, preuve de l'absence d'un projet d'ensemble et résultat d'initiatives individuelles jamais coordonnées. On ne retrouve ici ni le charme vieillot et rural de Samoëns, ni le modernisme parfois provocant de Flaine.

La station de Carroz d'Arèches est devenue un village banal voué essentiellement à la pratique du ski et qui ne retient ni l'âme ni l'œil de ses hôtes. Dommage pour la montagne.

UN PROMOTEUR ESTHÈTE

Pour l'amour de l'art

FLAINE semble avoir été conçue autant pour l'art que pour le ski. Seule station de Haute-Savoie réalisée dans un site vierge, Flaine est ainsi le reflet des conceptions promues, au début des années 70, par les aménageurs de la montagne française : immeubles disposés en front de neige, regroupés devant la «montagne» de la montagne, remontées mécaniques installées à la porte des habitations et circulation interdite aux voitures.

Le «souffle» moderne qui traverse en permanence Flaine porte la marque du promoteur de la station, Eric Boissonnas et de son épouse. Ils ont voulu que l'art soit partout présent dans l'univers blanc de leur cité des neiges, dessinée par l'architecte américain Marcel Breuer. Des œuvres de Vasarely, Topor, Nesjé... ornent ainsi les immeubles de la station qui portent des noms d'astres : Bételgeuse, Aldebaran, Véga, Capella... Même recherche pour désigner les pistes de ski qui se nomment Faust, Méphisto, Tourmaline, Gédéon, Walpurgis, Syx.

A l'intérieur de la station, Sonia Delaunay a dessiné et orné la vaisselle de l'hôtel le Totem, nom d'une œuvre de Picasso représentant une tête de femme vue sous différents angles, et que l'artiste, peu avant sa mort,

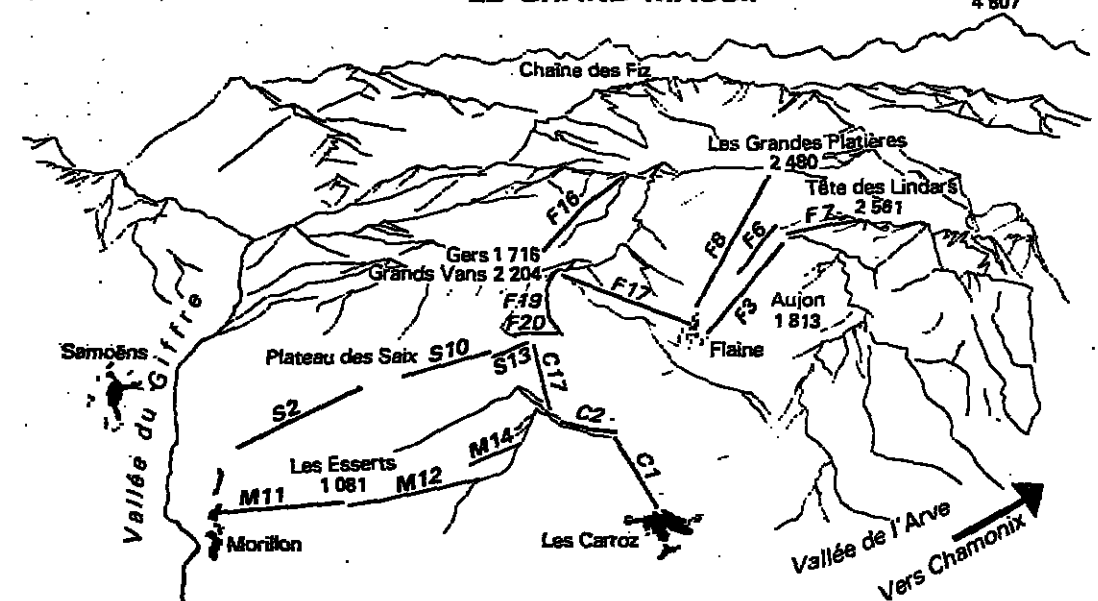
avait accepté de voir figurer au cœur de la station haut-savoyarde. Haute de 12 mètres, elle prendra place, dans quelques mois, à Flaine-Forum.

Pour Eric Boissonnas, «l'harmonie et le plaisir des yeux ne doivent être nulle part sacrifiés» dans sa station. Ici, tout a été pensé, organisé, installé pour susciter chez les skieurs une émotion artistique. Ceux-ci posent donc leurs yeux sur la reproduction d'un tableau accroché au mur de leur studio, ou ils vont découvrir, au Centre d'art de Flaine, la peinture d'Hervé de Rosa et les œuvres du Hongrois Simon Hantai, exposées cet hiver.

Flaine pourrait également construire prochainement un auditorium de 550 places pour plonger la station et ses hôtes dans un bain permanent de musique. Enfin, dernier projet imaginé par le promoteur : la création d'une forêt par le peintre-sculpteur Jean Dubuffet. Dans ce site peu bâti, cette forêt viendrait rappeler aux skieurs que si les sapins renouent généralement, dans les Alpes, à investir les pentes situées au-dessus de 1 600 ou 1 800 mètres, l'art peut, en revanche, conquérir tous les espaces, même les plus stériles.

C. F.

LE GRAND MASSIF



Quant à la quatrième station du Grand Massif, Morillon, elle rappelle un peu ce qu'était Carroz... il y a trente ou quarante ans. «Blotti à 4 kilomètres seulement en aval de Samoëns, le petit village de trois cents habitants n'a pas succombé - pas encore - à l'attrait, trop souvent dévastateur pour l'environnement, du tourisme hivernal. Ici, aucune trace de bouillie immobilière mais quelques modestes cafés-hôtels-restaurants où l'on déguste, en toute simplicité, la spécialité locale : la soupe châtaine.

viertes que l'on atteint après avoir poussé pendant quelques minutes sur ses bâtons, tel le Désert-de-Platé. Quant au domaine de Gers, où ne pénètre jamais aucun engin de montagne, il permet aux skieurs du Grand Massif de «brasser», pendant tout l'hiver, de la neige vierge et de pratiquer, ici, le ski le plus sauvage du Grand Massif. Le franchissement d'une combe ou d'une petite montagne à l'aide d'un téléski ou d'un télésiège permet très vite de retrouver les pistes damées et balisées des stations, et le dédale des pentes indiquant la nature des descentes empruntées : bleues, vertes, rouges ou noires.

Jouer à saute-vallée, découvrir au bout d'une piste des stations aussi différentes que Samoëns, Flaine ou Morillon, disposer d'un potentiel de plusieurs centaines de kilomètres de pistes et d'une immense réserve d'espaces encore vierges de tout équipement, telle est la richesse d'un paysage blanc : le Grand Massif.

CLAUDE FRANCILLON.

* FLAINE - 1 600/2 500 m. 7 500 lits, 29 remontées mécaniques, 110 moniteurs. Office du tourisme, tél. : (50) 90-80-01.

* SAMOËNS - 720/2 280 m. 12 000 lits, 16 remontées, 50 moniteurs. Office du tourisme (avec Morillon) : (50) 34-40-28.

* LES CARROZ D'ARACHES - 1 140/2 280 m. 11 500 lits, 18 remontées, 50 moniteurs. Office du tourisme : (50) 90-00-04. Pour les remontées mécaniques il existe un forfait commun à toutes les stations (250 km de pistes). Adultes : 89 F pour une journée. Enfants : 70 F.

A Paris, on peut se renseigner à la MAISON DE SAVOIE, 16, bd Haussmann, 75009. Tél. : 523-05-50.

« Derrière le Paris-Dakar... l'Autre Désert ! »

AVENTURE ET ABSOLU

autrement

désert

EN LIBRAIRIE autrement

Réouverture de l'hôtel entièrement rénové

FORFAIT SOLEIL A CANNES

7 jours/6 nuits en 1/2 pension 2.100 F S.C.

par personne en ch. double supplément chambre individuelle 750 F S.C.

offre valable du 21/1 au 20/4/84

Hôtel Martinez

Renseignements et réservations (01) 68.81.91 73 la Croisette - 06400 Cannes Cedex 4 Paris - Tél. : (1) 756.12.25

MAROC

*2880 F

Le séjour d'une semaine à l'Hôtel Chems de Marrakech. Une semaine ou, Chems, c'est une semaine inoubliable, dans un hôtel 4 étoiles, à quelques pas de la grandiose Koutoubia et de la place Djemaa el Fna. Une semaine au cœur de Marrakech, la perle du Sud. 1 semaine en demi-pension du 7 janvier au 3 février 1984 au départ de Paris et Lyon sur vols spéciaux REPUBLIQUE TOURS. Du 4 février au 30 mars : 3210 F.

REPUBLIQUE TOURS

1, avenue de la République 75011 PARIS Tél. : (1) 355.39.30

0 F

Le séjour d'une semaine à l'Hôtel Chems de Marrakech. Vous avez bien lu : zéro franc. Pour bénéficier de cette offre, participez à notre jeu «Gagnez le Maroc». Ce jeu gratuit est organisé du 6 janvier au 18 février 1984 par REPUBLIQUE TOURS, avec la participation de l'Office National Marocain du Tourisme. Rendez-vous chez votre Agent de voyages, avant le 18 février, pour gagner le Maroc avec REPUBLIQUE TOURS.

Licence A 504 22, rue Grégoire 69002 LYON Tél. : (7) 837.72.38

CUISINES ÉTRANGÈRES

L'exotisme au supermarché

ALLEZ donc rêver d'exotisme quand le kiwi pousse du côté de la Dordogne et que le chocolat suisse est fabriqué chez nous sous licence... C'est vrai, l'exotisme n'est plus ce qu'il était. Il est là autour de nous, presque ordinaire, puisque les supermarchés, eux-mêmes, se le sont approprié et nous proposent toutes sortes de produits étranges et étrangers...

Voilà trois ou quatre ans, le taboulé prêt à servir faisait une apparition spectaculaire. Hélas, lancée cette petite merveille de fraîcheur que quelques initiés seulement savaient alors préparer. Un plat d'une autre terre dont on situait l'origine quelque part entre le Liban... et l'Afrique! Tour

auréolé de secret, il permettait aux maîtres de maison d'étonner leur monde.

Les temps ont changé. Tout le monde reconnaît ce plat de bié concassé macéré dans le citron sa source moyen-orientale, et possède, dans sa réserve d'épicerie, la boîte miracle. Une heure au réfrigérateur, et le voilà sur la table.

Voyages, information, nécessité de repas rapides, autant de raisons qui poussent commerçants et clients vers des produits nouveaux et faciles à préparer. Les supermarchés, victimes des désirs du plus grand nombre, ne pouvaient rester indifférents à cette évolution. Dans les grandes villes, tous - quelle que soit leur taille ou leur localisation - s'offrent une part d'exotisme, évocatrice ou totalement banalisée, suivant sa place et son importance dans le magasin.

Des fruits et des légumes

Si nos grand-mères ont raconté leur première orange (quel cadeau de Noël extraordinaire!), Saint-Simon, le chocolat espagnol de Louis XIV, nous, nous remplissons notre panier d'ananas, d'avocats, de citrons verts et de kiwis. Selon les statistiques d'une marque israélienne, nous avons ainsi consommé, pour la saison 1982-1983, c'est-à-dire d'octobre à mai, quelque cent millions d'avocats!

Les habitués d'un Suma du quatorzième arrondissement ont l'odorat formé à la goyave fraîche. Plus mûr est ce fruit et plus l'odeur vous prend à la gorge. Les plus téméraires ont passé outre, pour découvrir, parait-il, un fruit délicieux. Tout comme le kiwi, petite souris brune qui semble pourtant bien acide la première fois. Mais on nous a tant vanté ses vertus hypervitaminiques.

La papaye a également ses fervents, mais personne n'a encore constaté une augmentation de la vente depuis que circule la rumeur selon laquelle elle serait excellente pour soigner les sciaticues! A noter que, si kiwis, goyaves, papayes et fruits de la Passion ne sont pas toujours présents à l'étalage, on est sûr de les trouver au rayon des sorbets.

Et le soja? Encore un phénomène! On le voit figurer avec les légumes frais, mais aussi avec les surgelés et les conserves, au naturel ou assaisonné. A des prix complètement anachroniques d'ailleurs. On le voit utilisé dans la fabrication de certaines huiles et bon pour la santé et les artères. Nous

l'avons goûté des dizaines de fois dans les restaurants asiatiques, et voilà maintenant que la nouvelle cuisine s'en empare. Comment ne pas suivre le mouvement?

L'Extrême-Orient

C'est d'ailleurs un des produits pilotes de la marque Suzi Wan, le grand nom de l'alimentation asiatique dans les supermarchés. Avec des articles uniquement asiatiques, dans un espace presque toujours bien limité, Suzi Wan propose un assortiment assez varié de potages, plats cuisinés, sachets de champignons séchés et autres galettes de riz, si blanches, tressées et rigides qu'on les prendrait volontiers pour des sets de table. Toute une gamme, dont le plus appréciable reste la matière première vierge plutôt que les préparations. Cette marque a d'ailleurs la sagesse d'offrir parfois - des fiches de recettes. « Exotisme sans mort », dit-on avec fierté chez Suzi Wan où la vente a augmenté de 30 à 35 % en un an.

De tous les exotismes gastronomiques, celui d'Extrême-Orient est à coup sûr le plus connu. Des biscuits apéritifs japonais (une des rares denrées de ce pays, les autres étant d'un prix trop élevé pour ce type de distribution) aux lychees vietnamiens, en passant par les pâtes impériales et les riz cantonais, ces cuisines ont su conquérir un public que les plus fameuses marques de produits traditionnels tentent aujourd'hui de toucher. Knorr avec une soupe chinoise et une préparation - réussie - pour riz cantonais; Maggi avec une salade chinoise et une préparation pour riz à l'indo-

nésienne (sous la marque Les 3 Couronnes); Amora, qui se met à la salade exotique, et Maille, aux pousses de soja...

Le reste du monde

Du reste du monde émergent surtout l'Espagne et sa paella (Maggi et Buitoni), le Maghreb et son couscous (Knorr et Buitoni), l'Italie et ses pâtes fraîches (Fleury-Michon), mais aussi un parfum d'Amérique et de Moyen-Orient grâce au chili con carne et à la moussaka (Les 3 Couronnes) ainsi qu'aux salades mexicaines surgelées à base de maïs (plus surgelées que véritablement mexicaines!).

Pour le reste, c'est une question de quartier et de clientèle. Dans le dixième arrondissement, on trouve dans quelques Franprix des galettes tunisiennes (bricks) et toutes sortes de produits des pays de la Méditerranée. A Paris Store de l'avenue d'Ivry, où le Sud-Est asiatique a pris racine, la clientèle, à 40 % européenne, s'arrache l'alcool de riz parfumé à la rose. Et puis, ici et là, des achards de légumes comme on les fait du côté de l'océan Indien et d'autres condiments venus d'ailleurs, souvent fabriqués dans nos provinces.

Au Monoprix-Hausmann, les galettes, ou « pita », qui font office de pain autour de la Méditerranée, sont au rayon boulangerie, à côté du Poilâne, et les pâtisseries orientales sous cellophane ont trouvé leur place près des gâteaux bretons...

Le cas Méné

Toutes les grandes surfaces l'affirment, le chaland s'attache

de plus en plus à la qualité. C'est peut-être ce qui explique le succès des stands Albert Méné, qui jouent résolument cette carte pour les produits importés: anglais, suisses, allemands, indiens, chinois... Feuilles de vigne farcies du Péloponnèse, riz indien basmati merveilleusement parfumé (un peu cher, mais tellement bon!), sauce anglaise à la menthe, thés, biscuits, pains tranchés de Bavière, miel et sirop d'érable canadiens et taboulé libanais... dont la vente a doublé en un an.

Dans les Prisunic, où Méné est bien implanté, il ne représente que 2 à 3 % de l'alimentation dans son ensemble, mais suit une courbe régulièrement ascendante. Contrairement à ce que l'on croit trop souvent, le consommateur des grandes surfaces est averti, et Méné est bien placé pour le savoir, qui fait avec lui 80 % de son chiffre d'affaires.

La chaîne du froid

Au rayon des surgelés, c'est la surprise. Chez Picard, la tête vous en tourne! A l'automne, le fœtus d'Argentine, le chevreuil d'Autriche, le faisan d'Ecosse, le filet de sole du Sénégal, les poissons d'Espagne, le gigot de Nouvelle-Zélande, le saumon de Norvège et du Canada, les noix de Saint-Jacques d'Australie, et le soja... Surprise, mais pas dépaysement véritable.

Voyons plutôt du côté des plats cuisinés: paella, couscous, pizza de toutes sortes, et un petit chapeau « spécialités chinoises et exotiques ». Les samoussas indiens, sortes de petits pâtés épicés en croûte, sont fort bons et consti-

tuent, pour quelque temps encore, une entrée peu répandue. La preuve: en promotion mensuelle, il se vend que 2 000 boîtes de samoussas pour 7 000 de pâtes impériales.

Pour M. Bré, une des têtes chercheuses de Picard, l'exotisme correspond véritablement à une demande, mais difficile à satisfaire. Il faut à la fois du savoir-faire et des moyens techniques pour confectionner les plats selon les meilleures recettes et les adapter à la surgélation. Guerre pour éliminer les bactéries, guerre pour sauvegarder le goût authentique. Deux combats qui ne vont pas toujours de pair. Un problème à l'échelle de la grande industrie que l'artisanat ne peut résoudre.

Pas de difficulté de ce genre pour les blinis Fecolac à la russe ou les rostits, cet éminé de pommes de terre à la suisse. Elles sont natures, simplement pré-découpées. A vous de les bien poêler.

A boire, à boire!

Si tout cela vous a donné soif, le choix est vaste. Vin de Californie en carafe (un succès mérité son prix), maxi-bouteilles de vin d'Espagne pour préparer les sangrias, des dizaines de papiers, plus de vingt bières étrangères, toute l'Europe centrale (ah! le tokay, une fois), mais aussi l'Afrique du Nord, le Portugal, le Grand Nord. Et le whisky! Il a balayé tous les apéritifs - sauf le pastis, - et bien des supermarchés n'en proposent pas moins d'une trentaine...

S. MERLENO-HILBRONNER

FANTASKI A AVORIAZ

PENDANT le Festival international du film fantastique, les fanatiques d'émotions fortes et de super « glisses » pourront, du 14 janvier au 21 janvier 1984, bénéficier d'un forfait spécial (1 950 F) comprenant: transport par train au départ de Paris, prise en charge à Cluses par un minibus, hébergement en chambre double et laissez-passer pour les séances de projection et les activités sportives organisées dans le cadre du Festival. En option, forfait remontées mécaniques: six jours aux Portes du Soleil: 510 F.

A noter que pour découvrir ce magnifique domaine skiable, les Portes du Soleil (douze stations) proposent un forfait pour six jours de ski non-stop entre la France et la Suisse sous la conduite d'un moniteur. Du 7 janvier au 5 février (poudreuse) et du 17 mars au 1^{er} avril pour le ski de printemps. En pension complète, remontées mécaniques incluses de 2 100 à 2 700 F selon les hôtels.

* Rés.: (50) 74-02-11.

PARIS GIVRÉ

Course populaire de ski de fond réservée aux gens des plaines (Bassin parisien, plaines du Nord et de l'Ouest), le second « Paris givré » aura lieu le 8 janvier à La Pesse, dans le Jura. Organisée sous l'égide de la Fédération française de ski, la course sera déroulée, comme l'an dernier, sur quatre distances: 5, 10, 15, le 30 et le 45 km. A noter que les distances ne sont pas arrêtées au départ mais par les participants (on court souvent en famille), en cours de route, selon la « forme » de chacun.

* Renseignements et inscriptions au « Vieux Campeur », 48, rue des Ecoles, 75005 Paris. Prix de l'inscription et du repas de midi: 115 F.

Hôtellerie

« **V**A dire merci à la dame... Rires. Cet ancien employé de l'Hôtel du Commerce vient d'évoquer courtoisement, mais sans ambiguïté, la poigne de fer de la maîtresse des lieux, Bernadette Oger. Ici, ce n'est pas un palace, mais le personnel, de la plonge à la salle, se doit d'être stylé.

Aujourd'hui, ce sont presque des surnaturels: toute la famille Oger (enfants, gendres, nièces, neveux) est « réquisitionnée » pour servir... le personnel! Celui de maintenant, mais aussi celui d'hier. Tel M. Durand, ci-devant palefrenier et « homme toutes mains » de l'Hôtel Oger-Filliole au temps des voitures à cheval. La « réception » du personnel avec musique, discours, cadeaux et accolades, fait suite à celle des nobles et précède le bal ouvert à tout le village. Mme Rousseau, quarante-trois ans, ancienne lingère, dansera toute la nuit après avoir chanté au micro la Vie en rose.

Le centenaire de l'hôtel! Une apothéose pour M^{me} Oger, qui, sur le pas de la porte, écoute la fanfare de Vaigues (Mayenne), centenaire elle aussi. Sobriement vêtue de noir, quelques perles plantées dans son chignon, elle ressemble à sa belle-mère, Marie Oger, morte l'an dernier, ou à la mère de celle-ci, une Marie aussi, toutes « maîtresses femmes », à la façon de cette autre Marie, décrite par Yves Courrière dans son livre sur une famille hôtelière de Corbière, les Aubarède. Ici, ce ne sont pas les senteurs du Causse qui parviennent à travers les portes embuées où s'engouffrent les invités, mais les brouillards et l'odeur de prairie de la Mayenne.

Chacun visite l'exposition qui occupe le rez-de-chaussée. Dans le hall, entourant l'arbre généalogique, les photos de famille. Le long des couloirs, les cartes postales anciennes du village. Aux murs, des menus à rallonge de la Belle Époque, avec leurs cortèges de bécaffes, fricandeaux et chapous gras suivis de frangipanes et de « jésuites glacés », dessert peut-être inspiré par les convictions radicales de la famille Oger. Dans le salon, les archives relatives aux travaux entrepris, à partir de 1881, par Joseph Filliole père et fils, pour transformer l'ancien cabaret-perruquier du village en une auberge digne de ce

nom. Du salon de coiffure, on a gardé plats à barbe et coupe-chou. De la salle de billard, disparue plus récemment, le boulier servant à marquer les points.

« Il y a vingt-sept cafetiers ou personnes venant de l'eau-de-vie, ce qui donne la proportion formidable d'un cafetier pour cinquante-deux habitants », écrit - pour s'en désoler - l'instituteur de Vaigues en 1899. A cette date, Joseph Filliole, fils d'un colporteur du Massif Central et d'une fille du pays, a déjà réussi à faire de son établissement autre chose que l'un de ces cabarets honnêtes par l'instituteur. On y trouve le Petit Journal, les annonces légales, un billard et un salon de coiffure.

C'est Marie, sa petite-fille, fine cuisinière et son époux Marcel Oger, qui supprimeront le coiffeur, installeront une salle de restaurant et transformeront les écuries en garage. Le fils, l'actuel propriétaire de l'hôtel, ils donneront la meilleure éducation: apprentissage au Fouquet's, au Pré Catelan, et à l'Hôtel de Paris à Monte-Carlo. Ainsi, c'est un chef confirmé qui, en 1956, succédera à ses parents et procédera, à son tour, à de nouveaux travaux de modernisation.

Trois « centenaires »

Des sages hôtelières comme celle-ci, il y en a des dizaines en France. Et pas seulement celles des « vieilles », les Blanc, Boucse ou Pierre Vedel... Rien que dans le Doubs, ils sont trois « centenaires »: l'Hôtel Barry, issu d'une exploitation agricole, fondé en 1880 à Orchamps-Vennes, est dirigé aujourd'hui par la quatrième génération de Barry. L'Hôtel Taillandier, ouvert en 1875 à Goumois, dans la ferme familiale, est aujourd'hui un « deux étoiles » connu de toute la région et l'Hôtel Parnet, construit en 1880 à Oye-et-Pallet sous le nom d'Hôtel du Commerce, est sous la direction de la quatrième génération de Parnet, un « trois étoiles » réputé.

Quant aux relais de poste, on ne sait souvent en dater exactement l'origine: celui de la Croix-Blanche, à Catuz, dans le Lot, aurait deux cent quatre-vingts ans! A Pont-de-Vaux (Ain), La Reconnaissance fait partie du paysage urbain depuis plus d'un siècle. Le relais d'Arreau,

sur la route de Pau à Luchon, était assidûment fréquenté par les Britanniques, d'où son nom d'Hôtel d'Angleterre. C'est le « fief » de la famille Aubilan. A Mareuil, une dynastie s'est construite autour de l'ancien relais: la famille Cottaz, dont l'ainé, Armand Cottaz, raconte que, dès l'âge de cinq ans, « il s'occupait des bouillottes destinées aux voyageurs de diligences ».

Dans le Vancluse la Bégude du Constellet était tenue par M. Bougnas, premier du nom. Mais son fils ne voulait pas devenir hôtelier. La légende raconte que le fantôme de son père lui apparut un jour, le sommant de faire revivre la « bégude ». Aujourd'hui, l'hôtel s'appelle Lou Révenant.

Si les Hôtel de la Poste évoquent aisément leurs racines, la plupart des dynasties hôtelières sont issues de la vie rurale. A Saint-Brisson, dans le Loiret, lors des foires de septembre, on se bousculait Chez Prudent. Le grand-père de Mme Hugues Cottaz était à la fois facteur, boucher et sabotier. Il recevait noces et banquets, et son café était déjà le rendez-vous des amateurs de cartes et de billard. A l'Auberge de la Croix-Blanche, à Marciilly-en-Villette (Loiret), qui appartient à la même famille depuis 1913, la mère de la propriétaire actuelle, Mme Crespin, allait jusqu'en 1982, l'art capillaire à l'art culinaire.

Près de l'étang de l'Imsthal, dans les Vosges du Nord, le mari de l'aubergiste faisait commerce de bois et de jantes. Sa femme, elle, faisait la tarte flambée pour les marcheurs. Dans la plaine d'Alsace, ce sont les épouses de vigneron qui ont commencé à servir des casseroles dans les cavesaux. La dynastie des Meyer, qui gère aujourd'hui le vaste domaine du Bollenberg, près de Colmar, est de cette « cavée ». Et quelle dynastie! Le patriarche, Denis Meyer, a six enfants, vingt petits enfants de vingt-trois à trois ans. L'hôtel s'est développé sans que soient abandonnées ni la viticulture, ni la ferme, ni la chasse.

Très souvent, ce sont les mères et grands-mères - et pas seulement dans la région lyonnaise - qui ont fondé les dynasties. Chez Prudent, la clientèle venait déguster les jours de foire, le week-end, le vin rouge de la patronne. A l'Hôtel du Lac (Côte-

d'Or), on sert encore les friassises de volaille à l'ailigot rendues célèbres par la grand-mère. L'héroïne d'Yves Courrière raconte, par notes rapides et intéressées, le futur président Pompidou. De quoi comprendre comment la cuisine paysanne a fait son chemin via les banques de la III^e République. Ainsi la « mère » Barry, était-elle conviée, en 1933, à préparer sa croûte aux nouilles pour le président Albert Lebrun.

Passion dynastique

Histoires « étonnantes » aussi, que celles de ces fils envoyés en apprentissage dans des établissements de prestige. Emile Lichmann, grand-père de M. Wehrung, de l'Hôtel des Vosges, à La Petite-Pierre, fit ainsi le tour des capitales: Russie, Suède, Egypte. Nourri des ouvrages de Carême et d'Escoffier, frotté de cuisine et d'« école brigade », il se révéla maître de la maison familiale imaginer de subtiles synthèses entre la grande cuisine et la simplicité agreste de la cuisine maternelle.

Avec eux commence l'ère des cloisons abattues, de l'eau chaude à tous les étages, de l'éclairage au gaz, des cuisines neuves, des nappes blanches. Et cette passion dynastique et bâtarde dont l'élan, plus passionnel que calculateur, aboutit à des sortes de « diplômes » hôtelières, pleines de charme, mais aussi faibles de brio et de brio, au fil des mœurs et des générations, en un mot: ingouvernables.

Sous son air rayonnant, Mme Oger est inquiète. Samuel, son fils, sorti de l'école hôtelière, jeune marié, prendra-t-il le relais? Il hésite encore. La « des jeunes gens », pour une mort d'hôtelier et héritier de dynasties solides, préfèrent la cuisine d'un Sofitel ou la gestion d'un Frutal. Ailleurs, une fille, B.T.S. en poche, s'en va devenir la réceptionniste, styliste et trilingue, d'un palace d'Abou-Dhabi. Certes, un fils Geyer aux Trois-Roses (Bas-Rhin), un Martin à l'Hôtel Cassini (Alpes-Maritimes), à Zwick à Niedersteinbach (Bas-Rhin), et d'autres s'apprêtent, sans tapage, à prendre la relève. Mais à la différence de leurs parents complais, beaucoup ne savent plus très bien, aujourd'hui, comment s'achève leur « saga ».

MADELINE DUPUY.

HÔTELS

Côte d'Azur	Italie	VENISE
06600 ANTIBES 10 studios, cuisinière, s.d.b., w.c., tél., park., jardin, salon télé, prox. golf, tennis, bus, train, 15 déc.-1 ^{er} mars, 2 pers. 8 jours: 1 000 F, 3 pers.: 1 300 F. Tél.: (93) 33-50-75.	HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc Atmosphère intime, tout confort. Réservation: 41-32-333 VENISE Tél.: 411150 FENICE I Directeur: Dante Apollonio.	
06600 MENTON HOTEL DU PARC*** Tél. (93) 57-66-66. Pré mer, Centre-ville, Parking, Grand jardin. Cuisine réputée. Dépliant sur demande.	Suisse CH3962 CRANS-MONTANA (Valais) Hôtel CRANS-AMPASSADOR **** Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, massage, bar, dancing. Au départ des remontées mécaniques et à l'arrivée des pistes de ski. Forfaits: « Ski-Solai », 7 jours demi-pension dès 3 355 FF. J. REY. membre « Chaîne des Rôtisseurs ».	
HOTEL PRINCE DE GALLES** Bord de mer - Jardin - Parking Environnement rénové 68 chambres avec bain et w.c. RESTAURANT LE PETIT PRINCE 4, avenue du Général-de-Gaulle Tél.: (93) 28-21-21 OUVERT TOUTE L'ANNÉE	LEYSIN (Alpes vaudoises) 1250-2000 m. La station suisse la plus proche de Paris. Domaine skiable doublé. Hôtels très cat. 1/2 pension dès 150 FF env. Forfaits ski: hôtel 7 jours 1/2 pension + 7 jours remontées mécaniques, env. 1320 FF. Offres détaillées par: Office suisse du tourisme, 11 bis, rue Scribe, F-75009 PARIS, tél.: 01/742-45-45 ou Office du tourisme, CH-1854 LEYSIN, tél.: 19-41/25/34-22-44.	
Montagne 05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes) LE VILLARD - Tél.: (92) 45-82-08 Studios, cuisinières 2 à 6 pers. Piste, fond, Forfaits plein ski janvier. Tarif spécial mars.	HOTEL MONT-RIANT**, 40 lits. Confort. Lift. Accueil chaleureux, soins attentifs, cuisine pour gourmets. Pens. compl. F.S. 53/71 selon chambre et période (env. FF 190-360). Tél. 19-41/25/34-12-35, CH-1854 Leysin.	
Provence ROUSSILLON - 84220 GORDES MAS DE GARRIGON*** Roussillon 84220 Gordes. Tél.: (90) 75-63-22. Accueil: Christiane RECH.	HOTEL SYLVANA** 40 lits. Doté d'un confort moderne. Grand salon avec bar. Situation panoramique, à 200 m des pistes de ski. Son restaurant « Le Refuge » avec ses spécialités. Demi-pension dès F.S. 52 - (env. FF 170). L. Bonelli, chef de cuisine. Tél. 19-41/25/34-11-36 - CH-1854 Leysin.	

LE MEURICE EST AUSSI UN RESTAURANT

Déjeuner d'affaires 160 F service non compris - Dîner à la Carte

RESTAURANT LE MEURICE

230, rue de Rivoli - 75001 Paris - Tél. 260.38.60



مقدون الاصل

Jeux

échecs N° 1054

LE RETOUR DE LARSEN

(Tournoi international de Nilsie, 1983)

Blancs : B. IVANOVIC
Noirs : B. LARSEN
Défense sicilienne
Attaque Velimirovic

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Cg5 Cg7 4. f4 f5 5. Cxh6 Cxh6 6. f5 g4 7. f6 g5 8. f7 g6 9. f8 g7 10. f9 g8 11. f10 g9 12. f11 g10 13. f12 g11 14. f13 g12 15. f14 g13 16. f15 g14 17. f16 g15 18. f17 g16 19. f18 g17 20. f19 g18 21. f20 g19 22. f21 g20 23. f22 g21 24. f23 g22 25. f24 g23 26. f25 g24 27. f26 g25 28. f27 g26 29. f28 g27 30. f29 g28 31. f30 g29 32. f31 g30 33. f32 g31 34. f33 g32 35. f34 g33 36. f35 g34 37. f36 g35 38. f37 g36 39. f38 g37 40. f39 g38 41. f40 g39 42. f41 g40 43. f42 g41 44. f43 g42 45. f44 g43 46. f45 g44 47. f46 g45 48. f47 g46 49. f48 g47 50. f49 g48 51. f50 g49 52. f51 g50 53. f52 g51 54. f53 g52 55. f54 g53 56. f55 g54 57. f56 g55 58. f57 g56 59. f58 g57 60. f59 g58 61. f60 g59 62. f61 g60 63. f62 g61 64. f63 g62 65. f64 g63 66. f65 g64 67. f66 g65 68. f67 g66 69. f68 g67 70. f69 g68 71. f70 g69 72. f71 g70 73. f72 g71 74. f73 g72 75. f74 g73 76. f75 g74 77. f76 g75 78. f77 g76 79. f78 g77 80. f79 g78 81. f80 g79 82. f81 g80 83. f82 g81 84. f83 g82 85. f84 g83 86. f85 g84 87. f86 g85 88. f87 g86 89. f88 g87 90. f89 g88 91. f90 g89 92. f91 g90 93. f92 g91 94. f93 g92 95. f94 g93 96. f95 g94 97. f96 g95 98. f97 g96 99. f98 g97 100. f99 g98 101. f100 g99 102. f101 g100 103. f102 g101 104. f103 g102 105. f104 g103 106. f105 g104 107. f106 g105 108. f107 g106 109. f108 g107 110. f109 g108 111. f110 g109 112. f111 g110 113. f112 g111 114. f113 g112 115. f114 g113 116. f115 g114 117. f116 g115 118. f117 g116 119. f118 g117 120. f119 g118 121. f120 g119 122. f121 g120 123. f122 g121 124. f123 g122 125. f124 g123 126. f125 g124 127. f126 g125 128. f127 g126 129. f128 g127 130. f129 g128 131. f130 g129 132. f131 g130 133. f132 g131 134. f133 g132 135. f134 g133 136. f135 g134 137. f136 g135 138. f137 g136 139. f138 g137 140. f139 g138 141. f140 g139 142. f141 g140 143. f142 g141 144. f143 g142 145. f144 g143 146. f145 g144 147. f146 g145 148. f147 g146 149. f148 g147 150. f149 g148 151. f150 g149 152. f151 g150 153. f152 g151 154. f153 g152 155. f154 g153 156. f155 g154 157. f156 g155 158. f157 g156 159. f158 g157 160. f159 g158 161. f160 g159 162. f161 g160 163. f162 g161 164. f163 g162 165. f164 g163 166. f165 g164 167. f166 g165 168. f167 g166 169. f168 g167 170. f169 g168 171. f170 g169 172. f171 g170 173. f172 g171 174. f173 g172 175. f174 g173 176. f175 g174 177. f176 g175 178. f177 g176 179. f178 g177 180. f179 g178 181. f180 g179 182. f181 g180 183. f182 g181 184. f183 g182 185. f184 g183 186. f185 g184 187. f186 g185 188. f187 g186 189. f188 g187 190. f189 g188 191. f190 g189 192. f191 g190 193. f192 g191 194. f193 g192 195. f194 g193 196. f195 g194 197. f196 g195 198. f197 g196 199. f198 g197 200. f199 g198 201. f200 g199 202. f201 g200 203. f202 g201 204. f203 g202 205. f204 g203 206. f205 g204 207. f206 g205 208. f207 g206 209. f208 g207 210. f209 g208 211. f210 g209 212. f211 g210 213. f212 g211 214. f213 g212 215. f214 g213 216. f215 g214 217. f216 g215 218. f217 g216 219. f218 g217 220. f219 g218 221. f220 g219 222. f221 g220 223. f222 g221 224. f223 g222 225. f224 g223 226. f225 g224 227. f226 g225 228. f227 g226 229. f228 g227 230. f229 g228 231. f230 g229 232. f231 g230 233. f232 g231 234. f233 g232 235. f234 g233 236. f235 g234 237. f236 g235 238. f237 g236 239. f238 g237 240. f239 g238 241. f240 g239 242. f241 g240 243. f242 g241 244. f243 g242 245. f244 g243 246. f245 g244 247. f246 g245 248. f247 g246 249. f248 g247 250. f249 g248 251. f250 g249 252. f251 g250 253. f252 g251 254. f253 g252 255. f254 g253 256. f255 g254 257. f256 g255 258. f257 g256 259. f258 g257 260. f259 g258 261. f260 g259 262. f261 g260 263. f262 g261 264. f263 g262 265. f264 g263 266. f265 g264 267. f266 g265 268. f267 g266 269. f268 g267 270. f269 g268 271. f270 g269 272. f271 g270 273. f272 g271 274. f273 g272 275. f274 g273 276. f275 g274 277. f276 g275 278. f277 g276 279. f278 g277 280. f279 g278 281. f280 g279 282. f281 g280 283. f282 g281 284. f283 g282 285. f284 g283 286. f285 g284 287. f286 g285 288. f287 g286 289. f288 g287 290. f289 g288 291. f290 g289 292. f291 g290 293. f292 g291 294. f293 g292 295. f294 g293 296. f295 g294 297. f296 g295 298. f297 g296 299. f298 g297 300. f299 g298 301. f300 g299 302. f301 g300 303. f302 g301 304. f303 g302 305. f304 g303 306. f305 g304 307. f306 g305 308. f307 g306 309. f308 g307 310. f309 g308 311. f310 g309 312. f311 g310 313. f312 g311 314. f313 g312 315. f314 g313 316. f315 g314 317. f316 g315 318. f317 g316 319. f318 g317 320. f319 g318 321. f320 g319 322. f321 g320 323. f322 g321 324. f323 g322 325. f324 g323 326. f325 g324 327. f326 g325 328. f327 g326 329. f328 g327 330. f329 g328 331. f330 g329 332. f331 g330 333. f332 g331 334. f333 g332 335. f334 g333 336. f335 g334 337. f336 g335 338. f337 g336 339. f338 g337 340. f339 g338 341. f340 g339 342. f341 g340 343. f342 g341 344. f343 g342 345. f344 g343 346. f345 g344 347. f346 g345 348. f347 g346 349. f348 g347 350. f349 g348 351. f350 g349 352. f351 g350 353. f352 g351 354. f353 g352 355. f354 g353 356. f355 g354 357. f356 g355 358. f357 g356 359. f358 g357 360. f359 g358 361. f360 g359 362. f361 g360 363. f362 g361 364. f363 g362 365. f364 g363 366. f365 g364 367. f366 g365 368. f367 g366 369. f368 g367 370. f369 g368 371. f370 g369 372. f371 g370 373. f372 g371 374. f373 g372 375. f374 g373 376. f375 g374 377. f376 g375 378. f377 g376 379. f378 g377 380. f379 g378 381. f380 g379 382. f381 g380 383. f382 g381 384. f383 g382 385. f384 g383 386. f385 g384 387. f386 g385 388. f387 g386 389. f388 g387 390. f389 g388 391. f390 g389 392. f391 g390 393. f392 g391 394. f393 g392 395. f394 g393 396. f395 g394 397. f396 g395 398. f397 g396 399. f398 g397 400. f399 g398 401. f400 g399 402. f401 g400 403. f402 g401 404. f403 g402 405. f404 g403 406. f405 g404 407. f406 g405 408. f407 g406 409. f408 g407 410. f409 g408 411. f410 g409 412. f411 g410 413. f412 g411 414. f413 g412 415. f414 g413 416. f415 g414 417. f416 g415 418. f417 g416 419. f418 g417 420. f419 g418 421. f420 g419 422. f421 g420 423. f422 g421 424. f423 g422 425. f424 g423 426. f425 g424 427. f426 g425 428. f427 g426 429. f428 g427 430. f429 g428 431. f430 g429 432. f431 g430 433. f432 g431 434. f433 g432 435. f434 g433 436. f435 g434 437. f436 g435 438. f437 g436 439. f438 g437 440. f439 g438 441. f440 g439 442. f441 g440 443. f442 g441 444. f443 g442 445. f444 g443 446. f445 g444 447. f446 g445 448. f447 g446 449. f448 g447 450. f449 g448 451. f450 g449 452. f451 g450 453. f452 g451 454. f453 g452 455. f454 g453 456. f455 g454 457. f456 g455 458. f457 g456 459. f458 g457 460. f459 g458 461. f460 g459 462. f461 g460 463. f462 g461 464. f463 g462 465. f464 g463 466. f465 g464 467. f466 g465 468. f467 g466 469. f468 g467 470. f469 g468 471. f470 g469 472. f471 g470 473. f472 g471 474. f473 g472 475. f474 g473 476. f475 g474 477. f476 g475 478. f477 g476 479. f478 g477 480. f479 g478 481. f480 g479 482. f481 g480 483. f482 g481 484. f483 g482 485. f484 g483 486. f485 g484 487. f486 g485 488. f487 g486 489. f488 g487 490. f489 g488 491. f490 g489 492. f491 g490 493. f492 g491 494. f493 g492 495. f494 g493 496. f495 g494 497. f496 g495 498. f497 g496 499. f498 g497 500. f499 g498 501. f500 g499 502. f501 g500 503. f502 g501 504. f503 g502 505. f504 g503 506. f505 g504 507. f506 g505 508. f507 g506 509. f508 g507 510. f509 g508 511. f510 g509 512. f511 g510 513. f512 g511 514. f513 g512 515. f514 g513 516. f515 g514 517. f516 g515 518. f517 g516 519. f518 g517 520. f519 g518 521. f520 g519 522. f521 g520 523. f522 g521 524. f523 g522 525. f524 g523 526. f525 g524 527. f526 g525 528. f527 g526 529. f528 g527 530. f529 g528 531. f530 g529 532. f531 g530 533. f532 g531 534. f533 g532 535. f534 g533 536. f535 g534 537. f536 g535 538. f537 g536 539. f538 g537 540. f539 g538 541. f540 g539 542. f541 g540 543. f542 g541 544. f543 g542 545. f544 g543 546. f545 g544 547. f546 g545 548. f547 g546 549. f548 g547 550. f549 g548 551. f550 g549 552. f551 g550 553. f552 g551 554. f553 g552 555. f554 g553 556. f555 g554 557. f556 g555 558. f557 g556 559. f558 g557 560. f559 g558 561. f560 g559 562. f561 g560 563. f562 g561 564. f563 g562 565. f564 g563 566. f565 g564 567. f566 g565 568. f567 g566 569. f568 g567 570. f569 g568 571. f570 g569 572. f571 g570 573. f572 g571 574. f573 g572 575. f574 g573 576. f575 g574 577. f576 g575 578. f577 g576 579. f578 g577 580. f579 g578 581. f580 g579 582. f581 g580 583. f582 g581 584. f583 g582 585. f584 g583 586. f585 g584 587. f586 g585 588. f587 g586 589. f588 g587 590. f589 g588 591. f590 g589 592. f591 g590 593. f592 g591 594. f593 g592 595. f594 g593 596. f595 g594 597. f596 g595 598. f597 g596 599. f598 g597 600. f599 g598 601. f600 g599 602. f601 g600 603. f602 g601 604. f603 g602 605. f604 g603 606. f605 g604 607. f606 g605 608. f607 g606 609. f608 g607 610. f609 g608 611. f610 g609 612. f611 g610 613. f612 g611 614. f613 g612 615. f614 g613 616. f615 g614 617. f616 g615 618. f617 g616 619. f618 g617 620. f619 g618 621. f620 g619 622. f621 g620 623. f622 g621 624. f623 g622 625. f624 g623 626. f625 g624 627. f626 g625 628. f627 g626 629. f628 g627 630. f629 g628 631. f630 g629 632. f631 g630 633. f632 g631 634. f633 g632 635. f634 g633 636. f635 g634 637. f636 g635 638. f637 g636 639. f638 g637 640. f639 g638 641. f640 g639 642. f641 g640 643. f642 g641 644. f643 g642 645. f644 g643 646. f645 g644 647. f646 g645 648. f647 g646 649. f648 g647 650. f649 g648 651. f650 g649 652. f651 g650 653. f652 g651 654. f653 g652 655. f654 g653 656. f655 g654 657. f656 g655 658. f657 g656 659. f658 g657 660. f659 g658 661. f660 g659 662. f661 g660 663. f662 g661 664. f663 g662 665. f664 g663 666. f665 g664 667. f666 g665 668. f667 g666 669. f668 g667 670. f669 g668 671. f670 g669 672. f671 g670 673. f672 g671 674. f673 g672 675. f674 g673 676. f675 g674 677. f676 g675 678. f677 g676 679. f678 g677 680. f679 g678 681. f680 g679 682. f681 g680 683. f682 g681 684. f683 g682 685. f684 g683 686. f685 g684 687. f686 g685 688. f687 g686 689. f688 g687 690. f689 g688 691. f690 g689 692. f691 g690 693. f692 g691 694. f693 g692 695. f694 g693 696. f695 g694 697. f696 g695 698. f697 g696 699. f698 g697 700. f699 g698 701. f700 g699 702. f701 g700 703. f702 g701 704. f703 g702 705. f704 g703 706. f705 g704 707. f706 g705 708. f707 g706 709. f708 g707 710. f709 g708 711. f710 g709 712. f711 g710 713. f712 g711 714. f713 g712 715. f714 g713 716. f715 g714 717. f716 g715 718. f717 g716 719. f718 g717 720. f719 g718 721. f720 g719 722. f721 g720 723. f722 g721 724. f723 g722 725. f724 g723 726. f725 g724 727. f726 g725 728. f727 g726 729. f728 g727 730. f729 g728 731. f730 g729 732. f731 g730 733. f732 g731 734. f733 g732 735. f734 g733 736. f735 g734 737. f736 g735 738. f737 g736 739. f738 g737 740. f739 g738 741. f740 g739 742. f741 g740 743. f742 g741 744. f743 g742 745. f744 g743 746. f745 g744 747. f746 g745 748. f747 g746 749. f748 g747 750. f749 g748 751. f750 g749 752. f751 g750 753. f752 g751 754. f753 g752 755. f754 g753 756. f755 g754 757. f756 g755 758. f757 g756 759. f758 g757 760. f759 g758 761. f760 g759 762. f761 g760 763. f762 g761 764. f763 g762 765. f764 g763 766. f765 g764 767. f766 g765 768. f767 g766 769. f768 g767 770. f769 g768 771. f770 g769 772. f771 g770 773. f772 g771 774. f773 g772 775. f774 g773 776. f775 g774 777. f776 g775 778. f777 g776 779. f778 g777 780. f779 g778 781. f780 g779 782. f781 g780 783. f782 g781 784. f783 g782 785. f784 g783 786. f785 g784 787. f786 g785 788. f787 g786 789. f788 g787 790. f789 g788 791. f790 g789 792. f791 g790 793. f792 g791 794. f793 g792 795. f794 g793 796. f795 g794 797. f796 g795 798. f797 g796 799. f798 g797 800. f799 g798 801. f800 g799 802. f801 g800 803. f802 g801 804. f803 g802 805. f804 g803 806. f805 g804 807. f806 g805 808. f807 g806 809. f808 g807 810. f809 g808 811. f810 g809 812. f811 g810 813. f812 g811 814. f813 g812 815. f814 g813 816. f815 g814 817. f816 g815 818. f817 g816 819. f818 g817 820. f819 g818 821. f820 g819 822. f821 g820 823. f822 g821 824. f823 g822 825. f824 g823 826. f825 g824 827. f826 g825 828. f827 g826 829. f828 g827 830. f829 g828 831. f830 g829 832. f831 g830 833. f832 g831 834. f833 g832 835. f834 g833 836. f835 g834 837. f836 g835 838. f837 g836 839. f838 g837 840. f839 g838 841. f840 g839 842. f841 g840 843. f842 g841 844. f843 g842 845. f844 g843 846. f845 g844 847. f846 g845 848. f847 g846 849. f848 g847 850. f849 g848 851. f850 g849 852. f851 g850 853. f852 g851 854. f853 g852 855. f854 g853 856. f855 g854 857. f856 g855 858. f857 g856 859. f858 g857 860. f859 g858 861. f860 g859 862. f861 g860 863. f862 g861 864. f863 g862 865. f864 g863 866. f865 g864 867. f866 g865 868. f867 g866 869. f868 g867 870. f869 g868 871. f870 g869 872. f871 g870 873. f872 g871 874. f873 g872 875. f874 g873 876. f875 g874 877. f876 g875 878. f877 g876 879. f878 g877 880. f879 g878 881. f880 g879 882. f881 g880 883. f882 g881 884. f883 g882 885. f884 g883 886. f885 g884 887. f886 g885 888. f887 g886 889. f888 g887 890. f889 g888 891. f890 g889 892. f891 g890 893. f892 g891 894. f893 g892 895. f894 g893 896. f895 g894 897. f896 g895 898. f897 g896 899. f898 g897 900. f899 g898 901. f900 g899 902. f901 g900 903. f902 g901 904. f903 g902 905. f904 g903 906. f905 g904 907. f906 g905 908. f907 g906 909. f908 g907 910. f909 g908 911. f910 g909 912. f911 g910 913. f912 g911 914. f913 g912 915. f914 g913 916. f915 g914 917. f916 g915 918. f917 g916 919. f918 g917 920. f919 g918 921. f920 g919 922. f921 g920 923. f922 g921 924. f923 g922 925. f924 g923 926. f925 g924 927. f926 g925 928. f927 g926 929. f928 g927 930. f929 g928 931. f930 g929 932. f931 g930 933. f932 g931 934. f933 g932 935. f934 g933 936. f935 g934 937. f936 g935 938. f937 g936 939. f938 g937 940. f939 g938 941. f940 g939 942. f941 g940 943. f942 g941 944. f943 g942 945. f944 g943 946. f945 g944 947. f946 g94

CINÉMA

« RUE BARBARE », de Gilles Béhat

Caniveaux de nos banlieues

Jean-Jacques Béhat a réalisé la Lune dans le caniveau d'après un roman de David Goodie écrit en 1963. Voici maintenant un film de Gilles Béhat adapté d'un autre roman de Goodie, *Épaves*, écrit en 1952 (1). Est-ce un hasard si deux jeunes réalisateurs français se sont brusquement intéressés à ce mystérieux auteur américain, disparu, une bonne vingtaine d'années après François Truffaut qui fut, en somme, un précurseur avec *Trains de papier* tourné en noir et blanc ? ou bien le désespoir profond des œuvres du romancier (tellement plus original, plus fort, plus engageant que nos scénaristes de « poters » jouant aux fils et aux trands) cristallise-t-il un nouveau « mal de vivre » ?

La rue est le dénominateur commun des deux films : rue, du crime, des dangers, des amours étranges, de la solitude, de l'enlèvement dans une chienne de vie, rue-frontière de deux mondes. Pour l'avoir traversée, un soir, afin de venir en aide à une petite chinoise violée dans un terrain vague, Daniel Chetman, Chet, va replonger dans l'univers de délinquance d'où il est sorti ; il va affronter Maurice Hagen, chef de bande qui a un vieux compte à régler avec lui.

Cette rue, Gilles Béhat l'a trouvée dans la banlieue parisienne. c'est un décor réel et non, comme chez Béhat, celui d'un « port de nulle part » construit, à grands frais, en studio. Le metteur en scène de la Lune dans le caniveau investissait son propre imaginaire dans le récit emprunté à Goodie. Avec des moyens plus modestes et une esthétique différente, Gilles Béhat transpose l'imaginaire

de Goodie dans une réalité en fait extrêmement insolite.

Chet qui s'était établi du côté tranquille de la rue de misère, refuse d'être un « perdant », après son faux pas, il lutte contre sa famille de délinquants (dont Michel Audoir et Jean-Pierre Kalfon, baignant dans la déchéance), et contre le régime de la peur instauré par Hagen. Bernard Giraudou tient ce rôle avec une force rentrée ou furieuse, un physique de prolo musclé, le regard clair et tête d'un homme défiant le destin. A cette présence étonnante d'un acteur qui charge son image répondent celle, hallucinante de Bernard-Pierre Donnadieu (Hagen) et celle, féroce de Christine Boisson (Marie-la-rouge) appartenant... mais elle reste libre d'elle-même... au clan des Barbaires.

Car les Barbaires sont là, aux portes de Paris, foudrassés, assassins, trafiquants de drogue, psychopathes, pré-adolescents déjà corrompus. En visant l'hyperréalisme, la mise en scène de Gilles Béhat, nerveuse, elliptique, conduit implacablement au drame et à la violence déchaînée, fait surgir un monde fantasmatique brochant les femmes fragiles et les êtres solitaires ; elle établit, ainsi, un étrange décalage de l'univers de Goodie vers un horizon tout proche de nous.

JACQUES SICLER.

(1) Ces deux romans sont restés longtemps inédits en France. *Épaves* a été publié en 1980 aux éditions Clancier Lenoir/Paris, la Lune dans le caniveau, en 1981, aux éditions Fayard, collection « Fayard/Noir ».

* Voir les films nouveaux.

Charles Spaak, le dramaturge

Le centre culturel Wallonie-Bruxelles présente à Paris, jusqu'au 10 mars 1984, une rétrospective de films dont Charles Spaak fut scénariste, adaptateur, dialoguiste.

Né à Bruxelles le 25 mai 1903, mort à Vence le 4 février 1975, Charles Spaak, fils d'un dramaturge belge, frère d'un politicien célèbre, Paul-Henri Spaak, était aussi le père de deux actrices, Catherine et Agnès Spaak. Il a peut-être bien écrit pour le cinéma plus que Jacques Prévert et même que Henri Jeanson, auteur fécond s'il en fut. Ce sont d'abord les années 30-40 qu'il faut distinguer. En fait, Charles Spaak débute en 1928 comme scénariste des Nouveaux Méliès, de son compatriote Jacques Feyder, avec lequel il était arrivé à Paris. Mais le projet allait donner une importance considérable aux scénaristes-dialoguistes.

Avec Jacques Feyder, Charles Spaak fut associé à la recherche d'un réalisme proche du naturalisme dont, dans ce programme, le Grand Jeu (1934), représente l'aspect le plus caractéristique, leur film le plus célèbre étant, en revanche, la Kermesse héroïque, reconstitution historique et comédie de mœurs dans la Flandre occupée par les Espagnols.

Pendant la même période, Charles Spaak travailla plusieurs mois avec Jean Grémillon, Julien Duvivier et Jean Renoir. Beau tableau d'homme, même s'il n'y a pas de point commun entre ces cinéastes qui avaient d'ailleurs des conceptions différentes. D'où le reproche souvent fait à Charles Spaak d'avoir été un

homme de métier exécutant des « commandes » et non un créateur spécifique comme Prévert et Jeanson.

On devrait rééditer, pour sa personnalité soit mieux comprise, la suite de chroniques que Spaak publia dans Paris-Cinéma sous le titre « Mes trente et un mariages ». Il expliquait comment se firent des alliances très diverses (il y eut aussi Christian-Jaque, Georges Lacombe, Roland Tual et d'autres), d'où naquirent des œuvres non moins diverses. Petit signe distinctif : Charles Spaak baptisait souvent un de ses personnages Noblet...

Il fut un excellent dramaturge. Il savait organiser une histoire, typer des caractères par les situations et les dialogues. A ses adaptations, consciencieuses mais surtout conçues pour les acteurs, de Dostoevski : l'Idiot, de Georges Lampin (1946), et l'Homme au chapeau rond, de Pierre Billon (1946), on peut, et de beaucoup, préférer la version modernisée de *Thérèse Raquin*, de Zola (1953), un des grands films de Marcel Carné à cette époque. Mais, dans le cinéma français des années 50, où Charles Spaak n'eut à son actif aucun équivalent de la Belle Equipe, la Grande Illusion ou Le ciel est à vous, c'est avec les films « à thème » de Cayatte (*Justice est faite*, *Nous sommes tous des assassins*, le Dossier noir) qu'il s'accorda le mieux.

J. S.

* Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, 75004 Paris.

MUSIQUE

Rencontre

Pavarotti, le ténor fétiche

Luciano Pavarotti chante pour deux soirs, à Paris, aux côtés de la soprano Julia Varady, de Nadine Denize, mezzo-soprano, et de Robert Loyd, basse : brillante distribution pour la *Requiem*, donné par l'Orchestre de Paris et ses chœurs, sous la direction de Daniel Barenboim. Pavarotti reviendra à deux reprises, la saison prochaine, à l'Opéra de Paris. Ses fervents inconditionnels, tout comme ses juges les plus sévères, l'attendent.

Lui, le comble du ténor italien, dit : « Je suis né au mois d'octobre. Et c'est très bien. Très bon, à cause du signe astrologique : balance. La balance, c'est l'équilibre. » Du sérieux passant au sourire, il dit aussi : « La chance est avec moi. J'ai eu la chance d'abord de naître dans une famille simple où il y avait beaucoup d'amour. Notre maison se trouvait non loin de la campagne. Ainsi, j'ai été élevé comme un animal gentil, capable de bonheur, vous comprenez. J'ai vite appris qu'il ne faut rien suzer de la vie, ne pas lui demander quoi que ce soit, jamais. Plutôt prendre ce qui vient. Je suis comme ça. »

Le mastodonte au regard modeste et à la barbe en collier noir serre deux mains par-ci, affable, embrasse trois joues par-là, attendrissant ; s'embrasse même M. Jacques Chirac qui, après le long discours de louanges qu'il vient de lui adresser en lui remettant la médaille de vermeil de la Ville de Paris, s'est approché à nouveau, comme alimenter par le héros. Echouage de paroles de circonstance mais légères, guillerettes, comme si la douceur de notre Gargantua du bel canto se communiquait.

Lorsque les officiels le complimentent, Pavarotti baisse humblement les yeux, ses petits yeux marrons surmontés de sourcils de jais, aussi fournis que bien dessinés. Dans ce salon doré de l'Hôtel de Ville, il ressemble à ces premiers communicants d'autrefois, sur les photos solennelles. Adolescents à l'expression si consciencieusement empruntée qu'on leur donnait, bien sûr, le Bon Dieu sans confession. Mais Pavarotti ne porte pas de brassard de dentelle blanche ; si un instant ses mains blanches et potelées ont l'air un peu ballantes au bout de ses bras puissants, elles redoublent d'italianismes, volubiles, quand M. Bogliandino, directeur de l'Opéra de Paris, vient à son tour féliciter le compatriote, le comble, les se parlent dans leur langue. Avec tous les autres, Pavarotti s'exprime en anglais, uniquement. Il n'a pas séjourné quinze ans aux États-Unis pour rien.

Harcelé, Pavarotti sait donner l'impression qu'il donnerait tout son temps s'il en avait. Avant de s'emmêler d'une écharpe tricotée main et d'un inénarrable

chapeau mou il en revient à Modène où il est né, donc, le 12 octobre 1935, d'un père boulanger, qui faisait entendre sa voix de ténor dans les chœurs locaux et l'a toujours poussé. A Modène, tout le monde chantait. Chez les Pavarotti, on écoutait des disques d'opéra, beaucoup. Une de ses amies d'enfance s'appelle Mirella Freni... Sa mère, ouvrière dans une manufacture de tabac (elle ne s'appelle pas Carmen mais Adèle), aurait préféré qu'il devienne comptable, médier d'avenir. En réalité, le jeune Pavarotti, vers 1955, se retrouva avec un diplôme d'instituteur...

Le début de la « carrière » remonte à 1961, où il tient pour la première fois le rôle de Rodolfo dans la *Bohème*. C'est resté son emploi fétiche. En Rodolfo, il eut et terrassa les auditeurs. Puis, Lucia de Lammermoor et la rencontre avec Joan Sutherland qui sera souvent sa partenaire. Elle lui a appris tout sur la respiration. « Quand elle travaillait je touchais son estomac et j'essayais de faire la même chose », aime-t-il raconter. Pour Pavarotti, l'expérience vécue prime sur les leçons abstraites.

Question admission et expulsion de l'air, Pavarotti est bien le roi. Ravant d'être apprécié plutôt pour l'homogénéité de son phrasé que pour ses prouesses inouïes dans les aigus, il est depuis 1986, l'un des seuls au monde à tenir sans effort apparent la suite des neufs « do » archi-hauts perversément alignés par Donizetti dans la *Fille du régiment*.

De la côte est à la côte ouest, et dans tous les États à cause de la télévision où il apparaît plus que souvent y compris dans des publicités pour American Express, Pavarotti a l'Amérique à ses pieds. Son nom est connu, dans la plus modeste et la moins médiocre, des familles, comme celui d'Elvis Presley. Il accueille sa popularité de champion avec un contentement d'enfant.

Son énormité amuse, ou rassure. Combien pèse Pavarotti ? Cent vingt, cent trente kilos ? Nul ne le dit. Si de temps en temps il observe des régimes, il adore faire la cuisine, manger... Alors on vante sa souplesse, sa force musculaire, on raconte qu'il joue au tennis, et bien, et qu'il conduit à 180 à l'heure des Mercedes ou des Ferrari, les voitures de sa ville, Modène. Modène où entre les voyages il retourne voir sa femme, ses trois filles et ses « bons amis ».

Enlèvement de T. shirt, Pavarotti ? Commercial ? Mais récemment dans *Ernani* à New-York, il a fait pleurer les plus exigeants.

MATHILDE LA BARDONNIE.
* Salle Pleyel, le 7, à 16 heures.
* Palais des Congrès, le 8, à 20 h 30.

EXPOSITIONS

UN BILAN DE L'ART CINÉTIQUE A MILAN

L'adoration des lumières

Le grand escalier du Palazzo Reale de Milan, maintes fois détruit et reconstruit au cours de son histoire, a aujourd'hui un sinistre aspect carcéral. Tout en haut, une petite porte ouvre sur les anciens appartements princiers, qui servent aujourd'hui aux manifestations temporaires de la ville. Des fastes du passé reste l'enfilade de petits salons qui convient fort bien à l'exposition-démonstration de ce que la Vergine, l'organisatrice, appelle « l'ultime mouvement d'avant-garde » de l'art contemporain. Elle le situe dans la décennie 1953-1963, moment où des artistes internationaux se sont, pour la dernière fois, regroupés autour d'un programme commun, à l'instar des futuristes italiens du début du siècle, des révolutionnaires russes d'Octobre, des maîtres du Bauhaus de Weimar et des missionnaires de l'abstraction constructivistes de l'école de Mondrian.

Rendons hommage à la ville qui n'hésite pas, avec le support financier de sociétés privées, à favoriser, au-delà du spectacle de l'exposition, l'examen d'un problème critique de l'art d'aujourd'hui. L'opération est d'autant plus justifiée que Milan a joué un rôle notable dans la montée et la chute de l'arte programmata e cinetica, qui a brillé de toutes ses lumières pendant dix ans avant de s'éteindre aux premières heures de mai 1968. Il est normal que ce bilan ait lieu ici à Milan, ville de grandes industries, de beaux magasins où le design industriel et artisanal régent le goût dans le vêtement, le meuble, les objets d'art décoratifs qui renouellent inlassablement l'environnement quotidien.

Tenter de rationaliser la création artistique, de supprimer les aléas de l'inspiration par une programmation à partir d'une mise en code numérique des couleurs et des formes, c'était vouloir faire la lumière sur l'ombre qui enveloppe naturellement l'art. Un rêve d'alchimiste, une pierre philosophale qui permettrait de trouver à coup sûr une œuvre au bout d'un processus habituellement semé de doutes et d'incertitudes.

Le paradis perdu

La participation de l'école de Paris, à l'époque menée de main de maître par Denise René, est une des plus brillantes avec Soto, Cruz-Diez, Agam, Demarco, Rosal, Yvarel, Stein, Sobrino, Morellet... En tête, bien sûr, Vasarely, l'ainé, la locomotive avec ses inséparables variations de figures géométriques programmées et ses facultés de théoricien.

Ce n'est pas une coïncidence si l'art cinétique se développe parallèlement à l'industrie des années 60.

Un répond à l'autre, même si cet art n'a jamais été dans l'esprit des artistes une illustration infantile des merveilles de la technologie, mais un développement jusqu'à ses extrêmes conséquences logiques de l'abstraction de Mondrian, mécanisme, électricité, cybernétique, comme imprégnée par l'optimisme industriel et moment. Et lorsque la Nouvelle Tendance contamine les États-Unis, qui veulent de connaître la flamme triomphante du pop art, elle devient, par une analogie parfaitement gratuite, l'op art.

Le vaste marché qui s'ouvre suscite la venue d'une armée de suiveurs insoufficients, dont la production atteint très vite son point de saturation. Vasarely est l'un des rares à entrevoir avec lucidité les dangers du développement trop rapide de l'art cinétique. L'architecture en fait ses lapides et ses mureaux, la mode du vêtement ses motifs, le design des meubles et des objets décoratifs son esthétique moderne. L'art cinétique entre d'autant plus facilement dans le système de consommation de masse qu'il se prête tout naturellement à la multiplication industrielle.

Les artistes italiens - dont beaucoup s'associent aux industriels recourant au design sophistiqué, comme Olivetti, ou officiant Umberto Eco, et comme Danese - jouent un rôle prépondérant dans le phénomène de banalisation. On voit des peintres et des sculpteurs aller indifféremment des cimaises des galeries d'art aux chaînes des usines et déboucher sur la confusion entre l'œuvre d'art, qui cherche conceptuellement une esthétique de l'anonymat, et l'objet décoratif industriel en quête de son créneau économique, comme sous-produit artistique.

La mise en question du modèle de la société industrielle de consommation fut fatale au cinématisme. Il n'a pas survécu au « paradis perdu de la technologie ». Ordinairement, la chute d'un mouvement d'art, confiné dans un cercle restreint d'amateurs, n'est jamais aussi brutale. Mais le cinématisme, c'était l'adoration des lumières du modernisme et du développement illimité, l'illustration d'un futur prometteur mais peu rassurant. Le balancier de l'histoire du goût n'a pas tardé à ramener cette esthétique de l'artificiel sur les chemins plus tranquilles d'un naturalisme postmoderne, où un nouvel art intimiste se substitue à la société anonyme de l'art collectif programmé.

JACQUES MICHEL.

* *Arte programmata e cinetica*, au Palazzo Reale de Milan. Exposition organisée par Lea Vergine et Laura Bianchi, jusqu'au 27 février.

VARIÉTÉS

DE L'OLYMPIA AU ZÉNITH

La voie du « garage »

Tout le mois de janvier, c'est Yves Duteil qui occupe la scène de l'Olympia. Des ballades néo-classiques et d'une extrême simplicité, des mots anodins et une voix douce ont donné un large public à une voix douce ont donné un large public à un chanteur qui fait un rappel constant au patrimoine.

La salle de l'Olympia est belle, solidement équipée. La direction du music-hall, depuis trente ans, est à l'écoute des musiques, des chansons et des modes, sans être dupe d'un show-business misant trop souvent sur les apparences. Elle a suivi, encouragé, des générations de chanteurs et de musiciens, dont la dernière vague : Jonasz, Renaud, Cocu, Souchon. Aussi l'Olympia s'est confondu avec l'histoire de la chanson française.

Mais il n'est pas toujours facile de mener une politique et l'Olympia le sait aujourd'hui, qui se heurte non seulement à d'autres entreprises privées (Palais des sports, Palais des congrès) mais aussi à l'État avec le site de Zénith, à Paris, qui va accueillir Renaud, Diane Dufréne, Johnny Hallyday et Sheila : ces trois établissements ont en commun d'avoir une plus grande capacité que l'Olympia (3 600 places pour le Zénith, 6 000 pour le Palais des sports, 4 500 pour le Palais des congrès, contre 2 200 pour l'Olympia) et de pratiquer le « garage », c'est-à-dire d'éviter les risques en louant la salle aux artistes.

Le Palais des glaces menacé

Le Palais des glaces est d'une notoriété plus récente : trois ans. Mais il s'est acquis dans ce peu de temps une place à part : théâtre des musiques du monde, il a présenté quelques-uns des personnages étonnants de la scène internationale ainsi le clown américain Jango Edwards ou le chanteuse haïtienne Toto Bissonette, qui revient au 37, rue du Faubourg-du-Temple, à partir du 10 janvier. Sans subvention, avec tous les risques financiers en permanence, le Palais des glaces s'est peu à peu constitué un public fidèle et nombreux.

Jean-François Millet, l'animateur du Palais des glaces a un bail de quatre ans qui se termine en août prochain. Exerçant son droit de préemption, la Ville de Paris a fait savoir qu'elle allait racheter les murs de cette salle, le député-maire du dixième arrondissement, M. Claude Marcus, souhaitait disposer d'un théâtre municipal dans son secteur.

N'est-ce pas aller un peu vite en besogne que de ne pas tenir compte de ce qui se passe dans un lieu ?

CLAUDE FLÉOUTER.

* Olympia, 20 h 15.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Stanley KUBRICK a donné au genre des films d'horreur, un de ses chefs-d'œuvre... Stupéfiant !

Le Figaro Magazine

Une effrayante réussite du film d'épouvante.

Le Nouvel Observateur



SHINING

UN FILM DE STANLEY KUBRICK JACK NICHOLSON SHELLEY DUVALL

Distributeur par WARNER-COLUMBIA FILM

MAISON DES ARTS
ANDRÉ MALRAUX
CRÉTEIL
DIRECTION JEAN MORLOCK
mardi 10 janvier 20h30
JAZZ A CRÉTEIL
TOOTS THIELEMANS
Place Salvador Allende tél. 899.94.50
M. Créteil Prefecture

«PUPIRE 14»
Orchestre régional de Musique
recense
Un chef permanent
directeur musical
Les études de composition sont des études pour
le 21 janvier 1984 au plus tard :
«PUPIRE 14»
Maison de la culture - B.P. 0631
Place Léon-Goniat
92004 AMIENS CEDEX - tél. : (33) 32-15-44
avec copie :
à la Direction de la Musique et de la Danse
Bureau des orchestres permanents
33, rue Saint-Dominique
75007 PARIS

JACQUES MICHEL.
* *Arte programmata e cinetica*, au Palazzo Reale de Milan. Exposition organisée par Lea Vergine et Laura Bianchi, jusqu'au 27 février.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE PRINCE ÉTERNEL - Tourtour (887-42-77), 20 h 30.
LE SUICIDAIRE - Espace Marse (884-02-31), 20 heures.
SOURIRE OBLIGE - CNF-Galerie (589-38-69), 20 h 30.
L'OISEAU VERT - T.E.P. (797-96-06), 20 h 30.
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF (en anglais), Galerie 55 (326-63-51), 20 h 30.
ALBATROS - Carmichael, Tempête (328-36-36), 20 h 45.
IMAGES DE KAFKA - Plaine (250-15-49), 20 h 30.
LABICHE DE POCHÉ - Lyp-Montparnasse (327-88-61), 20 h 30.
ANGELO TYRAN DE PADOUE - Brod-Pois (326-70-80), 20 h 30.
MÉMOIRES D'ISLES - Théâtre 18 (325-47-47), 20 h 30.
LE ROI VICTOR - Boulogne, T.B.R. (603-44-44), 20 h 30.
LA CUISINE - Évy, Agnès (077-93-50), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : la Critique de l'école des femmes ; l'École des femmes.
PETIT ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 18 h 30 : la Prise de l'école de Madhubat.
PETIT TEP (797-96-06), 20 h 30 : Clair d'usine.
REALBOURG (277-12-33), Cinéma-Parade : 13 h : Portrait de B. Bachelard ; 16 h : Albert Camus ; 19 h : Barbara à Pantin. Cinéma polonais : 17 h 30 : la Pastorale ; 19 h : Voix clandestines.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-33), 20 h 30 : Sophisticated Ladies.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), Danse, 18 h 30, Hervé Danne : NAI ou le cristal qui songe ; 20 h 30 : Ballets du Théâtre de la Ville.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : J.-P. Farré : le Dernier Soliste.

Les autres salles

A. DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Séances fiction.
ARTS-HERBERTOT (367-23-23), 18 h 30 : Spectacle La Fontaine ; 21 h : Oncle Vanu.
CARREPOUR DE L'ESPRIT (633-48-43), 20 h 30 : 2nd, 3rd, 4th, 5th, 6th, 7th, 8th, 9th, 10th, 11th, 12th, 13th, 14th, 15th, 16th, 17th, 18th, 19th, 20th, 21st, 22nd, 23rd, 24th, 25th, 26th, 27th, 28th, 29th, 30th, 31st, 32nd, 33rd, 34th, 35th, 36th, 37th, 38th, 39th, 40th, 41st, 42nd, 43rd, 44th, 45th, 46th, 47th, 48th, 49th, 50th, 51st, 52nd, 53rd, 54th, 55th, 56th, 57th, 58th, 59th, 60th, 61st, 62nd, 63rd, 64th, 65th, 66th, 67th, 68th, 69th, 70th, 71st, 72nd, 73rd, 74th, 75th, 76th, 77th, 78th, 79th, 80th, 81st, 82nd, 83rd, 84th, 85th, 86th, 87th, 88th, 89th, 90th, 91st, 92nd, 93rd, 94th, 95th, 96th, 97th, 98th, 99th, 100th, 101st, 102nd, 103rd, 104th, 105th, 106th, 107th, 108th, 109th, 110th, 111th, 112th, 113th, 114th, 115th, 116th, 117th, 118th, 119th, 120th, 121st, 122nd, 123rd, 124th, 125th, 126th, 127th, 128th, 129th, 130th, 131st, 132nd, 133rd, 134th, 135th, 136th, 137th, 138th, 139th, 140th, 141st, 142nd, 143rd, 144th, 145th, 146th, 147th, 148th, 149th, 150th, 151st, 152nd, 153rd, 154th, 155th, 156th, 157th, 158th, 159th, 160th, 161st, 162nd, 163rd, 164th, 165th, 166th, 167th, 168th, 169th, 170th, 171st, 172nd, 173rd, 174th, 175th, 176th, 177th, 178th, 179th, 180th, 181st, 182nd, 183rd, 184th, 185th, 186th, 187th, 188th, 189th, 190th, 191st, 192nd, 193rd, 194th, 195th, 196th, 197th, 198th, 199th, 200th, 201st, 202nd, 203rd, 204th, 205th, 206th, 207th, 208th, 209th, 210th, 211st, 212nd, 213th, 214th, 215th, 216th, 217th, 218th, 219th, 220th, 221st, 222nd, 223rd, 224th, 225th, 226th, 227th, 228th, 229th, 230th, 231st, 232nd, 233rd, 234th, 235th, 236th, 237th, 238th, 239th, 240th, 241st, 242nd, 243rd, 244th, 245th, 246th, 247th, 248th, 249th, 250th, 251st, 252nd, 253rd, 254th, 255th, 256th, 257th, 258th, 259th, 260th, 261st, 262nd, 263rd, 264th, 265th, 266th, 267th, 268th, 269th, 270th, 271st, 272nd, 273rd, 274th, 275th, 276th, 277th, 278th, 279th, 280th, 281st, 282nd, 283rd, 284th, 285th, 286th, 287th, 288th, 289th, 290th, 291st, 292nd, 293rd, 294th, 295th, 296th, 297th, 298th, 299th, 300th, 301st, 302nd, 303rd, 304th, 305th, 306th, 307th, 308th, 309th, 310th, 311st, 312nd, 313th, 314th, 315th, 316th, 317th, 318th, 319th, 320th, 321st, 322nd, 323rd, 324th, 325th, 326th, 327th, 328th, 329th, 330th, 331st, 332nd, 333rd, 334th, 335th, 336th, 337th, 338th, 339th, 340th, 341st, 342nd, 343rd, 344th, 345th, 346th, 347th, 348th, 349th, 350th, 351st, 352nd, 353rd, 354th, 355th, 356th, 357th, 358th, 359th, 360th, 361st, 362nd, 363rd, 364th, 365th, 366th, 367th, 368th, 369th, 370th, 371st, 372nd, 373rd, 374th, 375th, 376th, 377th, 378th, 379th, 380th, 381st, 382nd, 383rd, 384th, 385th, 386th, 387th, 388th, 389th, 390th, 391st, 392nd, 393rd, 394th, 395th, 396th, 397th, 398th, 399th, 400th, 401st, 402nd, 403rd, 404th, 405th, 406th, 407th, 408th, 409th, 410th, 411st, 412nd, 413th, 414th, 415th, 416th, 417th, 418th, 419th, 420th, 421st, 422nd, 423rd, 424th, 425th, 426th, 427th, 428th, 429th, 430th, 431st, 432nd, 433rd, 434th, 435th, 436th, 437th, 438th, 439th, 440th, 441st, 442nd, 443rd, 444th, 445th, 446th, 447th, 448th, 449th, 450th, 451st, 452nd, 453rd, 454th, 455th, 456th, 457th, 458th, 459th, 460th, 461st, 462nd, 463rd, 464th, 465th, 466th, 467th, 468th, 469th, 470th, 471st, 472nd, 473rd, 474th, 475th, 476th, 477th, 478th, 479th, 480th, 481st, 482nd, 483rd, 484th, 485th, 486th, 487th, 488th, 489th, 490th, 491st, 492nd, 493rd, 494th, 495th, 496th, 497th, 498th, 499th, 500th, 501st, 502nd, 503rd, 504th, 505th, 506th, 507th, 508th, 509th, 510th, 511st, 512nd, 513th, 514th, 515th, 516th, 517th, 518th, 519th, 520th, 521st, 522nd, 523rd, 524th, 525th, 526th, 527th, 528th, 529th, 530th, 531st, 532nd, 533rd, 534th, 535th, 536th, 537th, 538th, 539th, 540th, 541st, 542nd, 543rd, 544th, 545th, 546th, 547th, 548th, 549th, 550th, 551st, 552nd, 553rd, 554th, 555th, 556th, 557th, 558th, 559th, 560th, 561st, 562nd, 563rd, 564th, 565th, 566th, 567th, 568th, 569th, 570th, 571st, 572nd, 573rd, 574th, 575th, 576th, 577th, 578th, 579th, 580th, 581st, 582nd, 583rd, 584th, 585th, 586th, 587th, 588th, 589th, 590th, 591st, 592nd, 593rd, 594th, 595th, 596th, 597th, 598th, 599th, 600th, 601st, 602nd, 603rd, 604th, 605th, 606th, 607th, 608th, 609th, 610th, 611st, 612nd, 613th, 614th, 615th, 616th, 617th, 618th, 619th, 620th, 621st, 622nd, 623rd, 624th, 625th, 626th, 627th, 628th, 629th, 630th, 631st, 632nd, 633rd, 634th, 635th, 636th, 637th, 638th, 639th, 640th, 641st, 642nd, 643rd, 644th, 645th, 646th, 647th, 648th, 649th, 650th, 651st, 652nd, 653rd, 654th, 655th, 656th, 657th, 658th, 659th, 660th, 661st, 662nd, 663rd, 664th, 665th, 666th, 667th, 668th, 669th, 670th, 671st, 672nd, 673rd, 674th, 675th, 676th, 677th, 678th, 679th, 680th, 681st, 682nd, 683rd, 684th, 685th, 686th, 687th, 688th, 689th, 690th, 691st, 692nd, 693rd, 694th, 695th, 696th, 697th, 698th, 699th, 700th, 701st, 702nd, 703rd, 704th, 705th, 706th, 707th, 708th, 709th, 710th, 711st, 712nd, 713th, 714th, 715th, 716th, 717th, 718th, 719th, 720th, 721st, 722nd, 723rd, 724th, 725th, 726th, 727th, 728th, 729th, 730th, 731st, 732nd, 733rd, 734th, 735th, 736th, 737th, 738th, 739th, 740th, 741st, 742nd, 743rd, 744th, 745th, 746th, 747th, 748th, 749th, 750th, 751st, 752nd, 753rd, 754th, 755th, 756th, 757th, 758th, 759th, 760th, 761st, 762nd, 763rd, 764th, 765th, 766th, 767th, 768th, 769th, 770th, 771st, 772nd, 773rd, 774th, 775th, 776th, 777th, 778th, 779th, 780th, 781st, 782nd, 783rd, 784th, 785th, 786th, 787th, 788th, 789th, 790th, 791st, 792nd, 793rd, 794th, 795th, 796th, 797th, 798th, 799th, 800th, 801st, 802nd, 803rd, 804th, 805th, 806th, 807th, 808th, 809th, 810th, 811st, 812nd, 813th, 814th, 815th, 816th, 817th, 818th, 819th, 820th, 821st, 822nd, 823rd, 824th, 825th, 826th, 827th, 828th, 829th, 830th, 831st, 832nd, 833rd, 834th, 835th, 836th, 837th, 838th, 839th, 840th, 841st, 842nd, 843rd, 844th, 845th, 846th, 847th, 848th, 849th, 850th, 851st, 852nd, 853rd, 854th, 855th, 856th, 857th, 858th, 859th, 860th, 861st, 862nd, 863rd, 864th, 865th, 866th, 867th, 868th, 869th, 870th, 871st, 872nd, 873rd, 874th, 875th, 876th, 877th, 878th, 879th, 880th, 881st, 882nd, 883rd, 884th, 885th, 886th, 887th, 888th, 889th, 890th, 891st, 892nd, 893rd, 894th, 895th, 896th, 897th, 898th, 899th, 900th, 901st, 902nd, 903rd, 904th, 905th, 906th, 907th, 908th, 909th, 910th, 911st, 912nd, 913th, 914th, 915th, 916th, 917th, 918th, 919th, 920th, 921st, 922nd, 923rd, 924th, 925th, 926th, 927th, 928th, 929th, 930th, 931st, 932nd, 933rd, 934th, 935th, 936th, 937th, 938th, 939th, 940th, 941st, 942nd, 943rd, 944th, 945th, 946th, 947th, 948th, 949th, 950th, 951st, 952nd, 953rd, 954th, 955th, 956th, 957th, 958th, 959th, 960th, 961st, 962nd, 963rd, 964th, 965th, 966th, 967th, 968th, 969th, 970th, 971st, 972nd, 973rd, 974th, 975th, 976th, 977th, 978th, 979th, 980th, 981st, 982nd, 983rd, 984th, 985th, 986th, 987th, 988th, 989th, 990th, 991st, 992nd, 993rd, 994th, 995th, 996th, 997th, 998th, 999th, 1000th, 1001st, 1002nd, 1003rd, 1004th, 1005th, 1006th, 1007th, 1008th, 1009th, 1010th, 1011st, 1012nd, 1013th, 1014th, 1015th, 1016th, 1017th, 1018th, 1019th, 1020th, 1021st, 1022nd, 1023rd, 1024th, 1025th, 1026th, 1027th, 1028th, 1029th, 1030th, 1031st, 1032nd, 1033rd, 1034th, 1035th, 1036th, 1037th, 1038th, 1039th, 1040th, 1041st, 1042nd, 1043rd, 1044th, 1045th, 1046th, 1047th, 1048th, 1049th, 1050th, 1051st, 1052nd, 1053rd, 1054th, 1055th, 1056th, 1057th, 1058th, 1059th, 1060th, 1061st, 1062nd, 1063rd, 1064th, 1065th, 1066th, 1067th, 1068th, 1069th, 1070th, 1071st, 1072nd, 1073rd, 1074th, 1075th, 1076th, 1077th, 1078th, 1079th, 1080th, 1081st, 1082nd, 1083rd, 1084th, 1085th, 1086th, 1087th, 1088th, 1089th, 1090th, 1091st, 1092nd, 1093rd, 1094th, 1095th, 1096th, 1097th, 1098th, 1099th, 1100th, 1101st, 1102nd, 1103rd, 1104th, 1105th, 1106th, 1107th, 1108th, 1109th, 1110th, 1111st, 1112nd, 1113th, 1114th, 1115th, 1116th, 1117th, 1118th, 1119th, 1120th, 1121st, 1122nd, 1123rd, 1124th, 1125th, 1126th, 1127th, 1128th, 1129th, 1130th, 1131st, 1132nd, 1133rd, 1134th, 1135th, 1136th, 1137th, 1138th, 1139th, 1140th, 1141st, 1142nd, 1143rd, 1144th, 1145th, 1146th, 1147th, 1148th, 1149th, 1150th, 1151st, 1152nd, 1153rd, 1154th, 1155th, 1156th, 1157th, 1158th, 1159th, 1160th, 1161st, 1162nd, 1163rd, 1164th, 1165th, 1166th, 1167th, 1168th, 1169th, 1170th, 1171st, 1172nd, 1173rd, 1174th, 1175th, 1176th, 1177th, 1178th, 1179th, 1180th, 1181st, 1182nd, 1183rd, 1184th, 1185th, 1186th, 1187th, 1188th, 1189th, 1190th, 1191st, 1192nd, 1193rd, 1194th, 1195th, 1196th, 1197th, 1198th, 1199th, 1200th, 1201st, 1202nd, 1203rd, 1204th, 1205th, 1206th, 1207th, 1208th, 1209th, 1210th, 1211st, 1212nd, 1213th, 1214th, 1215th, 1216th, 1217th, 1218th, 1219th, 1220th, 1221st, 1222nd, 1223rd, 1224th, 1225th, 1226th, 1227th, 1228th, 1229th, 1230th, 1231st, 1232nd, 1233rd, 1234th, 1235th, 1236th, 1237th, 1238th, 1239th, 1240th, 1241st, 1242nd, 1243rd, 1244th, 1245th, 1246th, 1247th, 1248th, 1249th, 1250th, 1251st, 1252nd, 1253rd, 1254th, 1255th, 1256th, 1257th, 1258th, 1259th, 1260th, 1261st, 1262nd, 1263rd, 1264th, 1265th, 1266th, 1267th, 1268th, 1269th, 1270th, 1271st, 1272nd, 1273rd, 1274th, 1275th, 1276th, 1277th, 1278th, 1279th, 1280th, 1281st, 1282nd, 1283rd, 1284th, 1285th, 1286th, 1287th, 1288th, 1289th, 1290th, 1291st, 1292nd, 1293rd, 1294th, 1295th, 1296th, 1297th, 1298th, 1299th, 1300th, 1301st, 1302nd, 1303rd, 1304th, 1305th, 1306th, 1307th, 1308th, 1309th, 1310th, 1311st, 1312nd, 1313th, 1314th, 1315th, 1316th, 1317th, 1318th, 1319th, 1320th, 1321st, 1322nd, 1323rd, 1324th, 1325th, 1326th, 1327th, 1328th, 1329th, 1330th, 1331st, 1332nd, 1333rd, 1334th, 1335th, 1336th, 1337th, 1338th, 1339th, 1340th, 1341st, 1342nd, 1343rd, 1344th, 1345th, 1346th, 1347th, 1348th, 1349th, 1350th, 1351st, 1352nd, 1353rd, 1354th, 1355th, 1356th, 1357th, 1358th, 1359th, 1360th, 1361st, 1362nd, 1363rd, 1364th, 1365th, 1366th, 1367th, 1368th, 1369th, 1370th, 1371st, 1372nd, 1373rd, 1374th, 1375th, 1376th, 1377th, 1378th, 1379th, 1380th, 1381st, 1382nd, 1383rd, 1384th, 1385th, 1386th, 1387th, 1388th, 1389th, 1390th, 1391st, 1392nd, 1393rd, 1394th, 1395th, 1396th, 1397th, 1398th, 1399th, 1400th, 1401st, 1402nd, 1403rd, 1404th, 1405th, 1406th, 1407th, 1408th, 1409th, 1410th, 1411st, 1412nd, 1413th, 1414th, 1415th, 1416th, 1417th, 1418th, 1419th, 1420th, 1421st, 1422nd, 1423rd, 1424th, 1425th, 1426th, 1427th, 1428th, 1429th, 1430th, 1431st, 1432nd, 1433rd, 1434th, 1435th, 1436th, 1437th, 1438th, 1439th, 1440th, 1441st, 1442nd, 1443rd, 1444th, 1445th, 1446th, 1447th, 1448th, 1449th, 1450th, 1451st, 1452nd, 1453rd, 1454th, 1455th, 1456th, 1457th, 1458th, 1459th, 1460th, 1461st, 1462nd, 1463rd, 1464th, 1465th, 1466th, 1467th, 1468th, 1469th, 1470th, 1471st, 1472nd, 1473rd, 1474th, 1475th, 1476th, 1477th, 1478th, 1479th, 1480th, 1481st, 1482nd, 1483rd, 1484th, 1485th, 1486th, 1487th, 1488th, 1489th, 1490th, 1491st, 1492nd, 1493rd, 1494th, 1495th, 1496th, 1497th, 1498th, 1499th, 1500th, 1501st, 1502nd, 1503rd, 1504th, 1505th, 1506th, 1507th, 1508th, 1509th, 1510th, 1511st, 1512nd, 1513th, 1514th, 1515th, 1516th, 1517th, 1518th, 1519th, 1520th, 1521st, 1522nd, 1523rd, 1524th, 1525th, 1526th, 1527th, 1528th, 1529th, 1530th, 1531st, 1532nd, 1533rd, 1534th, 1535th, 1536th, 1537th, 1538th, 1539th, 1540th, 1541st, 1542nd, 1543rd, 1544th, 1545th, 1546th, 1547th, 1548th, 1549th, 1550th, 1551st, 1552nd, 1553rd, 1554th, 1555th, 1556th, 1557th, 1558th, 1559th, 1560th, 1561st, 1562nd, 1563rd, 1564th, 1565th, 1566th, 1567th, 1568th, 1569th, 1570th, 1571st, 1572nd, 1573rd, 1574th, 1575th, 1576th, 1577th, 1578th, 1579th, 1580th, 1581st, 1582nd, 1583rd, 1584th, 1585th, 1586th, 1587th, 1588th, 1589th, 1590th, 1591st, 1592nd, 1593rd, 1594th, 1595th, 1596th, 1597th, 1598th, 1599th, 1600th, 1601st, 1602nd, 1603rd, 1604th, 1605th, 1606th, 1607th, 1608th, 1609th, 1610th, 1611st, 1612nd, 1613th, 1614th, 1615th, 1616th, 1617th, 1618th, 1619th, 1620th, 1621st, 1622nd, 1623rd, 1624th, 1625th, 1626th, 1627th, 1628th, 1629th, 1630th, 1631st, 1632nd, 1633rd, 1634th, 1635th, 1636th, 1637th, 1638th, 1639th, 1640th, 1641st, 1642nd, 1643rd, 1644th, 1645th, 1646th, 1647th, 1648th, 1649th, 1650th, 1651st, 1652nd, 1653rd, 1654th, 1655th, 1656th, 1657th, 1658th, 1659th, 1660th, 1661st, 1662nd, 1663rd, 1664th, 1665th, 1666th, 1667th, 1668th, 1669th, 1670th, 1671st, 1672nd, 1673rd, 1674th, 1675th, 1676th, 1677th, 1678th, 1679th, 1680th, 1681st, 1682nd, 1683rd, 1684th, 1685th, 1686th, 1687th, 1688th, 1689th, 1690th, 1691st, 1692nd, 1693rd, 1694th, 1695th, 1696th, 1697th, 1698th, 1699th, 1700th, 1701st, 1702nd, 1703rd, 1704th, 1705th, 1706th, 1707th, 1708th, 1709th, 1710th, 1711st, 1712nd, 1713th, 1714th, 1715th, 1716th, 1717th, 1718th, 1719th, 1720th, 1721st, 1722nd, 1723rd, 1724th, 1725th, 1726th, 1727th, 1728th, 1729th, 1730th, 1731st, 1732nd, 1733rd, 1734th, 1735th, 173

Les alchimistes du huitième art

thème de Haydn, *Concerto pour piano et orchestre n° 5* de Beethoven, *Symphonie n° 4 en fa mineur* de Tchaïkovski par l'Orchestre national de France, dir. E. Krivine, sol. Y. Egorov, piano.

21 h 30. Fréquence de nuit : le club des archives.

thème de Haydn, *Concerto pour piano et orchestre n° 5* de Beethoven, *Symphonie n° 4 en fa mineur* de Tchaïkovski par l'Orchestre national de France, dir. E. Krivine, sol. Y. Egorov, piano.

21 h 30. Fréquence de nuit : le club des archives.

APRÈS LA FERMETURE DE L'USINE TALBOT DE POISSY

M. Bérégovoy invite la direction à rencontrer les syndicats pour examiner les conditions de la reprise du travail

A la suite des violents affrontements du 5 janvier, la direction a décidé de fermer l'usine Talbot de Poissy. Ni la C.G.T. ni la C.F.D.T. n'ayant accepté de poursuivre l'occupation le 6 janvier, seuls quelques rares ouvriers se sont présentés, vendredi matin, aux portes de l'établissement, des gardiens opérant un très sérieux filtrage. La direction a convoqué les cadres et quelques autres salariés pour faire le point et vérifier l'état des lieux. La C.G.T. a appelé, à 17 heures, ce 6 janvier, à une manifestation de la Nation à la Bastille, pour « dénoncer les provocations de la direction, les violences des milices patronales, le racisme, défendre l'emploi et l'automobile et affirmer la solidarité des travailleurs français et immigrés ». De son côté, la mairie de Poissy (R.P.E.) organise, à 15 heures, une manifestation sur le thème « Sauvez l'emploi à Poissy et dans sa région ». La C.S.L., par la voix de son secrétaire général, M. Blanc, a annoncé qu'elle participerait à cette manifestation. Le 5 janvier, 200 à 300 militants C.F.D.T. ont manifesté devant le siège parisien de Peugeot S.A. Plusieurs responsables C.F.D.T. ont été convoqués le 6 janvier à 10 h 30 devant le tribunal de Versailles, suite à la plainte déposée par la direction.

M. Henri Krasucki a estimé, le 5 janvier, que la responsabilité de la situation « incombe d'abord à la direction du groupe P.S.A. », mais a souligné que

« la C.F.D.T. a une bien lourde responsabilité » et que le gouvernement a également « sa part de responsabilité » (voir d'autre part). Le secrétaire général de la C.G.T. a affirmé que « la direction a permis (...) aux éléments de la C.S.L. et d'autres usines du groupe P.S.A. de conjuguer aujourd'hui leur violence avec celle des 150 extrémistes en attaquant les travailleurs venus pour une issue positive ». Il a souligné que sa centrale « ne permettra ni la confusion ni que ses militants et que les travailleurs soient victimes de la violence » et continuera à agir « pour une issue positive conforme à l'intérêt des travailleurs et à celui du pays ».

La commission exécutive de la C.F.D.T. et sa fédération de la métallurgie « condamnent ces violences. Elles se félicitent de l'attitude des militants C.F.D.T. qui, sur le terrain, développent tous les efforts pour empêcher les affrontements. Dans ce conflit comme dans d'autres, la dégradation de la situation est aussi le résultat d'une conception des rapports sociaux qui élimine les organisations syndicales du règlement des problèmes économiques et sociaux. (...) Elles déclarent solennellement que la seule solution pour régler le conflit et arrêter le développement d'un processus de violence est de prendre les moyens de mener rapidement les négociations ».

Dénonçant les « irresponsables C.G.T. et C.F.D.T. », M. Bergeron a affirmé que « si la situa-

tion actuelle persiste, c'est la crédibilité de la marque Talbot elle-même qui sera en cause. C'est aujourd'hui qu'il faut mettre un terme à ce qu'on vit, sinon c'est l'emploi de 17 000 personnes qui sera en cause ». La C.F.T.C. a souligné que « le résultat est tragique pour les salariés et l'entreprise comme pour le syndicalisme. Va-t-on enfin en finir avec les dictats, les opérations de commandos et la violence, pour revenir à un dialogue syndical authentique ? ».

M. Jean Menu, président de la C.G.C., a estimé que « le gouvernement doit prendre ses responsabilités. Hier la démagogie, aujourd'hui l'irresponsabilité caractérisée mettent en péril plus de 30 000 emplois dans l'automobile française. (...) La C.G.C. demande solennellement que la table ronde sur l'automobile soit réunie d'urgence pour éviter de nouveaux « Poissy ». Dans l'immédiat, faudra-t-il qu'il y ait des morts chez Talbot pour que des solutions soient trouvées dans la concertation ? ».

La C.S.L. affirme qu'« aucun militant n'a participé de quelque manière que ce soit à ces actes odieux » et se déclare « scandalisée par le comportement des dirigeants de la C.F.D.T. », demandant l'ouverture d'une information judiciaire contre cette organisation.

M. Max Gallo a déclaré que le gouvernement « a assumé toutes ses responsabilités » et que « les partenaires sociaux devraient prendre les leurs ». Il a souligné que le gouvernement « avait réussi à faire

accepter une réduction des licenciements et à l'accompagner d'un plan social », et qu'il était prêt à « ouvrir des négociations » sur les modalités de l'aide au retour des salariés. Jugant « dramatiques » les affrontements, il a ajouté que le gouvernement « souhaite la reprise du travail » et que la direction « tiens son engagement de maintenir l'activité sur ce site, dans cette usine ».

A TF 1, M. Bérégovoy a souligné qu'« il faut que la direction accepte de rencontrer les responsables syndicaux et qu'elle examine avec eux les conditions de la reprise du travail ». Après avoir lancé un appel aux deux parties, il a ajouté : « Il s'agit d'un problème difficile, mais il faut mesurer l'enjeu : on bien le désordre, ou bien une usine qui continue de fabriquer ».

M. Bernard Pons, au nom du R.P.R., condamné sans réserves « les violences provoquées par une minorité d'irresponsables. La sécurité de tous doit être garantie à l'extérieur et aux abords de l'entreprise. Le R.P.R. dénonce l'absence de clairvoyance et les atterrissements du gouvernement qui sont en grande partie à l'origine de la dégradation de la situation ». Quant à M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, il affirme que « les syndicats révolutionnaires C.G.T. et C.F.D.T. ont assassiné Talbot ».

Une sortie la tête haute

En concentré, cette évacuation du bâtiment B3 où les grévistes s'étaient barricadés toute la journée du 5 janvier fut à l'image du mois de grève qui l'avait précédée : déchirée, explosive, vibrante de cinq cents énergies du désespoir. Un adieu aux armes revêt l'après-midi par les assiégés, une cérémonie interminablement négociée maître par maître par les syndicalistes. Comment quitter le B3, devenu leur second foyer, leur refuge ? On leur proposait le déshonneur, une sortie à la sauvette par la porte d'Achéris, la « porte de service », 4 kilomètres de honte jusqu'à la gare. La direction leur refusait des cars pour les ramener chez eux en sécurité. Le gouvernement leur refusait les masses de bouillottes, et ils arrachèrent la porte de Poissy, la grande.

Sous la pluie glaciale de la nuit tombante, la tête haute, Talbot montre ainsi au pays comment meurt une grève. En tête du cortège, au prix de quelques horions avec la C.F.D.T., la bande de la C.G.T., sous laquelle s'abrite une quinzaine de militants, dont bien sûr Mme Nora Tréhel qui a voulu être du dernier voyage. Quelques bras un peu raides se lèvent, on esquive des courtes crispées. Et derrière, l'ineffable pagaille de la C.F.D.T., tous fanions au vent. « Non, non aux licenciements », trinité dernière fois le cortège en quittant l'enceinte de l'usine sous l'œil de quelques C.R.S. frigorifiés et d'une poignée de vigiles haineux. La froid, la pluie, ont eu raison depuis longtemps de leurs assignations non-grévistes.

N'empêche. On redresse la nuque pour soi, pour les camarades qui boivent le défilé. Passé la grille, quelque cinq cents militants de la C.G.T., accourent de toute la région, attendent les héros. Embrassades. Bravos. « Talbot vivra ! » et un certain effacement quand ils s'aperçoivent que les deux s'entredéchirent.

En deux cortèges distincts, on dépasse sans même les voir les fameux cars, enjeu d'un après-midi de palabres. Où se rend-on ? Les leaders le savent moins que quiconque. A travers Poissy, on atteint à la mairie. « Mes camarades, aujourd'hui, nous avons livré une grande bataille », félicite M. Jean-Pierre Noual, de la C.F.D.T., la voix brisée. Et, pour la première fois, ces mots : « Il est inutile, voire dangereux, de venir demain aux portes de l'usine. » Les grévistes savent depuis midi qu'à compter de vendredi la direction, une fois de plus, a décidé le lock-out de Poissy.

Lots de consolation

Trois lots de consolation : l'arrivée en autobus d'une délégation de la C.F.D.T. parisienne : « Français, immigrés, même combat ! », crient les Parisiens, comme à la manifestation des « Beurs ». Un « point d'information » promis chaque jour par la C.F.D.T. au siège de son union locale, et une « Bastille-Nation » vendredi 6 janvier à 17 heures, offerte par la C.G.T. Les cars arrivent enfin. On négocie les itinéraires, on s'y entasse. Solitaire et sombre, Daniel Richner, ex-talbotien, sur cette grève, traîne les pieds sur les trottoirs lustrés. C'est fini.

Après la bataille rangée du matin entre grévistes et non-grévistes - 51 blessés, dont 19 soignés à l'hôpital, le plus grave ayant une plaie à l'œil - cette évacuation en bon ordre fait suite à un interminable après-midi d'incertaines négociations. Pour la sécurité d'abord. Tout le jour, le B3 a mariné dans ses

La blessure syndicale

(Suite de la première page.)

Déjà, certains syndicalistes se précipitent à réviser, les passions étant retombées, d'un rapprochement entre la C.F.D.T. et F.O., deux organisations qui se retrouvent déjà sur des positions parfois identiques au sein de la Confédération européenne des syndicats (CES).

Espoirs déçus

Les espoirs des uns, les rêves des autres n'auront été que de courte durée. Là aussi, la blessure de Talbot va être dure à cicatriser. Sur le terrain, à Poissy, C.G.T. et C.F.D.T. se sont affrontés durement. Après le déferlement de violence du 5 janvier, M. Henri Krasucki n'a pas hésité à déclarer que « la C.F.D.T., son secrétaire général, Edmond Maire, sa fédération des métaux et ses responsables locaux, portent une bien lourde responsabilité dans cette situation ». Pour le secrétaire général de la C.G.T., la C.F.D.T., par ses « actes maximalistes », a « fait le jeu de la direction de P.S.A. », qui ne pense qu'à liquider Talbot. « Ceux-là mêmes », ajoute-t-il, « jusqu'au bout, ont utilisé un climat empoisonné et pactisé avec les extrémistes en sont venus, lamentablement, à demander l'intervention des forces de police ». La commission exécutive de la centrale fédérative et sa fédération de la métallurgie ont répliqué que « les positions de la C.F.D.T. ne sont évidemment pas comparables à celles d'un syndicat plus soucieux de faire appliquer les décisions de son ministère que de trouver avec les salariés les voies du règlement ».

M. Bergeron, qui sera reçu le 9 janvier par M. Mitterrand dans le cadre d'une délégation de la C.E.S. dans laquelle devrait figurer M. Maire, n'est pas demeuré en reste. Il en prenant vivement aux « irresponsables C.G.T. et C.F.D.T. », qui n'ont cessé de souffler sur le feu ». Tout au long du conflit, le secrétaire général de F.O. a dénoncé la « surenchère » de la C.F.D.T. voulant ainsi faire apparaître un « irréalisme » qui rend plus que hasardeux toute tentative, aussi timide soit-elle, de rapprochement. L'affaire Talbot a ainsi relancé les polémiques entre syndicates. La division syndicale va s'en trouver renforcée. Avec les bons vœux de Talbot.

Mais cette blessure va avoir également des conséquences dans les relations entre le gouvernement et les syndicats. Depuis que l'on est passé de l'état de grâce à l'état de rigueur, de la réforme à la gestion, les confédérations, en évitant tout choc frontal avec le pouvoir, ont pris quelque distance avec une politique sociale qui s'essouffait quand elle n'est pas inexistante. Elles ont été confrontées à un abandon de la politique de revalorisation du SMIC en 1983, à un long immobilisme - un « hors jeu » volontaire pour M. Bérégovoy - sur l'assurance-chômage, à une hésitation à s'engager sur la politique salariale qui a conduit le gouvernement à laisser la C.N.P.F. tirer le premier. Un tableau bien sombre pour espérer reprendre sur de nouvelles bases les relations avec le gouvernement.

Or voilà que, successivement, le gouvernement, dirigé par un pre-

mier ministre socialiste, conclut, en dehors des syndicats, au mieux sondés, au pire informés, après coup, un accord avec le groupe P.S.A., autorise 1 905 licenciements - avec à la clé une formation controversée - et au lieu de répondre positivement aux confédérations qui le pressaient d'aider à de réelles négociations envoi la force publique pour faire évacuer les « grévistes de Poissy ».

L'affaire Talbot apparaît ainsi comme un nouveau coup porté à la confiance déjà fort ébranlée des syndicats dans ce gouvernement de la gauche. M. Maire a attaqué durement la politique industrielle « scotchée, immobile et incohérente » du gouvernement. M. Krasucki lui a attribué une part de responsabilité dans le développement de la violence à Poissy, estimant que, « en renonçant à utiliser ses moyens pour amener la direction à un comportement industriel, social et humain correspondant aux nécessités et aux possibilités, y compris au cours des tout derniers jours, il a permis à la direction de P.S.A. de lancer du C.N.P.F., aux éléments extrémistes et aux irresponsables d'arriver à leur fin ». Quant à M. Bergeron, qui a demandé au gouvernement de ne pas « demeurer spectateur » et « d'assumer sa responsabilité », il s'inquiète de plus en plus d'une possible dégradation du climat social en attribuant pour une bonne part les risques à la politique gouvernementale.

L'état de défiance

M. Mauroy, qui va recevoir prochainement les dirigeants syndicaux, devra faire beaucoup d'efforts, faire preuve d'autorité comme d'immovabilité sociale, pour renouer un dialogue constructif. Après Talbot, alors que de nouvelles mutations industrielles douloureuses se profilent sur fond général de hausse du chômage et d'austérité salariale, allons-nous tomber dans l'état de défiance ?

Cependant, d'un mal, d'une blessure, peut parfois naître un bien. Paradoxalement, la C.F.D.T. n'aura peut-être pas tout perdu au lendemain des affrontements de Poissy. Son refus total et maximaliste des licenciements n'obéissait pas qu'à un calcul à court terme. A moyen terme, et l'intention était positive, il s'agissait d'empêcher absolument que les candidats aux restructurations industrielles à venir s'engouffrent dans la brèche de Talbot en négociant avec les seuls pouvoirs publics plutôt qu'avec les syndicats, en recourant aux licenciements plutôt qu'en recherchant d'autres solutions comme la réduction de la durée du travail liée à la formation.

Trois semaines après l'accord P.S.A.-gouvernement du 17 décembre, rien n'est réglé à Poissy. La violence se déchaine. Les passions se donnent libre cours. Les syndicats sont désemparés et n'arrivent pas à trouver la bonne porte de sortie. Personne ne contrôle personne. La solution « modèle » est qu'il arrive un échec. Pour les mutations à venir on ne pourra plus recommander comme à Talbot.

MICHEL NOBLECOURT

Le contre-exemple

(Suite de la première page.)

Reste donc les « irréductibles », ces travailleurs immigrés déjà âgés - proche en moyenne de la quarantaine - physiquement usés, souvent analphabètes dont qui ne croient pas aux mirages de la formation, inquiets enfin d'un retour au pays où ils ne retrouveront pas plus de travail qu'en France, bref, des sans-espoir.

Tout laisse donc à penser que l'usine va rouvrir ses portes sans eux, avec quelques centaines d'ouvriers d'abord - convoqués individuellement - puis avec quelques milliers.

Mais y aura-t-il jamais les quatre mille travailleurs qui sont censés rester dans l'entreprise après les licenciements et les départs en pré-retraite en cours ? Cela dépendra sans doute du nouveau de la production, or il y a peu de chances que la région parisienne, dans les circonstances actuelles, de construire dès à présent la 205 - une voiture dont les ventes marchent - à Poissy, comme cela était prévu. La situation ne redeviendra donc normale que dans plusieurs mois. Et la menace du dépôt de bilan sera d'autant plus forte, si la production ne repart pas, que le groupe a réalisé hier l'opération juridique-financière qui isole Peugeot-Talbot (même si pendant dix-huit mois un tribunal de commerce peut ne pas tenir compte de cette modification juridique). L'attribution des parts de Peugeot dans Talbot pour 99 % à Talbot S.A. et pour 1 % à Sara, un garage artisanal, aura coûté 800 millions de francs à Peugeot qui a pris à sa charge les dettes de Talbot. Mais l'entreprise de Poissy désormais responsable devra seules à l'avenir équilibrer ses comptes.

Quoi qu'en ait pensé le premier ministre ce dossier ne pouvait pas servir d'exemple. Par son histoire cette vieille usine à l'atmosphère pesante (certaines chaînes sont superposées), à l'équipement parfois

à la limite de l'obsolescence, ballottée depuis des décennies de marque en marque (Simca, Chrysler, Talbot) avec un personnel recruté en grande partie dans des villages marocains il y a dix ou quinze ans et jamais réellement formé depuis, avec longtemps son syndicat maison musclé, avait bien des particularismes que le gouvernement ne retrouvera guère que dans la restructuration prochaine de Citroën Aulnay (malgré une usine beaucoup plus récente).

Mais « le contre-exemple » de Poissy servira dans les autres dossiers en ce qu'il a montré que ces mutations industrielles nécessitent non pas tant l'approbation tacite d'une grande centrale syndicale qu'une pédagogie donc des négociations à la base, si difficile celle-ci soit.

De plus ce qu'on imaginait dans la région parisienne, bassin d'emplois où certains reclassements peuvent être opérés, le sera beaucoup moins dans des zones dévastées par le déclin de la sidérurgie, du charbon ou des chantiers navals. Il faut donc créer des emplois ; or jamais l'épargne des entreprises n'a été aussi faible qu'en 1983. Et la dernière enquête de l'Institut, réalisée en novembre auprès de trois mille chefs d'entreprise, montre que 47 % d'entre eux espèrent réaliser les investissements nécessaires, contre 51 % en juin.

Il n'y aura pas de restructuration industrielle réussie sans création d'emplois (la France en a perdu près de deux cent mille dans l'industrie en 1983), donc sans relance des investissements et sans retour à une certaine prospérité des entreprises. Sans doute aurait-on pu prendre conscience de cela.

BRUNO DETHOMAS.

Automobile : bons résultats à l'exportation

Le marché français automobile a baissé de 4,3 % au mois de novembre par rapport au même mois de 1982, et de 1,4 % sur les onze premiers mois de l'année. La chambre syndicale qui fournit ces chiffres estime cependant le « niveau satisfaisant », compte tenu des très forts résultats du quatrième trimestre 1982.

Sur onze mois, Citroën décline 13 % de marché, Peugeot 14,9 %, Talbot 4,57 %, Renault 34,85 % et les marques étrangères -52,58 %. Deux marques Talbot (-15,5 %) et Renault

(-12,2 %) sont en fort déclin, tandis que Citroën (+5,7 %) et Peugeot (+16,9 %) résistent bien à la montée des étrangères (+4,8 %).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. La hausse sur les marchés étrangers de novembre, modeste par rapport à celle-ci de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles), mais les exportations françaises de novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations françaises de 1982 et de 1983 ont été très faibles).

سعدان الرمل

SOCIAL

LES NÉGOCIATIONS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

Malgré l'ouverture faite à F.O., les syndicats refusent les propositions du C.N.P.F.

En acceptant de discuter sur la base du projet de F.O., lors de la neuvième séance du 5 janvier, le C.N.P.F. a effectivement fait l'ouverture qui permet de débattre les longues négociations sur l'avenir de l'assurance-chômage (Le Monde du 6 janvier). Mais il faudra sans aucun doute d'autres concessions de la part du patronat pour qu'un accord puisse se réaliser, le 10 janvier, comme semble le vouloir tous les partenaires sociaux, qui se résignent à admettre le principe de la séparation en deux systèmes d'assurance et de solidarité. Le C.N.P.F. a d'ailleurs annoncé que, dès l'ouverture de la prochaine réunion, il remettrait un document précisant ses dernières propositions.

Pour l'instant, en effet, les propositions patronales ont provoqué de vives réactions parmi les organisations syndicales, qui se sont réunies avec un bel ensemble, la C.F.D.T. et la C.G.T. allant jusqu'à affirmer que « la négociation ira vers l'échec » si le C.N.P.F. ne faisait pas d'efforts.

Quatre points, essentiellement, faisaient obstacle :

- Le C.N.P.F. a, certes, augmenté les durées maximales d'indemnisation, mais, n'ayant pas modifié les périodes initiales de droit minimum, il oblige chaque chômeur à soumettre son cas à la commission paritaire, où le patronat détient 50 % des voix - tous les trois mois pour obtenir une prolongation.

- Le C.N.P.F. refuse la notion d'allocation minimale, qui garantirait les droits des salariés, et fixe au contraire un plafond à 70 % du salaire antérieur, qui frapperait surtout les bas salaires.

- Le C.N.P.F., pour faire droit à une demande syndicale, réintègre, dans le système d'assurance, les chômeurs ayant travaillé trois mois mais prévoit que ceux-ci ne touchent que 40 F par jour, pendant trois mois. Ils devront ensuite attendre cinq ans pour pouvoir être de nouveau indemnisés de la même façon.

- Le C.N.P.F. prévoit enfin de conclure un accord sur le système d'assurance de l'UNEDIC sans attendre d'avoir rencontré l'Etat.

pour définir, avec lui, ce qui pourrait être le système de solidarité.

A des titres divers, les délégations syndicales ont considéré que ces propositions étaient inacceptables. Elles reprochent au C.N.P.F. de sacrifier les bas salaires, qui sont les plus touchés par le chômage et, sauf la C.G.C., observent que, dans le même temps, le patronat offre de nouvelles garanties aux chômeurs pouvant justifier des plus hauts revenus. Surtout, les syndicats protestent contre un dispositif qui méconnaît l'évolution actuelle du chômage : il pénalise gravement les travailleurs occupant des emplois précaires, les jeunes et les salariés acceptant des contrats de travail à durée déterminée, d'une part, avec les conditions restrictives d'accès aux indemnités, et fait supporter des « épreuves humiliantes » aux chômeurs de longue durée, d'autre part, avec la répétition trimestrielle des prolongations. Ainsi, un chômeur de plus de cinquante ans passerait onze fois devant la commission paritaire pour bénéficier de la durée totale d'indemnisation.

Au-delà, les organisations syndicales remarquent que le projet du C.N.P.F. obligerait l'Etat à intervenir pour assurer le poids d'une aug-

mentation du chômage et faire face aux licenciements provoqués par les restructurations. Elles ne comprennent pas, dès lors, que le gouvernement ne puisse être consulté avant la signature d'un accord sur l'assurance-chômage.

En clôture de la séance du 5 janvier, M. Yvon Chotard, qui avait enregistré toutes les protestations émises, a fait une nouvelle ouverture, en promettant de négocier encore sur tous ces points.

ALAIN LEBEAUCHE.

La trésorerie de la Sécurité sociale devait être presque équilibrée à la fin 1983

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, a déclaré mercredi 4 janvier sur Antenne 2 que les comptes de la Sécurité sociale « seront équilibrés en 1984 et en 1985 ». « Si l'on veut maintenir le système de protection sociale, il ne faut pas que se creuse un déficit », a-t-il ajouté, indiquant que à 200 millions près, les comptes de 1983 seront équilibrés « en ce qui concerne la trésorerie, les déficits de 1981 et 1982 ayant été couverts ».

De fait les chiffres publiés jeudi 5 janvier indiquent que le solde « significatif » (c'est-à-dire tenant compte des créances non recouvrées et des dettes non encore payées) de

l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale), qui gère la trésorerie du régime général des salariés, était déficitaire de seulement 264 millions de francs au 30 décembre 1983, contre 11 583 millions à la fin de décembre 1982.

Ce redressement est le résultat des différentes mesures prises depuis l'automne 1982 pour rétablir les comptes de la sécurité sociale, et en particulier des efforts de freinage des dépenses. Les comptes de l'ensemble des branches du régime général de sécurité sociale ne sont pas encore connus, mais les dépenses de l'assurance-maladie pour les onze premiers mois donnent une indication : l'augmentation des dépenses a été de 10,6 % contre 18,3 % sur les onze premiers mois de 1982. En volume, inflation déduite, elle devrait être inférieure à 2 % pour 1983 (contre 7,5 % pour 1982), le taux le plus faible constaté depuis 1969. Le ralentissement a été particulièrement sensible sur deux postes : les remboursements aux hôpitaux qui représentent 55 % des dépenses de l'assurance-maladie (+ 9,1 % en 1983 contre + 19,9 % en 1982) et les indemnités journalières versées aux assurés malades (+ 6,1 % contre + 13,8 %), ce qui a permis à M. Bérégovoy de dire que le résultat était dû à « un effort de gestion des assurés sociaux, des professions médicales, du personnel des hôpitaux et du gouvernement ».

Toutefois deux incertitudes subsistent. La première concerne l'évolution de la situation financière des hôpitaux au cours de l'année 1984. En 1983, on a compté fortement les dépenses : on n'a pratiquement pas accordé de rallonge de fin d'année : les « budgets supplémentaires » ont été limités à 85 millions de francs au total (sur un ensemble

de 140 milliards de francs). Pour 1984, le « taux directeur » - augmentation des dépenses prévue - est de 6,1 %.

Or M. Philippe Cadène, délégué général de la Fédération hospitalière de France, indiquait il y a quelques jours que le déficit moyen d'exploitation des hôpitaux était de 1,5 % par rapport aux autorisations de dépenses à la fin de 1983 (Le Monde du 4 janvier). Cette moyenne recouvre, il est vrai, des situations extrêmement différentes selon les établissements, en fonction notamment des effectifs, des salaires et des charges sociales représentant environ les deux tiers des dépenses des hôpitaux.

La seconde incertitude concerne l'évolution des comptes de la Sécurité sociale en 1985 : même limitée, l'augmentation des dépenses de santé est inéluctable ; d'autre part, le poids des dépenses de vieillesse va s'accroître : après un excédent de 4,1 milliards de francs pour l'ensemble du régime général en 1983, le rapport sur les comptes de la Sécurité sociale prévoit seulement un équilibre des dépenses et des recettes en 1984. Il faudra donc soit trouver de nouvelles recettes « exceptionnelles » comme on l'a fait depuis l'automne 1982, soit entamer la réforme du financement plusieurs fois annoncée.

GUY HERZLICH.

- La grève continue à la S.P.S. - La grève commencée le 13 décembre continue dans les quatre centres de la Société parisienne de surveillance du transport d'Ile-de-France - Montreuil, Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) et Massy (Essonne) - occupés par le personnel.

CONJONCTURE

Il va falloir alléger l'impôt sur le revenu et la taxe professionnelle

déclare M. Delors

Maintenir des secteurs sous tension à oxygène l'arrange rien, a redit M. Jacques Delors, jeudi 5 janvier, au forum de l'Expansion. Le gouvernement doit prendre des initiatives pour aider aux restructurations.

La difficulté est que ces restructurations doivent souvent être opérées dans des régions « sinistrées ». Aussi, le ministre a énuméré les conditions qui, selon lui, peuvent éviter « une totale désespérance qui pourrait un jour déboucher sur la colère ». Pour M. Delors, il faut d'abord fixer des règles du jeu claires et précises : tantôt on se concentre, tantôt on négocie. Si des licenciements sont nécessaires, quatre solutions existent : la prétraite (« dont on a tendance à abuser et qui prive l'économie de gens très qualifiés »), les contrats de solidarité, avec baisse de la durée du travail, les aides au retour (justifiées selon le ministre quand ce sont les intéressés qui le demandent), les contrats de formation de deux ans pour reclasser les travailleurs encore jeunes.

Pour M. Delors, c'est cette dernière solution qui devrait être privilégiée dans les zones très atteintes, « les bassins d'emploi ». Dans ces régions connaissant de grosses difficultés, le ministre a évoqué l'idée de « zones franches » qui attireraient de nouvelles industries par des facilités, fiscales notamment.

Interrogé sur le décalage conjoncturel existant actuellement entre une économie française en stagnation et des économies étrangères en reprise, M. Delors a répondu qu'il était indispensable que ce phénomène dure pendant deux ans encore, que « l'activité soit tirée par l'exportation puis par l'investissement et non plus par la demande intérieure ». Le ministre a reconnu que nous ne pourrions pas pendant un temps concurrencer la France, une croissance économique supérieure à celle des pays étrangers. « Nous n'avons plus de marge de manœuvre », a souligné M. Delors.

Le ministre a annoncé que l'endettement brut de la France (c'est-à-dire ne tenant pas compte de nos créances) atteignait à la fin de 1983 le chiffre de 53 milliards de dollars, soit l'équivalent de 450 milliards de francs (1). Pour commencer à réduire son endettement (capital et intérêt) la France devra dégrader un excédent des paiements courants de 50 à 60 milliards de francs par an, ce qui devrait être le cas en 1986. D'ici là, la France devra continuer à emprunter à la fois pour rembourser le capital de sa dette (2) et pour consentir de nouveaux crédits à ses clients étrangers.

Interrogé sur sa politique des prix, le ministre a justifié « la technique sauvage de la norme » (les 5 % de hausse pour 1984). « Fixer une norme pendant deux ans, cela a quelque chose d'irréaliste, d'intenable. Mais c'est indispensable parce que notre pays était profondément ancré dans des habitudes inflationnistes. Il faut aussi désinfecter les gens de l'indexation. Pour cela il faut encore tenir cette politique de la norme pendant un an ».

Enfin, pour tenir la promesse présidentielle d'une baisse des prélèvements obligatoires, M. Delors estime que l'impôt sur le revenu et la taxe professionnelle devront être réduits, même si le ministre estime cela regrettable pour le premier de ces impôts, plus léger en France qu'à l'étranger. « Mais il faut tenir compte de ce que ressentent les gens, et les Français supportent mal c'est un fait, l'impôt sur le revenu ».

(1) Au 30 juin 1983, l'endettement de la France était selon les chiffres officiels - de 48,3 milliards de dollars (349 milliards de francs).

(2) Le service de la dette est le remboursement du capital et des intérêts. A partir du moment où la balance des paiements courants est en équilibre - ce qui est le cas pour la France depuis plusieurs mois - les intérêts de la dette extérieure sont *ipso-facto* couverts.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-UL.....	8,5710 8,5760	+ 190 + 285	+ 420 + 450	+ 1640 + 1700
Sch.....	6,8534 6,8581	+ 152 + 180	+ 341 + 382	+ 1380 + 1455
Yen (100).....	3,6749 3,6786	+ 282	+ 413	+ 1409
DM.....	3,4092 3,4120	+ 170 + 178	+ 355 + 369	+ 1140 + 1196
Mark.....	2,7201 2,7225	+ 147 + 154	+ 310 + 324	+ 1048 + 1077
£ (100).....	14,9043 14,9069	+ 214 + 267	+ 419 + 524	+ 1912 + 2122
Sfr.....	3,5275 3,5275	+ 306 + 299	+ 620 + 1897	+ 1941
L (1 000).....	5,4320 5,4373	+ 177 + 154	+ 333 + 299	+ 804 + 729
F.....	12,0320 12,0476	+ 318 + 365	+ 710 + 787	+ 2660 + 2799

TAUX DES EURO-MONNAIES

SE-UL.....	3 1/8	3 3/4	5 7/16	9 13/16	5 5/8	10 1/16	5 7/8	10 1/4
DM.....	5 7/16	6 1/8	5 9/16	5 11/16	5 11/16	6 1/8	5 15/16	6 3/8
Mark.....	5 7/16	6 1/8	5 11/16	5 11/16	5 11/16	6 1/8	5 15/16	6 3/8
£ (100).....	10 1/8	10 7/8	10 1/4	11 1/4	11 1/2	11 1/2	12	12
Sfr.....	1 1/8	1 7/8	3 1/8	3 1/2	3 3/8	3 3/4	3 5/8	4
L (1 000).....	15 1/2	17	18 3/4	16 1/2	16 1/8	16 1/8	17	17 3/4
F.....	5 7/8	6 1/4	9 1/4	9 3/8	9 1/2	9 1/2	9 13/16	10
F. Swap.....	12 1/8	12 3/4	12 1/4	12 3/4	12 3/4	13 1/4	14 1/4	14 5/8

SAMEDI DIMANCHE

- DATES :**
Il y a quarante ans
Mussolini faisait fusiller Ciano.
- LIBAN :**
La déprimé des chrétiens.
- GROENLAND, ISLANDE ET FEROE :**
Les îles sœurs au régime.
- SCANDALE :**
La Malaisie malade de l'affaire Carrian.
- CARNETS :**
René Coty entre deux Républiques.
- PARIS :**
Des Chinois sans tapage.
- Et, avec « Le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision.

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE NICKEL-SLN

Au cours de sa réunion du 4 janvier 1984, le conseil d'administration de la société métallurgique Le Nickel-SLN a pris acte de la décision de l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP) de se démettre du mandat d'administrateur qu'elle détenait en qualité de personne morale. Il a coopté à sa place M. Pierre Boisson, président de l'ERAP. Il est rappelé que l'ERAP détient 70 % du capital de la SLN. Le conseil a par ailleurs pris acte de la démission de son mandat de président-directeur général de M. Bernard de Villemejeane, qui reste administrateur de la SLN. Pour lui succéder le conseil a porté à sa présidence M. Pierre Boisson. M. Yves Rambaud, administrateur, a été nommé vice-président du conseil et confirmé dans ses fonctions de directeur général.

SAXBY S.A.

Les accords d'association entre Saxby et Lancerbos Ltd ayant pour objet la reprise par le groupe britannique de la branche « maintenance » n'ont pu aboutir à la date prévue, le 31 décembre 1983. L'offre publique d'achat liée à l'achèvement de cette restructuration ne peut par conséquent intervenir. Les contacts se poursuivent, tant avec Lancerbos Ltd qu'avec d'autres industriels en vue de la mise en œuvre d'une solution industrielle. On rappelle que, dans le cadre de cette opération, Saxby a cédé la branche « signalisation ferroviaire et automatisations » à Jeumont-Schneider le 1^{er} septembre 1983 et regagné l'activité « maintenance » au sein de sa filiale, Matral-Saxby-Maintenance au terme d'un apport partiel d'actif réalisé le 26 septembre 1983.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. - Obligations à bons de souscription 16 % 1982-1992

Les intérêts courus du 4 janvier 1983 au 3 janvier 1984 pour la première tranche, représentés par les coupons n° 2A et 2B, et ceux courus du 4 juillet 1983 au 3 janvier 1984 pour la deuxième tranche, représentés par le coupon n° 2B seul, sont payables depuis le 4 janvier 1983 à raison de 360 F pour chaque coupon après une retenue à la source de 40 F.

En cas d'option pour le régime du prélèvement forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 59,97 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 296,03 F. Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, Paris (15^e), aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Crédit commercial de France, Crédit lyonnais, Banque générale du Financière, Banque pour l'industrie française, Banque de l'Indochine et de Suez, Banque Louis Dreyfus, Banque nationale de Paris, Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet, Banque Paribas, Banque privée de gestion financière, l'Européenne de banque, Banque de l'union européenne, Banque Vernet et commerciale de Paris, Banque Worms, Caisse centrale des banques populaires, la Compagnie financière, Crédit industriel et commercial, Crédit du Nord, Hottinguer et compagnie, Lazard frères et Cie, Société générale, Société séguisaise de banque.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

POUR NE JAMAIS OUBLIER !

Grande SOUSCRIPTION MÉDAILLE LECH WALESA PRIX NOBEL DE LA PAIX 1983

Sous le haut patronage de Solidarnosc

Demandez tous renseignements à ARTS & MÉDAILLES M 37, rue du Collège 75008 Paris TEL. 821.01.53

CREDIT LYONNAIS

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1983

La situation au 30 novembre 1983 s'établit à 641 248 millions contre 625 262 millions au 2 novembre 1983.

Au passif, les comptes d'Engagements d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 32 629 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 247 061 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 220 974 millions de francs.

A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élèvent à 227 034 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 250 735 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 29 245 millions de francs.

Europarténaires : Commercant Banco Hispano Americano - Banco di Roma

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE

Direction des collectivités locales
et de l'environnement
1^{er} BUREAU

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Aménagement à 2x2 voies de la route nationale 20 entre Limoges et Razez, attribution du caractère de route express à la nouvelle voie et modification du plan d'occupation des sols de la commune de Bonnac-la-Côte.

Conformément aux dispositions d'un arrêté de M. le Préfet de région en date du 20 décembre 1983 pris en application du Code de l'expropriation, il sera procédé à une enquête publique sur le projet comportant :

- l'aménagement à 2x2 voies de la route nationale 20 entre Limoges et Razez.
- l'attribution du caractère de route express à la nouvelle voie.
- la modification du plan d'occupation des sols de la commune de Bonnac-la-Côte.

Un exemplaire du dossier d'enquête comportant :
- un plan de situation au 1/100.000.
- une notice précisant l'objet de l'opération, indiquant les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire des dépenses.
- le plan général des travaux au 1/10.000.
- une étude d'impact.

Le dossier d'enquête pourra aussi être consulté à la Préfecture - Direction de l'environnement et des collectivités locales - 1^{er} bureau.

En outre, le dossier sera tenu à la disposition du public à la mairie de Limoges - Bureau administratif du Domaine - 4^e étage - le samedi 28 janvier et le samedi 4 février 1984, de 9 heures à 12 heures ainsi qu'à la mairie de Bonnac-la-Côte le samedi 11 février 1984 de 9 heures à 12 heures.

Pendant la durée de l'enquête, M. Guy Chambon, professeur à l'université de Limoges, président de la commission d'enquête siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 13 février 1984 à la mairie de Limoges.
- le 20 février 1984 à la mairie de Razez.
- le 21 février 1984 à la mairie de Bonnac-la-Côte.
- le 23 février 1984 à la mairie de Limoges.

M. Pierre Digne, membre de la commission d'enquête, siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 14 février 1984 à la mairie de Compeignac.
- le 16 février 1984 à la mairie annexe de Beaune-les-Mines.

M. Paul Ardant, membre de la commission d'enquête, siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 17 février 1984 à la mairie de Saint-Sylvestre.

où les recevront les personnes qui désirent s'entretenir directement avec eux de l'opération et consigneront sur les registres les observations ou réclamations qui leur seront présentées oralement.

La commission de l'enquête ou l'un de ses membres se tiendra en outre à la disposition des personnes ou des associations qui demanderont à être entendues.

A l'issue de l'enquête, lorsque la commission aura formulé ses conclusions celles-ci seront portées à la connaissance du public et toute personne physique ou morale pourra en obtenir copie.

Les demandes devront être adressées à la Préfecture - Direction des collectivités locales et de l'environnement - 1^{er} bureau ou à la Direction départementale de l'équipement.

Vu,
le Secrétaire général,
Charles-Louis Dorius.

AGRICULTURE

Le C.N.J.A. réclame un plan de sauvetage pour l'élevage

L'année 1984 débute dans une conjoncture agricole défavorable, tant au plan national qu'au plan européen. Mardi 3 janvier, au cours d'une conférence de presse, M. Luc Guyau, président du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.), a demandé un plan de sauvetage pour l'élevage et indiqué que son organisation avait décidé une action d'« ampleur nationale » dans l'attente du prochain sommet européen de Bruxelles et de la fixation des prix agricoles pour 1984-1985.

Si dans plusieurs secteurs les rendements furent corrects en 1983, il n'en va pas de même pour les prix, a expliqué M. Guyau. Les jeunes, surtout ceux qui se sont installés après 1974, connaissent un fort endettement et ont des difficultés de trésorerie. Le manque de confiance dans le métier d'agriculteur se manifeste par une diminution du nombre des demandes de formation, tandis que plusieurs candidats à l'installation en 1984 vont différer leur décision.

« Pendant ce temps, tout se passe comme si nos gouvernements avaient des objectifs cachés consistant à diminuer de manière assez forte la population agricole », a déclaré M. Guyau, qui a ajouté : « En tout cas, nous risquons d'en arriver au même point que si ces objectifs existaient. Nous préférons qu'on nous dise : il faut moins d'agriculteurs, ce serait plus clair. » Qu'est-ce qui pousse le président du C.N.J.A. à formuler cette accusation ? Il constate qu'il n'existe aucune volonté de donner aux jeunes

les moyens de s'installer dans des conditions satisfaisantes ni, surtout, d'agir sur le revenu, qui, lui, conditionne le maintien dans le métier d'agriculteur.

« Ne pas permettre, depuis deux mois, le relèvement des prix de viande bovine et porcine, ne pas démanteler les M.C.M. négatifs (montants compensatoires monétaires, dont la suppression correspondrait à une augmentation des prix garantis) fait dire que le revenu n'est pas la priorité », a déclaré M. Guyau. « La réforme des conditions d'installation, qui est en cours, a-t-elle encore indiqué, n'est que qualitative. On nous demande une meilleure formation, des gens plus responsables. Mais les jeunes qui s'installent veulent aussi une assurance sur leur avenir. »

La crise que connaît l'élevage paraît grave au C.N.J.A. Les productions bovines ou porcines sont des recours pour enrayer la progression des excédents laitiers. Or, ces productions sont en plein marasme. « Si on ne rétablit pas l'équilibre en faveur des productions animales, c'est toute l'agriculture qui va à sa perte », estime M. Guyau. On sait en effet que l'élevage est important pour l'aménagement du territoire et qu'il est plus propice au maintien des emplois, que les productions céréalières. Un plan pour l'élevage, selon le C.N.J.A., n'aura pas seulement pour objectif de faire remonter les prix, mais il permettrait aussi d'étaler le coût du financement des

productions et de parvenir à un meilleur approvisionnement en aliments du bétail, notamment par l'abaissement du prix des céréales.

Chacun pour soi ?

Dans cette atmosphère de crise, le C.N.J.A. craint une réaction du type « sauve qui peut », où les productions les plus fortes, où les régions les plus performantes, chercheraient à « se sortir » sans tenir compte de la totalité de l'agriculture française. Or tout est lié : la réduction de la production laitière, si elle se faisait, aurait une incidence sur la production de viande bovine (la viande de bœuf est en réalité dans sa majorité de la viande de vache) au détriment des autres viandes et des prix de toutes les viandes. De même qu'il y aurait une incidence sur la production des céréales par une reconversion, même très partielle. Bref, le C.N.J.A. semble rappeler qu'il faut à l'agriculture française des directives et des choix d'ensemble, qui permettent aux agriculteurs de s'engager.

C'est la même capacité à définir des objectifs que le C.N.J.A. attend de la présidence française à Bruxelles pour les six mois à venir. M. Guyau souhaite d'abord que cette présidence s'exerce effectivement au niveau du ministère de l'agriculture et non pas « sous le couvert des finances ou des affaires étrangères, comme cela se passe depuis le sommet de Stuttgart ».

Il souhaite aussi que la France montre la même fermeté que lors du conseil européen d'Athènes (1) pour amener les Dix à redéfinir le rôle de la politique agricole commune en Europe et celui de la Communauté au plan mondial. En clair, que les Dix se mettent à nouveau d'accord sur des objectifs politiques (qui, pour le C.N.J.A., ne peuvent être que l'expansion de l'agriculture), fante de quoi toutes les discussions qui s'ensuivent aient un aspect strictement budgétaire. Les Dix, enfin, doivent prendre une position commune et claire sur la question de savoir si l'Europe est une puissance agricole, si elle doit être exportatrice ou autosuffisante... et pourquoi.

Les jeunes agriculteurs savent aussi que « les autres catégories de Français ne sont pas non plus à la noce ». Pour leur expliquer que le revenu agricole est constitué à la fois du revenu des végétaux, et de la capacité d'investissement des entreprises, et pour démontrer la nécessité de maintenir une Europe en état de marche non élargie à l'Espagne et au Portugal, le C.N.J.A. va engager une campagne de sensibilisation par des contacts avec les syndicats, les assemblées consulaires et les unions de consommateurs.

JACQUES GRALL

(1) Le sommet de Stuttgart a eu lieu les 17, 18, 19 juin 1983, celui d'Athènes les 4, 5, 6 décembre.

ÉTRANGER

**En R.F.A.
DIMINUTION
DE L'EXCÉDENT
DES PAIEMENTS COURANTS**

L'excédent de la balance des paiements courants de la R.F.A. a nettement diminué en novembre, revenant à 634 millions de DM contre 3 milliards en octobre et 4,9 milliards en novembre 1982. Pour l'ensemble des onze premiers mois de l'année 1983, l'excédent des paiements courants de la R.F.A. atteint 2,85 milliards de DM, contre 2,45 milliards pendant la période correspondante de 1982.

Des sorties de capitaux ont par ailleurs rendu déficitaire (186 millions de DM en novembre) la balance des paiements.

AFFAIRES

**LIQUIDATION
DE LA SOCIÉTÉ TEXTILE
CRÉATIONS SAINT-JOSEPH**

L'entreprise textile Créations Saint-Joseph de Gradignan (Gironde) a été mise en liquidation judiciaire le 3 janvier par le tribunal de commerce de Bordeaux.

En mai 1982, et après une grève qui avait duré plus de cinq ans, des ouvriers de cette fabrique de vêtements de qualité avaient été autorisés à reprendre la société en location-vente.

An cours de la longue occupation de l'entreprise, une partie du personnel - les « filles de Saint-Joseph » - s'était constituée en atelier autogéré utilisant les stocks de l'usine pour fabriquer des vêtements et les vendre pour leur propre compte. La longue résistance des grévistes avait été soutenue par la C.G.T., le P.C.F., mais aussi par des prêtres de Bordeaux.

**MANUFRAANCE
MODIFIE SES STATUTS
ET REMPLACE
SON DIRECTEUR GÉNÉRAL**

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. - Un conseil d'administration extraordinaire de la S.C.O.P.D. Manufraance (1) a été convoqué pour le 6 février. Il sera appelé à se prononcer sur la continuation des activités de la coopérative, en dépit des pertes qu'elle a enregistrées. L'ancien directeur qui représentait plus de la moitié de son capital social. Le conseil devra aussi se prononcer sur une transformation des statuts de l'entreprise. A la formule « conseil de surveillance et de direction » serait substitué un conseil d'administration de forme classique.

D'autre part, M. André Barbillat quittera la direction générale de la société, le 1^{er} avril prochain, pour des « raisons personnelles ». Il sera remplacé par M. Roland Borghini, qui a exercé des responsabilités industrielles et commerciales (notamment chez Unilever et à la société Sanpique). - P. M.

(1) Société coopérative ouvrière de participation et de distribution.

**EMPAIN-SCHNEIDER
REGROUPE SES ACTIVITÉS
FERROVIAIRES**

Le groupe Empain-Schneider réorganise son secteur ferroviaire, et une société, Schneider-Jeumont-Rail, vient d'être créée. Elle regroupera progressivement les activités du groupe dans ce domaine, actuellement disséminées entre plusieurs sociétés, Creusot-Loire, Jeumont-Schneider, M.T.E., Carrel-Fouché.

But : constituer une structure juridique unique pour le secteur ferroviaire du groupe, qui représente un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs. Jeumont-Schneider sera le « pilote » de cette nouvelle société, dont elle devra détenir la majorité du capital.

Schneider-Jeumont-Rail représentera le groupe au sein du Groupe d'intérêt économique (G.I.E.) Franco-rail, chargé de promouvoir les exportations. Jusqu'à maintenant, les sociétés du groupe Empain-Schneider étaient membres à titre individuel de Franco-rail, aux côtés de A.N.F. et de De Dietrich.

Nominations

• M. BERTRAND COLLOMB a été élu président du Syndicat national des fabricants de ciments et de ciment, P.-D.G. de Ciments Lafarge-France, directeur général adjoint de Lafarge-Coppée et président d'Orsan, filiale de biotechnologie du groupe, M. Collob succède à M. Raymond Potrait, vice-président de la Société des ciments français, qui devient président d'honneur de cette organisation professionnelle.

• M. PIERRE BOISSON, président de FERAP, a été nommé à la présidence de la société La Nickel en remplacement de M. Bernard de Villeneuve, qui a présenté sa démission. Cette nomination était attendue. En effet, lors du sauvetage de l'entreprise (850 millions de francs de pertes en 1982 pour 1,3 milliard de chiffre d'affaires) l'ex-dernier, FERAP, la holding représentant les intérêts de l'Etat (dans ELF-Aquitaine) a pris une participation de 70 % dans La Nickel, le SNEA et l'Inra ne conservant plus chacun que 15 % du capital.

• M. JEAN-PIERRE HUGON, ancien directeur général des Charbonnages de France et actuellement directeur général de Selsol, a été nommé président-directeur général d'Ugine-Gueugnon en remplacement de M. Paul Aussaer, démissionnaire à la suite du changement intervenu dans l'actionnariat de cette société. Ugine-Gueugnon est issue du rapprochement intervenu entre les Forges de Gueugnon (groupe C.G.I.F.-Wendel) et la branche produits plats inoxydables d'Ugine-Aciéries (groupe Sacilor), dont M. Hugon assure également la présidence.

**Libez
le monde de
L'EDUCATION**

DANS LES 9 BHV.

-20%

SUR TOUT LE BLANC

LES COUETTES, LES RIDEAUX ET LE STRINGLES.

DU 2 AU 21 JANVIER

Dans la mesure où le rayon correspondant existe.

**RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE**

BHV

مكتبة الامم المتحدة

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Transaction record : 160 millions d'actions

Poursuivant son avance de la veille, le marché new-yorkais a encore gagné du terrain jeudi sous l'effet d'une forte demande des investisseurs institutionnels ainsi qu'en témoigne la nette augmentation des blocs de titres de 10 000 actions, dont 3 560 ont été échangés contre 2 604 mercredi. Le fait marquant de cette séance a été l'activité record, puisque 159,99 millions d'actions ont été échangées (112,98 millions la veille), le précédent chiffre d'affaires record remontant à 4 novembre 1982, lorsque 149,35 millions de titres avaient été échangés.

Le relatif tassement des taux d'intérêt, les perspectives favorables qui s'offrent à l'économie américaine en 1984 et les prévisions de hausses importantes de bénéfices affichées par les entreprises américaines sont le plus souvent avancés par les observateurs pour expliquer cet engouement qui s'est déchaîné en quarante-huit heures à l'ensemble des places mondiales, puisque le London Stock Exchange a atteint un plus haut de son côté. A cet égard, on souligne les bons résultats enregistrés sur le droit, automobile, ou les six principaux constructeurs domestiques ont fait état d'une progression de 17,9 % de leurs ventes en 1983, lesquelles se sont hissées à 6,78 millions d'unités.

Favorablement impressionnés par l'aisance avec laquelle ont été abordées les prises de bénéfices en séance, lesquelles n'ont pas empêché l'indice Dow Jones de grimper à 1 282,24 (plus de 13,19 points), les professionnels considèrent que Wall Street est effectivement entré dans un cycle haussier.

VALEURS	Cours de 4 jan.	Cours de 5 jan.
Alcoa	48 1/8	48 7/8
AT&T	46 3/4	47 1/4
Boeing	46 1/2	47 1/4
Chrysler	32 1/2	33 1/4
Du Pont de Nemours	32 1/2	33 1/4
Exxon	70 7/8	71 3/8
General Motors	44 1/4	44 7/8
IBM	161 1/2	162 1/4
Intel	30 3/4	31 1/8
Johnson & Johnson	75 1/8	75 3/8
Merck	44 1/4	44 7/8
Microsoft	30 3/4	31 1/8
Motorola	44 1/4	44 7/8
Rockwell	44 1/4	44 7/8
Schlumberger	51 1/4	51 3/8
Texas Instruments	38 1/2	38 3/4
Union Carbide	52 1/4	52 3/8
U.S. Steel	31 1/8	31 3/4
Westinghouse	34 1/4	34 3/8
Xerox Corp.	50 3/8	50 7/8

PARIS, 5 janvier

Nouvelle avance

C'est fou ! En deux jours, on est monté de plus de 4 % et on pousse derrière. C'était devant le tableau lumineux où s'inscrivent les variations de la cote, ce feuillet du Palais Brongniart n'en revient pas. Le fait est que mercredi après-midi, à l'issue d'une séance agitée par une hausse de 1,3 % des actions françaises, les ordres d'achat continuèrent à affluer dans les charges d'agents, y compris en provenance de l'étranger, explique-t-il.

Pour acheter quoi ? Tout d'abord cette même cote de titres (Parovoz-Ricard, Moli, Parier, l'Oréal...) qui ont toutes les chances de faire les beaux jours de la Bourse de Paris en 1984. C'est, en effet, ce scénario qui a été interprété jeudi, lorsque la cote a progressé de 2,5 %, portée à près de 9 % l'avance des actions françaises depuis la dernière liquidation.

Profitant de cette vague d'achats, trois titres ont été réservés à la hausse dans un

premier temps : Fives-Lille, Lafarge-Corpe et Météo, ces deux derniers gagnant respectivement 6,7 % et 1,6 % par la suite. SEB et Peugeot (+ 6 % en moyenne) se sont également distingués tandis que Sanofi, Pernod-Ricard, l'Oréal, Façon progressaient de 4 % à 7 %.

En sens contraire, les replis sont restés très modestes. Seules méritent d'être signalées les baisses de 2 % d'Esso, Raffinage, BIC et Chausson France-Dunlop.

Poussé par la monnaie américaine, qui a inscrit un nouveau record historique jeudi en séance officielle, le dollar-titre s'est négocié à 10,94/98 F.

A 103 400 F, le litige a gagné 850 F, tandis que le napoleon progressait de 4 F, à 634 F. A Londres, le cours du métal, qui s'est établi à 376,50 dollars l'once, inchangé sur mercredi midi.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SANOFI - A l'issue de l'offre publique d'échange lancée par Sanofi sur la société Chézy, la filiale d'ELC-Antoniades décline à présent la quasi-totalité du capital (99,47 %) de cette dernière. Les actions Chézy apportées à l'OP.E, ont été rémunérées par la création de 100 000 nouvelles actions, dont 99 470 ont été converties en une augmentation de 1,2 % de son capital, lequel se trouve porté à 948,9 millions de francs.

CAISSE DES DÉPÔTS - La Caisse des dépôts et consignations a récemment acquis 10 % de la S.A. de gestion et d'armement (holding) qui contrôle un certain nombre de sociétés occupant leur activité dans les transports maritimes et routiers ainsi que dans les services de

transport. Sa principale filiale d'exploitation est la société SAGA-Transport. Cette opération est conforme aux engagements pris par la Compagnie financière de Suez lorsqu'elle avait repris les actifs industriels et immobiliers de l'Européenne de banque. Il était alors prévu que Suez récupérerait ultérieurement une partie de sa participation dans SAGA.

BANQUES PORTUGAISES - Les autorités portugaises exigent des banques privées (commerciales ou d'investissement) désireuses d'ouvrir un établissement ou une succursale dans ce pays un capital minimum de départ de 1,5 milliard d'escudos, soit un montant équivalent à 150 millions de dollars. Le gouvernement de centre-gauche de M. Mario Soares (composé de socialistes et de sociaux-démocrates) avait précédemment décidé d'ouvrir à l'initiative privée les secteurs de la banque et de l'assurance qui avaient été entièrement nationalisés après la révolution d'avril 1974.

Le capital minimum exigé pour ouvrir une compagnie d'assurance privée (portugaise, étrangère ou à capitaux mixtes) n'a pas été précisé dans le communiqué officiel. Il est prévu que les règles de fonctionnement seront celles généralement appliquées dans les pays du Marché commun.

INDICES QUOTIDIENS
(NDX, base 100 à 31 déc. 1983)

4 jan. 5 jan.

Valeurs françaises 108,5 109,9

Valeurs étrangères 108,1 107,7

C° DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 à 31 déc. 1983)

4 jan. 5 jan.

Indice général 157,3 161,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 6 janvier 12,3/4 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) 233,40 233,20

BOURSE DE PARIS Comptant

5 JANVIER

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours
3 %	27	0 798	Dir. Rég. P.A.C.R.I.	111 90	112 80	Profil Tabac Int.	4 85	5 154	Freder	0 30	
5 %	38 80	4 544	Didot-Brois	315	315	Provost et Lait-Lux	38 90	40	Ch. Balgou	324 321	
5 % annuité 45-54	1 236		Dir. Indochine	320	305	Providence S.A.	431	413 80	Gesart	510	535
5 % annuité 55-64	8570		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 65-74	12 033		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 75-84	80 300		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 85-94	222		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 95-04	81 886		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 05-14	100 200		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 15-24	102 300		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 25-34	113 800		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 35-44	110 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 45-54	111 355		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 55-64	100 200		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 65-74	102 300		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 75-84	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 85-94	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 95-04	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 05-14	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 15-24	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 25-34	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 35-44	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 45-54	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 55-64	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 65-74	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 75-84	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 85-94	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 95-04	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 05-14	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 15-24	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 25-34	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 35-44	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 45-54	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 55-64	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 65-74	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 75-84	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 85-94	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 95-04	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 05-14	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 15-24	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 25-34	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 35-44	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 45-54	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 55-64	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 65-74	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 75-84	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 85-94	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 95-04	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 05-14	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 15-24	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 25-34	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 35-44	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 45-54	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 55-64	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 65-74	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 75-84	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 85-94	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 95-04	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 05-14	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 15-24	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 25-34	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 35-44	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 45-54	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 55-64	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 65-74	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 75-84	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 85-94	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 95-04	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 05-14	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 15-24	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 25-34	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 35-44	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 45-54	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 55-64	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 65-74	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 75-84	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 85-94	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 95-04	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 05-14	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 15-24	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 25-34	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 35-44	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 45-54	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 55-64	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 65-74	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 75-84	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 85-94	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 95-04	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 05-14	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 15-24	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 25-34	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 35-44	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 45-54	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 55-64	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 65-74	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 75-84	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 85-94	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 95-04	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 05-14	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 15-24	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 25-34	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 35-44	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 45-54	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 55-64	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 65-74	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 75-84	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 85-94	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 95-04	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 05-14	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	Gesart	510	535
5 % annuité 15-24	101 055		Dir. Indochine	198	198	Providence S.A.	1200	1200	G		

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

1. IMMIGRÉS : « La grande migration », par Alfred Sauvy ; « Ethnocentrisme pluriel », par Daniel Albert ; Témoignages.
2. LIJ : Introduction au droit musulman, de Joseph Schacht.

ÉTRANGER

- 3-4. PROCHE-ORIENT : LIBAN : la mise au point d'un nouveau « plan de sécurité ».
4. AFRIQUE
5. EUROPE
6. AMÉRIQUES
6. DIPLOMATIE
6. ASIE

POLITIQUE

7. Les travaux du comité directeur du P.S.
8. Les prolongements de l'offensive des « avions ravitailleurs ».

SOCIÉTÉ

9. L'attraction du « Club 89 » : à qui profite le « crime » ?
10. JUSTICE : la rentrée judiciaire.
11. ÉDUCATION.
12. SPORTS : le Rallye Paris-Alger-Dakar.

LOISIRS ET TOURISME

11. DANS LA POUDREUSE DU GRAND MASSIF : la neige à prix coûtant.
12. CUISINES ÉTRANGÈRES : l'exotisme au supermarché.
- 13-14. HÔTELLERIE : les grandes familles.
- 13-14. Plaisirs de la table ; Philatélie ; Jeux.

CULTURE

15. EXPOSITIONS : un bilan de l'art cinétique à Milan.
16. MUSIQUE : Rencontre ; Pavarotti, le ténor fétiche.
17. COMMUNICATION : à la Maison de la radio, les alchimistes du huitième art.

ÉCONOMIE

20. APRÈS LA FERMETURE DE L'USINE TALBOT DE POISSY.
21. SOCIAL : les négociations sur l'assurance-chômage.
22. AGRICULTURE : le C.N.J.A. réclame un plan de sauvetage pour l'élevage.

RADIO-TÉLÉVISION (17)

17. INFORMATIONS : « SERVICES » (18) : Métiologie ; Loto ; Bulletin d'enseignement ; « Journal officiel ».
18. ANNONCES CLASSÉES (19) ; Caravel (19) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (23) ; Mots croisés (14).

Le numéro du « Monde » daté 6 janvier 1984 a été tiré à 475 795 exemplaires

SOLDES D'HIVER

le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION" RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LA TIRETILLE

SOLDES ANNUELS à tous nos rayons

62 rue St André-des-Arts 6^e

Tel: 329.44.10

PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

A B C D E F G

La hausse du dollar continue malgré une légère baisse des taux d'intérêt

La hausse du dollar s'est poursuivie et même accélérée, vendredi 6 janvier 1984, sur des marchés de changes très nerveux et très actifs. A Paris, la monnaie américaine a battu à nouveau son record à plus de 8,56 F. contre 8,53 F la veille et 8,40 F au début de la semaine. A Francfort, elle a dépassé la barre des 2,80 DM à 2,8075 DM, malgré les interventions massives de la Banque fédérale d'Allemagne, plus de 500 millions de dollars, dit-on, tant à New-York, jeudi soir, qu'en Europe, à la veille du week-end. La Banque d'Angleterre est également intervenue pour empêcher la livre sterling de fléchir en dessous de 1,41 dollar, son plus bas cours historique par rapport à la monnaie américaine. La seule monnaie à résister à la poussée irrésistible du « billet vert » est le yen, recherché par le monde entier, et stabilisé par la Banque du Japon, qui, elle aussi, est intervenue massivement.

Cette nouvelle flambée du dollar frappe particulièrement les esprits du fait qu'elle se produit au moment même où les taux d'intérêt fléchissent légèrement aux États-Unis après une tension temporaire due au règlement des échéances de fin d'année.

F. R.

Au Nigéria Les autorités militaires pourraient accepter une dévaluation de la monnaie nationale

L'ancien président du Nigéria, M. Shehu Shagari, et ses principaux collaborateurs resteront incarcérés tant que le gouvernement militaire, installé depuis le coup d'État du 31 décembre, n'aura pas déterminé leurs responsabilités dans la crise économique du pays, a annoncé, jeudi 5 janvier, le général Mohammed Buhari. Le nouveau chef de l'État nigérien a précisé que M. Shagari était « sain et sauf sous la garde des militaires ».

Refusant de dire quand les militaires rendront le pouvoir aux civils, le général Buhari, qui tenait sa première conférence de presse, a indiqué que les juges civils demeureraient en fonction, le conseil militaire suprême envisageant toutefois de créer des tribunaux militaires pour lutter contre la criminalité. « Il y aura peut-être des procès publics », et [nous essaierons] par tous les moyens diplomatiques de récupérer l'argent sorti du pays en fraude », a-t-il précisé. L'une des priorités du gouvernement, a-t-il souligné, sera de restaurer la crédibilité du pays en honorant ses engagements internationaux.

Evitant le problème de la dette extérieure du pays (environ 15 milliards de dollars), le général Buhari a déclaré qu'il faudrait sans doute que le Nigéria accepte « des termes de crédit désagréables », laissant entendre ainsi que le Nigéria sera sans doute en difficulté.

M. KINNOCK SE PRONONCE POUR LA RESTITUTION À LA GRÈCE DE LA FRISE DU PARTHÉNON

En visite officielle à Athènes, M. Neil Kinnock, chef du parti travailliste britannique, s'est prononcé, jeudi 5 janvier, pour la restitution à la Grèce de la frise du Parthénon, actuellement au British Museum. Pour M. Kinnock, le retour de ce trésor de l'art grec, appelé *Marbres d'Elgin*, « serait la démonstration éclatante que la civilisation européenne a une continuité et forme un tout ». « Ces marbres sont aussi indubitablement grecs que le stade de Wembley et la tour de Londres sont britanniques », a-t-il ajouté. De son côté, M. Melina Mercouri, ministre grec de la culture et des sciences, a affirmé la nécessité de mettre fin à l'« impérialisme des musées ». Elle a précisé que la Grèce ne réclamait pas la restitution des statues et œuvres d'art grecques possédées par les musées du monde entier, mais seulement les marbres du Parthénon, qu'un diplomate anglais, Thomas Elgin fit démanteler au début du siècle dernier, avec la permission des autorités turques qui occupaient le pays.

P. 9 Soldes Palais des Congrès du 5 au 14 janvier

52 rue St André-des-Arts 6^e

Tel: 329.44.10

PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

A B C D E F G

Le calendrier de l'année scolaire 1984-1985

Le calendrier définitif de l'année scolaire 1984-1985 est publié au *Journal officiel* du 6 janvier par le ministère de l'Éducation nationale.

La rentrée scolaire est fixée pour les élèves des écoles et collèges (y compris les enfants de 6 ans) au mardi 14 septembre 1984 au matin. La rentrée des personnels enseignants des classes maternelles et élémentaires est fixée au jeudi 6 septembre au matin et celle des personnels enseignants des collèges et lycées au mercredi 5 septembre au matin.

Les vacances de Noël : du jeudi 20 décembre après la classe au jeudi 3 janvier 1985 au matin.

Les vacances d'hiver : zone 1 : du jeudi 7 février après la classe au jeudi 18 février au matin ; zone 2 : du jeudi 14 février après la classe au jeudi 25 février au matin ; zone 3 : du jeudi 21 février après la classe au jeudi 4 mars au matin.

Les vacances de printemps : zone 1 : du samedi 23 mars après la classe au jeudi 11 avril au matin ; zone 2 et 3 : du vendredi 29 mars après la classe au jeudi 15 avril au matin.

Vacances d'été : zone 1 : du samedi 29 juin après la classe au vendredi 6 septembre au matin ; zone 2 et 3 : du jeudi 27 juin après la classe au vendredi 6 septembre au matin.

La zone 1 comprend les académies d'Aix-Marseille, Amiens, Besançon, Dijon, Limoges, Lyon, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg et Toulouse.

La zone 2 comprend les académies de Paris, Créteil et Versailles.

La zone 3 comprend les académies de Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Nice et Rennes.

Pour l'académie de Corse, le calendrier scolaire est arrêté par le recteur, après avis des instances régionales. Pour les départements des Antilles et de la Guyane, pour le département de la Réunion et pour le département de Saint-Pierre-et-Miquelon, les dates du calendrier scolaire seront fixées par le recteur.

Notre confrère Robert Lambotte, grand reporter à l'*Humanité*, décédé, le jeudi 5 janvier 1984, à l'âge de soixante-deux ans.

Le 11 décembre 1921 à Paris, Robert Lambotte s'engage dans la Résistance très jeune. Arrêté, il est déporté en 1942, au camp d'Auschwitz, puis à Buchenwald d'où il s'enfuit par les tunnels souterrains. Ramené en France, la défection de l'*Humanité* et la revue en 1946, d'abord pour couvrir la guerre de l'Indochine, puis la guerre d'Algérie, il devient journaliste et écrivain. Il a écrit de nombreux ouvrages et a été directeur de la revue *l'Humanité* pendant plusieurs années.

La suspension de la grève des conducteurs d'autobus à Bordeaux. Les conducteurs de bus de la communauté urbaine de Bordeaux ont décidé, le 5 janvier dans l'après-midi, après vingt-quatre jours de grève, de reprendre le travail. Aucune de leurs revendications sur les augmentations de salaires, les aménagements d'horaires ou la future politique des transports n'ayant été satisfaite, ils ont décidé de continuer le conflit, mais sous une autre forme, qui reste à définir. (Corresp.)

PIERRE CARDIN victor hugo

Soldes avant travaux

Collections Femmes et Hommes

27, avenue Victor Hugo PARIS

TED LAPIDUS

soldes femmes et hommes

35 rue François 1^{er} Paris 8^e

Sur le vif

Musique de nuit

On était là, on était bien, on n'en voulait à personne. Il était quoi ? Deux ou trois heures du matin. On était branché sur la radio, maintenant, une radio libre, plutôt, mais cool, plutôt gauchiste. On parlait de la situation chez Téboul. J'avais bien ma petite idée sur la question mais j'hésitais à appeler. La nuit, décrocher son téléphone, c'est comme décrocher son parachute à huit cents mètres du sol. On a vraiment l'impression que nos pauvres mots vont s'écraser dans le vide du studio.

Au micro, un certain Rémi se contente d'annoncer d'une voix totalement neutre, totalement indifférente, les arrivées et les départs : bonjour Jacques, Paul ou Jean. Au revoir Jean, Paul ou Jacques. A part ça, rien. Un silence de cathédrale. A vous de vous lancer, d'y aller de votre message, de votre morale. Ou même - ça il faut oser ! - de lire un poème en bafouillant de timidité angossée par cette absence d'écho. On se demande ce qu'il fait Rémi pendant ce temps-là. Des résumés ? Des pompes ? Des mots croisés ?

Je ne sais plus qui venait de dire je ne sais plus quoi sur le drame des travailleurs mis à la porte de leur usine. Il raccroche. Au suivant. Bonjour Jacqueline. Bonjour Rémi, alors voilà, les immigrés, merci bien mais non merci. Baste ! Ça suffit ! Qu'ils rentrent chez eux et qu'ils nous fassent le paix. Allez, salut !

On est restés seuls. Je m'attends à une batterie de coups de fil trébuchant de colère indignée. Pas du tout. On a préféré faire comme si on n'avait pas entendu. Tout en essayant d'exprimer, chacun à sa façon, d'autant plus touchante parfois qu'elle était maladroite, une certaine idée de la justice, de la moralité, de l'amour du prochain.

La marche des Beurs sur l'Élysée avait permis de mesurer déjà l'infirmité bonne volonté de la majorité des Français. Essayez donc de vous balader un peu la nuit à travers les années. Vous serez surpris par le qualité des propos qu'on y tient. Si les médias nous y avaient, croyez-moi, chacun de nous pourrait s'appeler Montand.

CLAUDE SARRAUTE.

Un journaliste français expulsé par la police tunisienne. M. Ulysse Gosset, envoyé spécial de France-Inter, a été expulsé, le vendredi 6 janvier, de Tunisie. Il avait été interpellé à son hôtel vers 7 heures du matin au centre de Tunis par deux inspecteurs en civil. Ulysse Gosset avait déjà passé deux heures jeudi dans les locaux du ministère de l'Intérieur où il avait été convoqué. On lui avait pris des bandes d'enregistrement de dialogues dans la rue. La rédaction de France-Inter à Paris déclare ignorer les raisons de cette expulsion.

Le maire de Saint-Dié exclu de la C.F.D.T. - Le Conseil syndical national des cadres d'épargne vient d'exclure de la C.F.D.T. dans laquelle il militait depuis vingt-cinq ans, le maire de Saint-Dié et vice-président du conseil général des Vosges, M. Maurice Jeandot (opposition). L'union locale de la C.F.D.T. de Saint-Dié réclame cette mesure depuis les élections municipales de 1977. M. Jeandot l'avait, en effet, emporté sur la liste d'union de la gauche, qui comptait deux représentants de son syndicat.

En outre, la victoire aux dernières municipales ainsi que certains propos critiques à l'égard de la C.F.D.T. ont, semble-t-il, décidé les instances nationales à prendre cette décision ; une décision qui ne fait pas l'unanimité, notamment à la caisse d'épargne de Saint-Dié, où M. Jeandot exerce les fonctions de directeur adjoint. Le travail syndical de M. Jeandot est reconnu de tous, tant au plan local que régional, voire national. Convoqué à la mi-décembre à Paris, M. Jeandot avait demandé un report de l'entretien avec les instances supérieures de la C.F.D.T., une demande qui, semble-t-il, a été rejetée par la C.F.D.T. qui l'a donc condamné sans appel. (Corresp.)

La direction départementale de l'agriculture de Quimper occupée. - Deux à trois cents agriculteurs, répondant à l'appel du centre départemental des jeunes agriculteurs du Finistère, se sont introduits, dans la nuit de jeudi à vendredi, dans les locaux de la direction départementale de l'agriculture de Quimper qu'ils occupent toujours ce vendredi matin. Ils entendent ainsi protester contre la baisse des cours du porc. (A.F.P.)

soldes NICOLL
la tradition anglaise
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

aramis
Chemisier-Habilleur
SOLDE
sa collection de grand luxe
36 rue du Faubourg St Honoré Paris

Francis Javitt
HORLOGER ARTICLES DE BIJOUTIER CADEAUX
SOLDES jusqu'à 40%*
AVANT TRAVAUX
*sa collection 1983 présentée dans les vitrines signalées.
Francis Javitt
Centre commercial Tour Maine-Montparnasse
75015 PARIS - TEL: 533.66.52
OUVERT LE LUNDI 11 JUSQU'À 18H

مقتدا من الامم